

Mondial 2018- Tanzanie 2 - Algérie 2
LES VERTS S'EN TIRENT À BON COMPTE P. 19

Le Quotidien
Edition Nationale d'Information **D'ORAN**

PARIS : LE CHOC

 P. 2

PARIS : PIERRE MORVILLE

■ **AU MOINS 128 MORTS
DANS DES ATTAQUES TERRORISTES** P. 3

PAR MONCEF WAFI

■ **DEUX ALGÉRIENS PARMIS LES VICTIMES** P. 3

■ **FRANCE, JOURS DIFFICILES
À VENIR POUR LES MUSULMANS** P. 3

PARIS : AKRAM BELKAÏD

■ **GUERRE CONTRE LE TERRORISME ET AMBIGUÏTÉS** P. 4

PAR GHANIA OUKAZI

Notre supplément
AUTOUR DU MONDE
Avec la collaboration de
P. 14 & 15

PROJECT SYNDICATE
AN ASSOCIATION OF NEWSPAPERS AROUND THE WORLD

La bulle éducative américaine
PAR M. A. EL-ERIAN
Conseiller économique en chef d'Allianz

Le secteur bancaire traditionnel est-il indestructible ?
PAR DAMBISA MOYO
Économiste et auteur

Un système pour la résolution des crises des dettes d'Etat
PAR JOSEPH E. STIGLITZ* ET MARTIN GUZMAN**
* Professeur à l'université de Columbia à New York
** Chercheur au département d'économie et de finance de la faculté de gestion de l'université de Columbia



Paris : le choc

Scènes d'horreur au Stade de France, dans les rues du XI^{ème} arrondissement, dans la salle de spectacle du Bataclan...

Pierre Morville (Paris)

L'effroyable bilan de la soirée du vendredi a frappé de stupeur la population française. A cette heure : 127 morts, 200 blessés dont 80 dont la survie est en danger. 6 attentats, en plein Paris, ont été menés par huit djihadistes qui se sont fait exploser ou finalement tués par la police. Ils ont certainement bénéficié du concours d'un nombre significatif de complices ou d'agents «dormants».

L'opération menée frappe par sa préparation et son ampleur : c'est l'attentat le plus meurtrier en Europe depuis les attentats qui ont frappé Madrid en mars 2004. Une dizaine de bombes avaient alors explosé dans quatre trains, faisant 191 morts.

Le bilan de l'opération d'hier est infiniment supérieur aux attentats qui avaient frappé Charlie Hebdo en janvier 2015 : 12 morts dont cinq dessinateurs. Depuis, l'accalmie était trompeuse. Mais des tentatives avaient échoué : le 21 août dernier, dans un train Thalys, un massacre avait été épargné par des passagers qui avaient pu désarmer un jeune Marocain. En avril, un étudiant algérien avait été arrêté après le meurtre d'une femme : il préparait un attentat contre une église à Villejuif. D'autres projets ont sans doute été déjoués, comme une possible attaque de la base militaire de Toulon. Le dispositif «Sentinelle» qui mobilise déjà plus de 10 000 militaires et policiers rassurait.

L'ampleur des pertes civiles hier a frappé de stupeur la population française. Six nouvelles attaques ont eu lieu générant des massacres de masse, frappant anonymement des passants, des clients de restaurants ou des spectateurs d'un concert de rock.

Une horreur absolue, selon François Hollande : «C'est une terrible épreuve qui une fois de plus nous assaille», a déclaré le chef de l'Etat dans une allocution télévisée, «Ce que les terroristes veulent, c'est nous faire peur, nous saisir d'effroi. Il y a de quoi avoir peur, il y a l'effroi. Mais il y a, face à l'effroi, une Nation qui sait se défendre, qui sait mobiliser ses forces, et qui une fois encore saura vaincre les terroristes». Quelques heures plus tôt, le Président de la République assistait en spectateur au match France-Allemagne au Stade St Denis, où s'est déroulé la 1^{ère} attaque kamikaze.

Après cet «acte de guerre», François Hollande a reçu le soutien de nombreux chefs d'état étranger : «Paris est le symbole de valeurs universelles, a déclaré Barack Obama pour qui, «Liberté, égalité fraternité sont des valeurs que nous partageons tous». «Je suis Paris» sera peut-être le prochain logo des rassemblements de protestation...

Très vite, Le Conseil français du Culte musulman (CFCM), l'instance représentative de l'islam en France, a condamné avec la plus grande vigueur des attaques «odieuses et abjectes». Le Conseil appelle la «Nation toute entière à l'unité et à la solidarité».

«DECLARATION DE GUERRE»

Le responsable désigné par François Hollande est d'emblée Daesh, avant même que l'Etat islamique ne revendique officiellement le massacre hier, vers midi, dans sa logorrhée habituelle : «Attaque bénie de Paris contre la France croisée : (...) un groupe de croyants, des soldats du Califat(...) a pris pour cible la capitale des abomi-

nations et de la perversion (...) La France et ceux qui la suivent doivent savoir qu'ils restent les principales cibles de l'Etat islamique et qu'ils continueront à sentir la mort pour avoir pris la tête de la croisade (...) en terre de califat, avec leurs avions ».

Quelles ripostes à cette «déclaration de guerre» ? Outre les contrôles aux frontières décrétés juste avant les attentats, le gouvernement a décidé de placer l'ensemble du territoire sous «l'état d'urgence» : procédure rarissime instaurée pendant la guerre d'Algérie. L'état d'urgence permet aux autorités les couvre-feux, «d'interdire la circulation des personnes ou des véhicules», ou le séjour dans certains départements, autorise les assignations à résidence, facilite les perquisitions de domicile, jour et nuit et renforce le contrôle sur les médias.

Mais si l'acte de Daesh horrifie par son caractère de massacre anonyme, il constitue bien une réponse du «califat» à la participation française à la coalition de pays qui interviennent en Irak et en Syrie. Il ne faut pas sous-estimer l'intelligence tactique du groupe djihadiste qui avait déjà su utiliser l'arme des réfugiés pour déstabiliser les puissances européennes. De la même façon, la violence de l'actuelle attaque vise d'abord à frapper l'opinion publique française en espérant que celle-ci sera favorable à un arrêt des frappes aériennes françaises sur ces deux pays.

Le résultat risque d'être inverse. « Il faut frapper d'autant plus fort Daesh en Syrie et en Irak» tranchait hier matin Sébastien Pietrasanta, député socialiste et rapporteur du projet de loi anti-terroriste. Une position qui devrait, à quelques nuances près, être approuvée par l'ensemble des formations politiques : l'heure est en effet à «l'union nationale».

Celle-ci durera-t-elle ? Contrairement à l'attentat de Charlie Hebdo, il n'a pas été annoncé à cette heure de grands rassemblements exprimant l'émotion populaire et le souhait d'unité, face à la violence de ces attentats. L'état d'urgence interdit même toutes les manifestations.

De plus, malgré les importants rassemblements unitaires partout en France qui avait marqué janvier 2015, on avait vu se déliter rapidement ce caractère d'union nationale, laissant la place à de mauvaises polémiques sur l'Islam ou la «mauvaise intégration» de fractions de l'immigration. Nul doute que ces diatribes reflueront de plus belle une fois clos le «deuil national» qui a été décrétée. La proximité des élections régionales qui se tiendront le 6 et 13 décembre, inciteront également aux dérapages politiques.

Daesh a bénéficié de l'arrivée en Syrie de près de 3000 «volontaires» français. L'identification des djihadistes abattus révélera-t-elle qu'il s'agissait de Français, issus de l'immigration, partis au Djihad au Moyen-Orient ? La communauté arabo-musulmane française redoute déjà les amalgames qui ne manqueront pas...

En attendant, l'heure est à un fort renforcement de la sécurité. Facteur aggravant, une très importante conférence internationale sur le climat, la COP 21, se déroulera à Paris du 30 novembre au 11 décembre. Elle accueillera 80 chefs d'état dont Barack Obama, Vladimir Poutine ou le chinois Xi Jinping. Des rumeurs courraient sur sa possible annulation. Elle se tiendra sans doute mais dans un Paris sous intense bouclage policier.



Face à l'épreuve de la menace terroriste et l'afflux de migrants L'espace Schengen marque ses limites

Abdelkrim Zerzouri

Tous les vols vers les villes françaises, à partir de l'aéroport Med Boudiaf de Constantine ou tout autre aéroport du pays, ont été assurés hier par les compagnies aériennes. Les voyageurs appréhendaient un peu des annulations de vols vers la France après la déclaration de fermeture des frontières, annoncée dans la soirée du vendredi après les attentats meurtriers qui ont eu lieu à Paris, mais tout était régulier sur ce plan, ont assuré des sources aéroportuaires. La fermeture des frontières a une toute autre portée ou signification que celle de la fermeture des aéroports ou contrôle de documents de voyages et d'identité. La fermeture des frontières, dont l'annonce par le président français a été suivie par une précision assez importante à ce propos, soulignant qu'«on doit s'assurer que personne ne rentre dans le pays pour commettre des actes terroristes», vise une protection de la France contre la menace terroriste. On le sait per-

tinement, tous les voyageurs autres que ceux venant de l'espace Schengen subissent des contrôles parfois très sévères aux frontières. Seuls, donc, les voyageurs des pays signataires des accords Schengen passent par un couloir spécial sans aucune formalité de contrôle des documents de voyages ou autre identité. Désormais, suite à cette décision de fermeture des frontières, c'est tout le monde qui doit passer par les opérations de contrôle, sans aucune considération pour l'espace de Schengen. Malgré la possibilité offerte par la clause de sauvegarde, intégrée à l'article 2.2 de la convention de Schengen et autorisant les Etats à rétablir provisoirement des contrôles aux frontières dans des circonstances exceptionnelles, l'espace Schengen n'est, certes, pas mort mais il est remis en cause. Et la réforme de ses règles, réclamée par la droite et l'extrême droite françaises depuis longtemps déjà, n'est plus qu'une question de temps. Ces dernières semaines, s'ils n'ont pas posé carrément des barbelés, presque tous les pays

européens ont rétabli les contrôles à leurs frontières (dont les derniers à opter pour cette solution qui demeure moins sévère que la fermeture pure et simple des frontières, sont l'Allemagne et la Suède), pour faire face aux vagues incessantes de milliers de migrants. Et, aujourd'hui, avec cet attentat meurtrier qui a frappé au cœur de Paris, c'est un argument de plus qui apporte du grain à moudre à ceux qui réclamaient en France un passage vers Schengen "2". Et, les premiers à payer le prix de ce nouvel accord, dont les contours se dessinent dans un contexte de crises socioéconomique et sécuritaire, seront sans conteste ces migrants qui affluent par milliers (la France a donné son accord pour accueillir au cours des deux prochaines années au moins 24.000 demandeurs d'asile, en plus des 6.275 pour lesquels elle s'était déjà engagée), et qui devront attendre longtemps aux portes, avant de trouver refuge dans un quelconque pays européen. Ainsi, l'oppression de Daesh les aura poursuivis là où ils iront.

ANALYSE

Kharroubi Habib

Les conséquences d'une politique ambiguë

La France est sous le choc effarée par l'ampleur de l'opération terroriste menée vendredi soir au cœur de sa capitale Paris dont le bilan en victimes mortes ou blessées est sidérant : pas moins de 127 morts et plus de 200 blessés et tout laisse, hélas, présager que le chiffre des premiers va être revu à la hausse, vu que selon les sources médicales 99 des blessés sont dans un état critique voire désespéré.

Paris a vécu l'horreur sous la forme d'une attaque terroriste dont les auteurs ont à l'évidence cherché à semer la terreur. Planifiée, leur opération l'a été incontestablement. Elle a consisté en des actions ayant ciblé des endroits dans Paris où les terroristes armés et certains porteurs de ceintures explosives pouvaient commettre des carnages qui provoqueraient la terreur recherchée. Selon les autorités françaises, huit terroristes sont morts au cours de cette opération multi-cibles mais n'excluent pas que d'autres courent toujours prêts à récidiver ici ou là.

Ce qui explique que le président Hollande s'est adressé à la nation pour déclarer la France «en état de guerre» et annoncé qu'il a fait appel à l'armée en renfort des services de sécurité mobilisés et a décrété l'état d'urgence sur l'ensemble du territoire ainsi que la fermeture des frontières. Assommés, les Français ont des raisons de l'être en découvrant que leur pays subit une attaque terroriste d'une envergure effarante alors que le dispositif sécuritaire renforcé qui a été mis en place suite aux attentats terroristes de janvier dernier à Paris est toujours en place.

Qui sont les auteurs des tueries de vendredi à Paris et surtout qui en sont le ou les commanditaires ? Pour le président Hollande, la question ne s'est pas posée puisque alors que l'opération criminelle n'était pas encore terminée, il a pointé

des terroristes djihadistes ayant agi en exécution d'ordre venu de l'organisation Daech. Ce qui a été confirmé par les revendications formulées peu après par cette organisation.

Ce qui ne prête pas à doute quand on sait que Daech, comme nous l'avons écrit hier, développe une sanglante stratégie de diversion visant à masquer l'affaiblissement que lui infligent les frappes aériennes dont ses positions en Syrie et en Irak sont la cible et les coups de boutoir que sous leur couvert lui assènent les forces armées du régime de Damas et les combattants kurdes. Les attentats de Paris ont été préparés et menés dans le cadre de cette ignoble stratégie tout comme ceux qui ont eu lieu en Egypte contre l'avion russe et à Beyrouth dans un quartier contrôlé par le Hezbollah.

La mise en œuvre de sa stratégie est facilitée pour Daech, parce qu'elle dispose dans ses rangs de djihadistes venus de tous les horizons qu'elle a embrigadés au point qu'ils sont prêts à s'en prendre à leurs pays d'origine. Quelque part, François Hollande doit avoir mauvaise conscience depuis vendredi et cela parce que l'Etat qu'il préside a pratiqué à l'égard de Daech et des organisations criminelles du même acabit qui sévissent en Syrie une politique des plus ambiguë dont l'aspect le plus cynique a été que considérant qu'elles se battent contre le régime syrien, il devait fermer les yeux sur l'enrôlement par elles de ses propres citoyens convertis au concept du djihad en terre syrienne. C'est dans ce vifvier que Daech a trouvé les exécutants de ses sinistres desseins contre la France. Il est à espérer que la France meurtrie se décide enfin à abandonner sa politique ambiguë à l'égard du terrorisme djihadiste et se fasse à la lapalissade qu'il existerait des organisations de cette nature à combattre et d'autres à armer et à fermer les yeux sur leur inhumanité.

Tirage du N° 6378
119.022 exemp.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction
041.23.25.20
Imp.: Oran: imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger: imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine: S.I.E.
Ouargla: S.I.A.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail: infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Rédaction Algéroise
Tél.: 021. 64.96.39 - Fax: 021. 61.71.57
Pub Tél.: 021. 64.96.44

Rédaction Constantinoise
Tél.: 031.92.12.11
Fax: 031.92.12.22

Diffusion: Ouest: SEDOR Tél.: 041.58.85.52- Centre: SEDOR - Est: SO.DI. PRESSE - Sud: TDS

Au moins 128 morts dans des attaques terroristes



Par Moncef Wafi

Paris a été la cible d'une série d'attaques terroristes, dans la soirée de vendredi, faisant, dans un bilan qui est loin d'être définitif, 128 morts et 99 blessés graves dont le pronostic vital est engagé. Plusieurs fusillades et des explosions ont éclaté simultanément dans six lieux différents, très fréquentés pour la circonstance, de la capitale française. Elles ont été menées notamment par un kamikaze à proximité du Stade de France où se déroulait un match international, dans la salle de spectacle du Bataclan (XIe arrondissement), ainsi que sur cinq axes de quartiers du centre de Paris: boulevard Voltaire, au coin de la rue Bichat et de la rue Alibert, aux abords du canal Saint-Martin, boulevard Beaumarchais et rue de Charonne.

Selon les premières constatations, certains des auteurs ont pu participer à plusieurs de ces attaques. Huit auteurs seraient morts, dont sept en se faisant exploser. Selon des informations rapportées par la presse française, l'un des terroristes présumés, mort au Bataclan, serait originaire de l'Essonne et âgé de 26 ans. Connu des services de renseignements pour sa radicalisation, il aurait été formellement identifié grâce à ses empreintes digitales. Un passeport syrien a été également retrouvé près d'un des auteurs des attaques, pour lequel des vérifications sont en cours. Les restes des corps des kamikazes qui se sont fait exploser boulevard Voltaire, au Bataclan et au Stade de France, doivent être ramenés à l'Institut médico-légal (IML). Les enquêteurs espèrent que des traces ADN ou des empreintes exploitables coïncideront avec un fichier d'auteurs d'infractions. La «piste syrienne» est l'un des axes de l'enquête judiciaire d'autant plus que ces attaques ont été revendiquées, hier, par Daech, quelques heures seulement après leur exécution. Dans un communiqué diffusé sur Internet, l'organisation de Abou Bakr el Baghda-di a confirmé que l'opération avait été planifiée à l'avance. «Huit frères portant des ceintures d'explosifs et des fusils d'assaut ont pris pour cibles des endroits choisis minutieusement à l'avance au cœur de la capitale française», écrit l'organisation islamiste. Dans le communiqué, l'EI explique ses motivations et menace clairement de récidiver: «La France et ceux qui suivent sa voie doivent savoir qu'ils restent les principales cibles de l'Etat islamique et qu'ils continueront à sentir l'odeur de la mort pour avoir (...) insulté notre prophète (...) et frappé les musulmans en terre du califat avec leurs avions (...), en référence à l'attentat contre l'hebdomadaire satirique Charlie Hebdo et les frappes françaises contre les positions de Daech en Irak et en Syrie. D'ailleurs, et selon des témoins présents au Bataclan, l'un des kamikazes a évoqué la participation des Français à la coalition aérienne internationale qui frappe Daech. «Je les ai clairement entendus

dire aux otages, c'est la faute de Hollande, 'c'est la faute de votre président, il n'a pas à intervenir en Syrie'. Ils ont aussi parlé de l'Irak», a raconté un animateur radio et TV qui se trouvait dans la salle. Des témoins évoquent également des assaillants venus dans une voiture immatriculée en Belgique, ce qui laisse ouverte l'hypothèse d'une équipe venue de l'étranger, sans exclure la présence de locaux. En août dernier, un Français avait été arrêté à son retour de Syrie, où il avait séjourné quelques jours à Raqqa, fief de l'Etat islamique. Il avait évoqué des instructions pour viser une salle de concert. Après les attaques, le président français a décrété l'état d'urgence, donnant ainsi de larges pouvoirs à la police. Des mesures de sécurité supplémentaires ont également été mises en œuvre à la frontière pour contrôler les voyageurs arrivant de France par la route, le train ou l'avion, a annoncé le gouvernement. Le plan multi-attentat, dit «rouge alpha», a été aussitôt déclenché et près de 1.500 militaires ont été déployés dans la capitale où les événements se sont précipités dès 21h20 lorsque plusieurs fusillades et explosions éclatent simultanément à Paris. Ainsi, trois explosions retentissent autour du Stade de France, au nord de Paris, pendant le match amical France-Allemagne, disputé devant 80.000 spectateurs. Cinq personnes, au moins, sont mortes dont le kamikaze qui a actionné sa ceinture explosive. Deux explosions ont aussi eu lieu rue Jules-Rimet, à Saint-Denis et la troisième à la Plaine-Saint-Denis, près d'un restaurant McDonald's, également à proximité du stade. François Hollande, sur place, a été immédiatement évacué, alors que les entrées et sorties du stade ont été aussitôt bouclées. Au Bataclan, où jouaient les Eagles of Death Metal, plusieurs dizaines de personnes ont été tuées. Certaines sources évoquent au moins cent victimes. Selon les témoins, il y avait quatre assaillants, qui ont commencé par tirer plusieurs rafales, avant de mener une prise d'otages. Un assaut, à l'issue duquel les tireurs sont morts, s'est terminé aux alentours de 00h55. Au bar Le Carillon, dans le Xe arrondissement de Paris, vers 21h20, une explosion a d'abord été prise pour un pétard, avant qu'un homme, le visage à découvert, entre et tire à l'arme automatique. Deux salves ont été tirées; la première était dirigée contre le bar, puis, après une pause, la seconde a visé le restaurant Le petit Cambodge, qui lui fait face. «Ça a duré terriblement longtemps», rapporte l'un des témoins. Entre douze et quatorze personnes sont mortes. Au même moment, d'autres témoignages rapportaient que deux hommes avaient ouvert le feu rue de Charonne (XIe arrondissement) sur une terrasse de café, précisant: «On a entendu plus de 100 balles». L'attaque visait, selon des témoins, le bar La Belle Equipe, qui se trouve au coin de la rue Charonne et de la rue Faiderbe. 19 personnes sont mortes.

Deux Algériens parmi les victimes

Deux ressortissants algériens ont été recensés parmi les victimes des attentats perpétrés vendredi soir à Paris, a indiqué à l'APS la cellule de crise installée au niveau de l'ambassade d'Algérie en France. Il s'agit d'un Algérien âgé de 29 ans résident à Paris et d'une binationale de 40 ans, a précisé la cellule de crise chargée de suivre les dévelop-

pements de ces événements tragiques en coordination avec les représentations consulaires algériennes en France et des autorités françaises.

Pour rappel, l'opération d'identification des victimes des attentats se poursuivait samedi. La police avait indiqué auparavant que la priorité est d'identifier les corps des victimes et ceux des ter-

roristes, qui ont été pour la plupart pulvérisés lorsqu'ils se sont fait sauter lors de ces attentats. La même source policière a expliqué que les enquêteurs devront visionner les images de vidéosurveillance pour «déterminer les circonstances» des attentats. «Une fois les terroristes identifiés, il s'agira de déterminer s'ils ont profité de complicités», a-t-elle précisé.

France, jours difficiles à venir pour les musulmans

Akram Belkaïd, Paris

Il ne faut pas se le cacher. Les attentats terroristes de Paris et leur terrible bilan provisoire (plus de 130 morts et 200 blessés) vont avoir d'immenses conséquences sur le plan intérieur et pas simplement en matière de sécurité. Si pour l'heure, l'appel à l'unité nationale du Président François Hollande semble, plus ou moins, entendu – Nicolas Sarkozy a tout de même exigé une «inflexion de la politique extérieure française» – rien ne dit que cette unanimité solidaire va perdurer, dans les prochaines semaines.

C'est d'autant plus vrai que d'autres attentats sont à craindre, à court et moyen termes. En effet, l'Organisation pour l'Etat islamique (EI) a fait de la France l'un de ses principaux objectifs et l'on se doute que la menace va perdurer tant que la situation ne sera pas réglée en Syrie (et elle n'est pas près de l'être).

On connaît, déjà, les conséquences de ces tueries immondes. La première est d'ordre politique. Il est évident que le grand «gagnant» de ce drame est le Front national. Ce dernier a déjà commencé à entonner son chant de dénonciation habituelle. La porosité des frontières, l'immigration, le phénomène des réfugiés en provenance du Proche-Orient et, enfin, l'existence de communautés musulmanes françaises proches, travaillées par l'islamisme vont être brandies comme autant de raisons ayant facilité le drame. Jouant sur l'émotion et la colère d'une population déjà traumatisée par les attentats de janvier dernier, le FN mais aussi une partie de la droite, voire même de la gauche, vont donc tenter de tirer tous les dividendes

électoraux, cela à quelques semaines des élections régionales.

La seconde conséquence est d'ordre social. Il ne fait nul doute que les jours qui viennent vont être difficiles pour les musulmans de France, qu'ils soient ou non pratiquants. D'ailleurs, on leur demande déjà de se désolidariser de ces actes de sauvagerie comme si cela ne tombait pas sous le sens. Comme si on pouvait être solidaire de ces psychopathes. Ce point est connu. En temps normal, il est demandé aux musulmans de ne pas verser dans le communautarisme et, quand survient, un attentat, ils sont sommés de se désolidariser d'une racaille avec laquelle ils n'ont ni affinité ni liens. Que répondre ainsi à l'acteur Mathieu Kassovitz, auteur du tweet suivant: «Mes amis musulmans. Descendez dans la rue et faites vous entendre. Si non vous méritez l'amalgame dont vous êtes victimes»? Quand la bêtise atteint un tel niveau, il n'y a plus grand-chose à dire...

D'autres messages sont encore plus directs et réclament qui, une expulsion des musulmans et arabes de France ou la lutte sans merci contre une supposée «cinquième colonne» qui activerait au profit de l'EI. Ces exigences et ces mises en cause font leur petit chemin, au sein de la société française. Il ne fait nul doute que cela va renforcer la défiance croissante à l'égard de l'Islam et, plus encore, des musulmans. Samedi matin, les mines de certains Français d'origine maghrébine en disaient long sur leurs craintes. Déjà éprouvés par les lendemains des attentats contre Charlie Hebdo et l'hypercashier de Vincennes, ils savent que les manifestations, plus ou moins brutales, d'islamophobie vont se multiplier. Sur-

tout, ils savent que cette islamophobie, cette peur, avouée ou non des musulmans, va continuer à faire son travail de sape et que ses effets insidieux provoqueront des dégâts, pendant longtemps.

Il est vraisemblable que, passé le silence actuel, des personnalités promptes à attaquer l'Islam et les musulmans vont vite donner de la voix. Déjà exécutable, le climat de l'Hexagone va être encore plus pourri et c'est la paix civile qui est, désormais, menacée. L'objectif de l'EI est connu. Outre les attentats et les victimes qu'ils ont faites, les terroristes souhaitent que s'enclenche le cycle infernal des représailles et des contre-représailles. Ce scénario n'est plus impossible. Il suffit que, demain, un acte violent vise délibérément la communauté musulmane – une mosquée ou un quartier populaire – pour que la France bascule dans le néant. En somme, il faut espérer que la raison primera.

Tout va, donc, dépendre du sens de la responsabilité des uns et du sang-froid des autres. Pour les premiers, c'est-à-dire les hommes politiques et les personnalités médiatiques, il est à espérer que c'est le discours de la raison qui va s'imposer ainsi qu'une introspection sérieuse sur les raisons de ces attaques. Des raisons tout autant liées à la politique de la France au Proche-Orient et à la marginalisation d'une partie de sa population. Celle qui vit dans «les quartiers», ces mêmes quartiers qui se sont embrasés, il y a dix ans, sans qu'une vraie politique de développement, de désenclavement et d'intégration. Pour les seconds, la retenue va devoir être de mise. Sur-réagir en raison d'inévitables provocations islamophobes et provocateur, ainsi, à aggraver les tensions.

Raïna Raïkoun
Moncef Wafi

J'écris cette lettre pour de mander audience auprès de Bouteflika. Je ne suis ni ex-ministre de la République ni historique de la Révolution ni notable. Je n'ai pas de parti politique comme adresse et je suis loin de me considérer comme un modèle de patriotisme. Je ne suis qu'un simple citoyen algérien qui veut rencontrer son président pour lui parler en live puisque, lui, il nous a jeûné depuis longtemps. Je ne veux rien lui demander ni exiger de lui, je ne porte aucune revendication socio-professionnelle et je parle en mon nom propre. Je n'ai aucune prétention politique ni ambition personnelle, je suis une simple carte d'identité, pas encore biométrique, et j'ai une fiche de paie toutes les fins de mois en attendant que le gouvernement arrête de nous payer, crise financière oblige. Je suis né après l'indépendance, survécu à la guerre de 1990, à cinq présidents, sans compter Kafi, à Octobre et aux émeutes de l'huile et du sucre. Je suis Algérien de père et de terre et je n'ai pas une autre nationalité en réserve. J'écris cette lettre pour rencontrer notre raïs, celui de tous les Algériens, pas seulement d'un clan ou d'une liste de personnalités. Je veux le voir pour avoir le cœur net car j'ai entendu tellement de choses sur lui. On m'a dit qu'il est mort, que les images de la télé sont des archives et qu'on donne des F3 sociaux aux invités étrangers pour qu'ils

Je veux voir Bouteflika

témoignent de son existence réelle. Puis, on m'a dit aussi qu'il n'a plus sa tête à lui à cause de la maladie et que c'est son frère qui pousse le fauteuil roulant et le pays, que c'est un sosie en cire qui gouverne à sa place. On m'a encore dit que c'est Saadani qui habite dans sa gorge, que Ouyahia tire les ficelles et que Haddad profite de son portefeuille. On a dit tout et le contraire sur lui parce que lui ne veut pas nous parler. Nous dire. Je veux rencontrer le Président pour lui dire si tout ça est vrai et si ce n'est pas lui qui est à la barre, alors qui est en train de nous guider vers les précipices? Je veux lui demander pourquoi les autres n'arrêtent pas de parler en son nom, des ventriloques bavards et inutiles qui polluent le pays. Je veux l'interroger sur cette vente sur plan d'un pays aux Français qui sont devenus plus puissants ces dernières années qu'en 130 ans de colonialisme. Je veux savoir si lui veut de nous ou qu'il a divorcé de nos ombres sans retour. Je veux le rencontrer pour lui dire que les autres ne l'aiment pas, qu'ils veulent le voir le plus longtemps possible assis en face de la caméra pour faire leurs emplettes et signer le plus de contrats possibles. Je n'ai ni confiance à lui faire ni de secrets à lui apprendre, je veux simplement le saluer, lui offrir un pot de départ s'il veut partir et lui souhaiter bon rétablissement!

Attentats de Paris Guerre contre le terrorisme et ambiguïtés

La France s'est déclarée depuis hier en état de guerre contre des terroristes auxquels le monde entier a accepté d'accorder le statut «d'Etat».



Par Ghania Oukazi

Fini et bien loin le temps où les Algériens se faisaient tuer par centaines pratiquement tous les jours, et la communauté internationale, pour toute compassion, les interrogeait sur «qui tue qui» en Algérie. Aujourd'hui, selon les politiques occidentales, il n'y a plus ce droit à l'erreur sur l'identité des terroristes. Le président français l'a démontré hier par la preuve tangible de l'accusation directe de Daech dans les 6 attentats qui ont frappé vendredi soir la capitale française. Cette nouvelle apparence des terroristes, avant d'inquiéter de par le crime qu'elle sème partout dans le monde, a fait réfléchir en particulier la France intellectuelle et politique sur son appellation. Les français ont alors refusé de l'appeler E.I. (Etat Islamique) comme elle se présentait mais ont accepté de retenir comme telle, Daech, sans se soucier de la traduction de cette dénomination qui signifie exactement la chose rejetée (Etat islamique). François Hollande a dévoilé l'identité des responsables des attentats de Paris avant même que Daech ne les revendique. L'Etat islamique a effectivement reconnu le crime qu'il a semé sur tout un parcours de la capitale française, du 10^{ème} au 11^{ème} arrondissement en faisant un détour par le Stade de France, faisant 128 morts en quelques heures. De fortes explosions ont fait vibrer le stade où se trouvait Hollande avec son staff officiel. L'Etat français a subi un véritable affront des groupes dont la force de frappe «militaire» ne fait plus aucun doute. Le président français a d'ailleurs qualifié les terroristes d'«armée de guerre.»

«C'EST UN ACTE DE GUERRE»

Dans son intervention hier, Hollande a déclaré que la France se devait de prendre des décisions fermes pour y faire face. «C'est un acte de guerre et face à la guerre, le pays doit prendre des décisions appropriées». C'est la première fois dans l'histoire de la V^{ème} République que les dirigeants français décident de fermer les frontières de leur pays après des attaques meurtrières, au risque de remettre en cause une configuration - l'espace Schengen- européenne qui a eu de la peine à se mettre en place. L'on se rappelle qu'après l'attentat contre Charlie Hebdo, l'une des actions que les Français ont qualifiée de spectaculaire pour faire face au terrorisme et en dénoncer les tueries, la marche des dirigeants du monde dans Paris avec en première ligne le

président palestinien Mahmoud Abbas et l'Israélien Benjamin Netanyahu. C'est comme pour montrer que la question palestinienne ne devait plus se poser dans ce nouveau monde en guerre contre le terrorisme. D'ailleurs, le conflit israélo-palestinien a été mis entre parenthèses devant le nombre de guerres déclarées notamment dans la région. C'est à peine si l'Occident se rappelle qu'il y a quelque part un génocide qui est commis par Israël contre un peuple sans aucun moyen de défense.

Entre toute autre solution, l'Union européenne a daigné tant bien que mal accepter que les produits des colons soient étiquetés pour des raisons de boycott...

LA GUERRE N'EST PAS NOUVELLE

Exceptés les dirigeants voyous qui érigent le terrorisme en doctrine d'Etat, les terroristes de Daech, et avant eux d'Al-Qaïda, ne marchent pas. Ils attaquent et signent leurs fautes. Il n'y a aucun changement de stratégie entre les attentats contre Charlie Hebdo, ceux qui ont suivis le même jour à l'exemple de l'attaque d'une synagogue, et ceux perpétrés vendredi soir au Stade de France ou au Bataclan. Ou alors même ceux qui ont endeuillé l'Algérie pendant de longues années. Les terroristes veulent frapper les esprits par la férocité de leurs méthodes et le nombre de morts qu'elles engendrent. La France a donc déjà vécu l'expérience des crimes terroristes en série en un temps record. Ses services de renseignement ont dû d'ailleurs se «familiariser» avec la présence de terroristes sur le sol français depuis que la France savait qu'elle en abritait les bases arrière qui commandaient les attentats contre l'Algérie. La guerre n'est ainsi pas nouvelle. Cependant, aujourd'hui plus que jamais, la France se doit d'être sur le pied de guerre. Elle se devait de l'être particulièrement depuis qu'elle est entrée en guerre un peu partout dans le monde. Elle a été à l'origine de la résolution qui a poussé les forces atlantiques à intervenir en Libye ; elle a une présence militaire dans toute la région de l'Afrique francophone au nom de la France-Afrique, et autres au Moyen-Orient comme en Syrie. Des ministres du gouvernement de Manuels Valls ont même signé il y a quelques mois une lettre dans laquelle ils affirmaient que des militaires français étaient présents en Algérie avant de se rétracter et retirer l'Algérie de la liste.

LES RAISONS DE LA VIOLENCE ET LES POLITIQUES ÉTRANGÈRES

C'est ce genre «d'erreur» ou de vraies fausses confidences que Paris aime à faire pour mettre les pays visés en difficulté ou devant le fait accompli. Le ministre français de la Défense l'avait bien démontré il y a quelques années, en annonçant unilatéralement qu'Alger avait accepté de laisser traverser son espace aérien par les avions de l'armée française pour aller «combattre Daech» au Mali. La politique extérieure de la France ne semble avoir aucun tabou. La première question qui vient à l'esprit est que si la France officielle sait combien de Français sont partis pour rejoindre les rangs de Daech en Irak et en Syrie, comment ne sait-elle pas qui fait quoi chez elle surtout quand ses officiels font état de complicités internes dans les attentats de Paris. Paradoxes des temps modernes, les pays occidentaux, en premier la France, savent qui achètent le pétrole vendu par Daech, les groupes industriels qui l'alimentent en équipements sophistiqués de transports et de transmissions, ceux qui lui vendent des armes en grande quantité. Le groupe des 20 se réunit aujourd'hui en Turquie mais n'aura certainement pas le courage de dévoiler les identités des Etats occidentaux acheteurs. Les enjeux géostratégiques sont trop importants. La déflagration préméditée et commandée des pays du Moyen-Orient, des pays arabes et musulmans, a servi à précipiter le monde dans toutes sortes de guerres, du terrorisme transnational, à la cybercriminalité, aux complots, à la vente de drogues et d'armes, tous les apports ont été garantis pour créer les conditions d'une troisième guerre mondiale. L'entrée en lice de l'armée russe en Syrie a en toute évidence provoqué un basculement des forces existantes en faction dans ce pays. Alors que depuis qu'ils ont décidé d'aller en guerre contre le terrorisme en Syrie, les pays de la coalition n'ont toujours pas tranché la question de qui doivent-ils combattre en premier, les terroristes de Daech ou le président syrien Bachar al-Assad. Dans ce semblant d'hésitation qui prouve que les intérêts géostratégiques, au risque de s'entrechoquer terriblement, passent avant le droit des peuples à être souverains pour décider de leur avenir et du choix de leurs dirigeants, la Communauté internationale se permet de souffler le chaud et le froid et d'entretenir des ambiguïtés dont les effets se tournent parfois contre sa propre société.

La France décrète l'état d'urgence : que dit la loi ?

Fayçal Megherbi*

Les multiples attentats de la nuit du 13 au 14 novembre 2015 perpétrés à Paris et à Saint-Denis ont conduit le président de la République française, François Hollande, à déclarer par le décret n° 2015-1475 l'état d'urgence à compter du 14 novembre 2015, à zéro heure, sur le territoire métropolitain et en Corse. Inédit dans l'histoire politique française, en raison de l'urgence et après avoir entendu le Conseil des ministres, le président de la République déclare que la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence soit applicable durant douze jours. Ce texte indique que la prorogation de l'état d'urgence au-delà de douze jours ne peut être autorisée que par la loi. La loi autorisant la prorogation au-delà de douze jours de l'état d'urgence doit fixer sa durée définitive.

L'état d'urgence peut être, en effet, déclaré sur tout ou partie du territoire métropolitain, des départements d'outre-mer, des collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie, soit en cas de péril imminent résultant d'atteintes graves à l'ordre public, soit en cas d'événements présentant, par leur nature et leur gravité, le caractère de calamité publique.

La déclaration de l'état d'urgence donne pouvoir au préfet :

1° d'interdire la circulation des personnes ou des véhicules dans les lieux et aux heures fixés par arrêté ;

2° d'instituer, par arrêté, des zones de protection ou de sécurité où le séjour des personnes est réglementé ;

3° d'interdire le séjour dans tout ou partie du département à toute personne cherchant à entraver, de quelque manière que ce soit, l'action des pouvoirs publics.

Le ministre de l'Intérieur, dans tous les cas, peut prononcer l'as-

signation à résidence dans une circonscription territoriale ou une localité déterminée de toute personne dont l'activité s'avère dangereuse pour la sécurité et l'ordre publics. Cette décision peut être contestée et retirée devant une commission consultative comprenant des délégués du conseil départemental. Les mêmes personnes peuvent formuler un recours pour excès de pouvoir contre la décision visée devant le tribunal administratif compétent. Celui-ci devra statuer dans le mois du recours. En cas d'appel, la décision du Conseil d'Etat devra intervenir dans les trois mois de l'appel. Faute par les juridictions ci-dessus d'avoir statué dans les délais fixés, les mesures prises cesseront de recevoir exécution.

Le ministre de l'Intérieur, pour l'ensemble du territoire où est institué l'état d'urgence, et le préfet, dans le département, peuvent ordonner la fermeture provisoire des salles de spectacles, débits de boissons et lieux de réunion de toute nature. Peuvent être également interdites, à titre général ou particulier, les réunions de nature à provoquer ou à entretenir le désordre. Les autorités peuvent ordonner la remise des armes de première, quatrième et cinquième catégories.

Le décret déclarant ou la loi prorogeant l'état d'urgence peuvent, par une disposition expresse :

1° conférer aux autorités administratives le pouvoir d'ordonner des perquisitions à domicile de jour et de nuit ;

2° habiliter les mêmes autorités à prendre toutes mesures pour assurer le contrôle de la presse et des publications de toute nature ainsi que celui des émissions radiophoniques, des projections cinématographiques et des représentations théâtrales.

*Avocat au barreau de Paris



Une cellule de crise au MAE, une autre à l'ambassade d'Algérie à Paris

Deux cellules de crise, une au ministère des Affaires étrangères et une autre à l'ambassade d'Algérie à Paris, ont été mises en place suite aux attentats commis à Paris, a indiqué hier samedi le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué.

Ces deux cellules «suivent les développements de ces événements tragiques en coordination

avec les représentants consulaires algériennes en France et des autorités où réside une forte communauté algérienne», souligne la même source. La cellule de crise du MAE est joignable sur le numéro de téléphone suivant 021 50 45 00 (fax : 021 50 43 57). Celle de l'ambassade d'Algérie à Paris est joignable sur le numéro : 00331 53 93 20 20.

Bouteflika Un «crime contre l'humanité»



Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a exprimé, hier samedi, sa «profonde indignation suite aux attentats qui ont visé, la veille, la capitale française, les qualifiant de «véritable crime contre l'humanité», dans un message adressé à son homo-

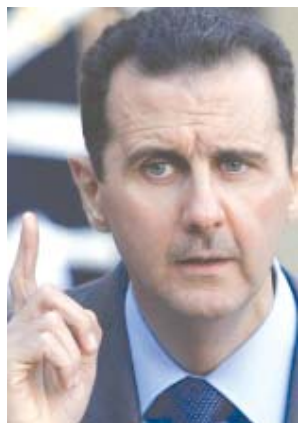
logue français, François Hollande. «C'est avec stupeur et profonde indignation que j'ai appris les lâches attentats qui viennent d'être perpétrés à Paris et qui ont causé un lourd bilan en vies humaines.

Cette horreur planifiée constitue un véritable crime contre l'humanité», a écrit le président Bouteflika dans son message. «L'Algérie condamne énergiquement ces crimes terroristes qui attestent encore une fois, malheureusement, que le terrorisme est un fléau transfrontalier», a ajouté le président de la République.

Dans le même contexte, le chef de l'Etat a affirmé que «ce fléau appelle une réaction solidaire de toute la communauté internationale, sous l'égide des Nations Unies, une réaction qui se doit également d'être lucide pour éviter une fracture civilisationnelle à travers le monde et à l'intérieur des pays, ce qui est l'un des buts recherchés par les commanditaires du terrorisme.»

Assad La politique française a contribué à «l'expansion du terrorisme»

La politique française au Moyen-Orient a contribué à «l'expansion du terrorisme», a affirmé, samedi, le président syrien Bachar al-Assad, en réaction aux attentats revendiqués par Daech. «Les politiques erronées adoptées par les pays occidentaux, notamment la France, dans la région, ont contribué à l'expansion du terrorisme», a dit M. Assad cité par l'agence officielle syrienne Sana. Selon l'agence, le président Assad a fait cette déclaration en recevant une délégation française dirigée par le député Thierry Mariani (Les Républicains, opposition). «Les attaques terroristes qui ont visé la



capitale française ne peuvent pas être dissociées de ce qui s'est produit dernièrement à Beyrouth ni de ce qui se passe

depuis cinq ans en Syrie», a dit M. Assad en référence à l'attentat de l'EI commis jeudi dans un fief du Hezbollah dans la capitale libanaise et qui a fait 44 morts. «La France a connu hier ce que nous vivons en Syrie depuis 5 ans», a-t-il répété. «On avait averti sur ce qui allait se passer en Europe il y a 3 ans, on avait dit : ne prenez pas ce qui se passe en Syrie à la légère. Malheureusement, les responsables européens n'ont pas écouté», a-t-il dit par ailleurs sur Europe 1. «Faire seulement des déclarations contre le terrorisme ne sert à rien, il faut le combattre», a-t-il ajouté.

Le président tunisien rend visite à Hollande

Le président tunisien Béji Caïd Essebsi a condamné samedi les attentats «barbares» perpétrés à Paris, à l'issue d'un bref entretien avec son homologue français François Hollande à l'Elysée, au lendemain des attentats dans la capitale. «La Tunisie condamne énergiquement ces agissements barbares et elle appelle tous les peuples épris de liberté à coordonner leurs efforts contre ce mal», a déclaré M. Essebsi. Dans Paris «la ville des Lumières», c'est «l'obscurantisme contre la lumière», a-t-il estimé. Il a souli-

gné que la Tunisie, frappée elle aussi par des attentats meurtriers au musée du Bardo en mars, puis dans un hôtel d'une station balnéaire en juin, avait été confrontée à «la même situation». «La Tunisie appelle tous les peuples épris de liberté à coordonner leurs efforts contre ce mal.

Chaque pays doit se sentir concerné, il n'y a pas un seul pays qui soit à l'abri d'une action pareille et la réponse doit être une réponse collective, une réponse solidaire», a aussi déclaré le président tunisien.



Le président iranien condamne et reporte son voyage en Europe



Le président iranien Hassan Rohani a condamné les attentats en France en les qualifiant de «crimes contre l'humanité» et a reporté sa tournée en Italie et en France qu'il devait entamer ce samedi. «Au nom du peuple iranien, qui a été lui-même victime du terrorisme, je condamne avec vigueur ces crimes contre l'humanité et présente mes condoléances au peuple français endeuillé et au gouvernement», a écrit le président Rohani dans un message adressé au président français. Un peu plus tard, le ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, a annoncé à la télévision d'Etat que M. Rohani avait reporté sa tournée en Italie, au Vatican et en France qu'il de-

vait entamer ce samedi. M. Zarif a précisé qu'il a décidé de se rendre ce samedi à Vienne pour «participer à la réunion sur la Syrie pour parler de la lutte contre Daech et l'extrémisme» et qu'il faut «utiliser l'occasion créée par ces crimes pour une coordination internationale» contre le terrorisme et notamment l'EI. Initialement, M. Zarif ne devait pas se rendre à Vienne. «Les événements de Paris montrent une nouvelle fois que le terrorisme et l'extrémisme sont une menace internationale et une coopération internationale est nécessaire pour lutter contre ce phénomène. La République islamique d'Iran participera activement à cette lutte», a ajouté M. Zarif.

Poutine appelle à «unir les efforts» contre le terrorisme



La Russie a appelé samedi la communauté internationale à «unir les efforts» contre le terrorisme après les attentats meurtriers perpétrés à Paris, assurant la France de sa coopération dans l'enquête.

«Cette tragédie est un nouveau témoignage de la nature barbare du terrorisme, qui pose un défi à la civilisation humaine.

Il est clair qu'une lutte efficace contre ce fléau demande une union réelle des efforts de toute la communauté internationale», a déclaré le président russe Vladimir Poutine dans un té-

légramme envoyé à son homologue français François Hollande et publié sur le site du Kremlin. «Je tiens à réaffirmer que la Russie est prête à la coopération la plus étroite avec la France dans l'enquête sur les crimes commis à Paris. Je compte sur le fait que les organisateurs et les exécutants recevront un châtiment mérité». Le Premier ministre russe, Dmitri Medvedev, avait auparavant appelé tous les pays à «s'unir dans la lutte contre l'extrémisme» et à «apporter une réponse forte aux actions des terroristes».

Obama assure Paris de son soutien total

Les Etats-Unis et leur président Barack Obama ont affirmé, vendredi, leur pleine solidarité avec Paris, cible d'une vague d'attentats, Washington offrant d'aider la France à «traduire les terroristes en justice». M. Obama a cité, en français, la devise républicaine «Liberté, Egalité, Fraternité», en affirmant que ces valeurs étaient partagées par le peuple américain. Les attentats dans la capitale française «ne sont pas seulement une attaque contre Paris» mais

«une attaque contre toute l'humanité et nos valeurs universelles», a-t-il déclaré lors d'une brève allocution solennelle à la Maison Blanche. Tenu au courant sur les événements en cours à Paris, le président américain a ajouté que les Etats-Unis allaient aider la France à «traduire les terroristes en justice», tout en notant qu'il était encore trop tôt pour savoir qui avait fomenté ces attaques, destinées à «terroriser des civils innocents».



Des monarchies du Golfe condamnent

Des monarchies arabes du Golfe, Arabie saoudite et Emirats arabes unis en tête, ont vivement dénoncé, samedi, les attentats «terroristes» en France.

Riyad et Abou Dhabi prônant une coopération internationale pour éradiquer «ce fléau dangereux et destructeur» qui menace tous les pays. «Le royaume saoudien exprime sa vive condamnation des actions et explosions terroristes» qui ont fait vendredi soir à Paris au moins

120 morts», a déclaré un porte-parole du ministère saoudien des Affaires étrangères. L'Arabie saoudite rappelle «la nécessité pour la communauté internationale de conjurer les efforts afin d'éradiquer ce fléau dangereux et destructeur qui vise à déstabiliser toutes les régions du monde», a ajouté le porte-parole. Ces attentats ont été qualifiés de «terroristes et criminels» par le président des Emirats arabes unis, cheikh Khalifa Ben Zayed Al-

Nahyane. Pour sa part, le Koweït «apporte son soutien à tous les efforts qu'entreprendra la France pour assurer sa sécurité et sa stabilité», a déclaré un porte-parole de son ministère des Affaires étrangères. Le Qatar a de son côté condamné «les attaques armées et les explosions» à Paris qui «sont contraires à tous les principes et valeurs morales et humanitaires». Bahreïn s'est dit «solidaire de la France amie».

La Belgique demande à ses ressortissants d'éviter de se rendre à Paris

Le Premier ministre belge, Charles Michel, a demandé samedi à ses concitoyens d'éviter de se rendre à Paris au lendemain de la vague d'attaques dans la capitale française.

Dans une déclaration à la télévision RTBF, M. Michel a demandé aux Belges d'«éviter de se rendre à Paris si ce n'est pas strictement nécessaire». Cette mesure est effective pour au moins la durée de ce week-end, a précisé un porte-parole du Premier ministre à l'AFP.

M. Michel a souligné que les autorités belges étaient en «consultations étroites et permanentes» avec leurs



homologues françaises. Il a également annoncé que «des initiatives pour la protection des intérêts français en Belgique» avaient été prises. Concernant les attentats à Paris, M. Michel a fait état de «quelques inquiétudes» concernant le sort de ressortissants belges.

Le Premier ministre belge a exhorté ses compatriotes à «ne pas tomber dans le piège tendu pas les terroristes, celui de l'angoisse, de la panique, de la terreur, de la peur de l'autre». «Nous sommes en situation d'alerte et mobilisés au plus près avec les services de sécurité», a-t-il assuré.

Le président palestinien appelle à l'union face aux attaques «terroristes»



Le président palestinien Mahmoud Abbas a condamné, samedi, les attaques «terroristes» qui ont eu lieu vendredi soir en France. «Le président Mahmoud Abbas condamne fermement les attaques terroristes qui ont eu lieu à Paris et exprime sa solidarité et sa compassion avec le gouver-

nement et le peuple français face au terrorisme», a indiqué la présidence palestinienne dans un communiqué. Le président Abbas a insisté sur «la nécessité pour la communauté internationale de s'unir pour faire face à ces attaques terroristes graves qui participent à la montée des tensions partout».

Constantine

Sit-in de proches des trois Algériens détenus en Libye

A. Mallem

L'affaire des 3 ressortissants algériens mêlés, semble-t-il, à « une affaire de droit commun » et qui se trouvent confrontés à des difficultés avec la justice libyenne, a provoqué, hier, la réaction de leur famille à Constantine. En effet, dès le matin, une trentaine de membres de la famille « Khatla » qui réside au quartier du 4ème kilomètre, à la sortie sud de Constantine sur la route d'El-Khroub, ont organisé un sit-in de protestation pour interpeller les autorités locales et les autorités consulaires algériennes sur le sort des leurs qui, selon eux, ont été « enlevés » dès leur arrivée en Libye il y a une quinzaine de jours environ. Interrogé sur le lieu où s'est tenu le sit-in, Yacine Khatla a expliqué que trois membres de sa famille, sa mère âgée de 63 ans, sa sœur de 33 ans mariée à un Palestinien qui réside dans ce pays et son jeune frère âgé de 23 ans, sont « portés disparus » en Libye depuis une quinzaine de jours. « Nous n'avons aucune nouvelle d'eux », nous a-t-il déclaré. C'est un autre membre de la famille qui réside en Libye qui nous a alertés sur leur disparition, disant qu'ils ont été pris dans leur domicile par des inconnus, et ce dès le lendemain de leur retour d'Algérie. Et ils ne sont plus réapparus ». Il expliquera encore que sa sœur qui est mariée avec le Palestinien résidant dans ce

pays, était venue rendre visite à sa mère malade. Au retour, elle a pris avec elle sa mère et son jeune frère, les invitant à passer quelques jours chez elle. « Lorsque nous avons contacté le ministère des Affaires étrangères à Alger, poursuit Yacine, on nous répondit que les seules informations en leur possession disent que ces citoyens algériens sont entre les mains de la justice Libyenne. Mais rien de tel ne nous a été confirmé par notre famille là-bas et nous ne croyons pas que les membres de notre famille soient mêlés à une affaire de droit commun, comme cela a été rapporté ». « Aussi, nous nous inquiétons de plus en plus sur leur sort et nous voulons savoir s'ils sont vivants ou morts », a indiqué notre interlocuteur. Ils se défendent d'avoir coupé la route au 4ème km, comme cela avait été diffusé par des informations venant des citoyens de ce quartier, et ils nous ont affirmé qu'ils continueront à tenir leur « sit-in de manière pacifique », sans gêner personne. Selon les dernières informations qui nous ont été communiquées vers 14h30mn par des membres de la famille Khatla de Constantine, le sit-in serait sur le point d'être levé parce que les membres de la famille en Libye les auraient appelés pour leur demander de cesser toute manifestation publique tendant à médiatiser davantage cette affaire du moment qu'ils ne savent pas encore où se trouvent réellement leurs parents disparus.

Education

La charte de l'éthique signée la dernière semaine de novembre

La charte de l'éthique de l'Education nationale, visant à garantir la stabilité du secteur, sera signée durant la dernière semaine de ce mois de novembre, a annoncé samedi à Alger la ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrit. Lors d'une conférence de presse animée à l'issue d'une journée d'étude consacrée à la violence en milieu scolaire et les cours particuliers, Mme Benghebrit a indiqué que « la signature de la charte de l'éthique du secteur se fera la dernière semaine du mois courant », rappelant que son département avait déjà annoncé que cette signature interviendrait « à partir de la mi-novembre ».

Elle a expliqué que le ministère de l'Education avait « accordé le temps » aux partenaires sociaux pour apporter leur contribution au document. En réponse à une question relative à la position du Cnapeste, qui a exprimé son refus de signer la charte, Mme Benghebrit a noté que « ce syndicat est libre de se démarquer ». « Mais nous sommes un peu atterrés que des syndicats puissent remettre en cause une disposition fondamentale qui est la mise en place d'un consensus entre nous », a-t-elle

commenté, ajoutant que cette « charte est le consensus sur la base duquel doit travailler la communauté du secteur de l'Education ».

Tout en affirmant que deux syndicats ont déjà enrichi le texte, la ministre s'est dite « confiante » quant à la bonne foi de ceux qui veulent signer, ce qui signifie, selon elle, que « nous sommes d'accord pour aller vers une école de la qualité ».

« Cela nécessite certainement des conditions, et l'une des conditions est la stabilité », a-t-elle soutenu. La charte vise à réunir les conditions de l'instauration d'un climat de confiance entre les différentes composantes et acteurs de la communauté éducative et de ses partenaires. Cette confiance doit résulter du respect par tous des rôles dévolus à chacun.

Elle pourra conduire à l'instauration, dans tout le système éducatif, d'un climat de sérénité et de stabilité indispensable à la mise en œuvre de nombreuses actions qui doivent être accomplies pour élever le niveau des performances pédagogiques, de la qualité de la gouvernance et du respect de l'éthique et de l'équité.

Benflis

«Une véritable alternative politique, économique et sociale»

R. N.

Pour Ali Benflis, son parti, Talaie El Hourriyet « se porte bien ». Chiffres à l'appui, l'ancien chef de gouvernement affirme que le parti compte « plus de 30.000 militants » avec comme objectif de « doubler le nombre... d'ici la fin de l'année ». Autres chiffres, avancé par Benflis, Talaie El Hourriyet est présent, aussi, sur « les réseaux sociaux », où « la page du parti est suivie par 640.000 personnes » et sa « page personnelle » par « plus de 800.000 personnes ».

Pour Benflis, « cela prouve que notre parti a réussi à susciter l'intérêt et la confiance et a gagné en crédibilité » et que sur les « grands réseaux de la communication moderne, le message de Talaie El Hourriyet capte un intérêt grandissant et parvient à des destinataires toujours plus nombreux ».

« Ce que nous avons accompli, en moins d'une année, ne relève ni du miracle ni du simple coup de chance. Si Talaie El Hourriyet sont déjà représentées à travers les 47 wilayas du pays et les 13 circonscriptions de la wilaya d'Alger, cela prouve, indubitablement, la portée nationale du mouvement populaire qu'elles ont créé et du projet politique qu'elles offrent au pays ».

Si Talaie El Hourriyet sont représentées actuellement, dans 1.250 communes et qu'elles ambi-



tionnent d'être représentées, dans toutes les 1.541 communes du pays, d'ici la fin de l'année », a déclaré Ali Benflis, devant les militants de Naâma.

De ces chiffres, Ali Benflis tire « trois conclusions ». « La première est que notre parti est un grand parti d'avenir » créé « par des citoyens pour des citoyens » et « rassemble des militants et des militants déterminés à agir pour aider le pays à sortir de l'impasse globale dans laquelle il se trouve ». « La deuxième conclusion est que Talaie

El Hourriyet sont le parti de l'espoir ». Et c'est « le plus important des messages que Talaie El Hourriyet entendent porter : celui de dire à nos concitoyennes et à nos concitoyens que rien n'est perdu et rien ne sera irréremédiablement, perdu dans notre pays dès lors que nous saurons, tous ensemble, tirer les leçons de nos échecs pour en faire le point de départ vers des succès futurs ». La troisième conclusion qu'en tire Benflis, c'est que son parti « offre au pays une véritable alternative politique, économique et sociale ».

Faculté de médecine d'Oran

Le concours de résidanat sera réorganisé les 5 et 6 décembre



Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tahar Hadjar, a annoncé samedi à Alger que le concours de résidanat sera réorganisé les 5 et 6 décembre prochain à la faculté de médecine d'Oran après confirmation de cas de triche lors des concours organisés en octobre dernier. Après avoir informé la Faculté de médecine d'Oran de la décision d'annulation du

concours de résidanat organisé les 17 et 18 octobre dernier à la suite de confirmation de « cas de triche », la date de réorganisation des épreuves a été fixée pour les 5 et 6 décembre prochain, a déclaré M. Hadjar à la presse en marge de l'installation du noyau fondateur de l'Académie algérienne des sciences et technologies.

La décision de réorganisation du

concours vise à « préserver la crédibilité de l'examen », a fait savoir le ministre. Par ailleurs, le premier responsable du secteur a annoncé la tenue prochaine d'une conférence nationale sur les œuvres universitaires au cours de laquelle certaines mesures seront prises pour améliorer les œuvres universitaires en matière d'hébergement, de restauration et de transport.

44 contrebandiers interceptés

Quarante-quatre (44) contrebandiers de différentes nationalités ont été interceptés, vendredi, dans le sud du pays, par des détachements relevant des secteurs opérationnels de Tamanrasset, de Bordj Badji Mokhtar et d'In Guezam (6° région militaire) ont intercepté le 13 novembre 2015, quarante-quatre (44) contrebandiers de différentes nationalités et ont saisi deux (2) camions, cinq (5) véhicules tout-terrain, quarante (40) tonnes de denrées alimentaires, 2.800 litres de carburant, quatre (4) détecteurs de métaux, des téléphones portables et

« Dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la criminalité organisée, des deta-

chements relevant des secteurs opérationnels de Tamanrasset, de Bordj Badji Mokhtar et d'In Guezam (6° région militaire) ont intercepté le 13 novembre 2015, quarante-quatre (44) contrebandiers de différentes nationalités et ont saisi deux (2) camions, cinq (5) véhicules tout-terrain, quarante (40) tonnes de denrées alimentaires, 2.800 litres de carburant, quatre (4) détecteurs de métaux, des téléphones portables et

d'autres objets », précise le communiqué. De même et au niveau de la 3° région militaire, un détachement relevant du secteur opérationnel de Tindouf « a saisi 100 kilogrammes de kif traité, près de la localité de Merkala », ajoute-t-on.

« D'autre part et au niveau de la 5° région militaire, les éléments de la Gendarmerie nationale de Tébessa ont déjoué une tentative de contrebande d'une quantité de carburant estimée à 3.200 litres.

BISKRA

Une fête pour le mouton de «Ouled Djellal»

Le mouton de la race «Ouled Djellal», auquel Biskra va consacrer une fête nationale, pourrait avoir son propre label lorsque l'accompagnement scientifique et technique des éleveurs aura été consolidé, les parcours développés et les mesures incitatives renforcées, ont estimé des éleveurs contactés par l'APS.

Il reste que depuis le 2 janvier 2008, l'accompagnement scientifique évoqué par les éleveurs n'est plus un vœu pieux, puisqu'à cette date, un centre régional d'insémination artificielle et d'amélioration génétique a été ouvert à Ouled Djellal (98 km à l'ouest de Biskra). Ce centre œuvre à préserver et développer cette race ovine ainsi qu'à fournir des semences satisfaisant aux critères génétiques adéquats, a affirmé le directeur de wilaya des services agricoles, Aïssa Derbali. Occupant un terrain de 4 hectares, le centre est encadré par des experts et dispose de plusieurs troupeaux «de race» pour des expérimentations, d'une salle de collecte et de stockage des semences, de deux laboratoires pour l'amélioration génétique, d'une unité de conditionnement des semences et d'un espace pour des formations des agents chargés de l'insémination.

L'inspection vétérinaire de wilaya veille, quant à elle, à assurer la couverture sanitaire du cheptel y compris des béliers de la race Ouled Djellal, par la programmation régulière de campagnes de vaccination préventive ainsi que d'autres actions

ponctuelles en cas de besoin, a affirmé son responsable, Samir Hamza. S'agissant des parcours, même si des insuffisances existent, la direction des services agricoles, en coordination avec la conservation des forêts et les Assemblées populaires communales, a réservé, dans les Ziban occidentaux, plusieurs espaces pour servir de parcours aux propriétaires de troupeaux.

La filière bénéficie, en outre, d'un soutien public qui permet, notamment, l'accès à prix soutenu aux fourrages, à raison de 300 grammes/jour d'orge pour chaque bête, a indiqué le président de l'association des éleveurs de la wilaya, Mohamed Mitah, qui a estimé que l'institution d'un "label mouton d'Ouled Djellal" garantira la protection de ce patrimoine national. Pour rappel, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Sid-Ahmed Ferroukhi, avait annoncé, début novembre, le lancement, dans le cadre de la protection de la production nationale, d'une opération de labellisation, entre autres, de la race ovine Ouled Djellal, de Deglet Nour, des figues sèches de Béni Maouche (Béjaïa) et des olives de Sig. Le mouton d'Ouled

Djellal a une toison blanche recouvrant tout le corps hormis le ventre et la partie inférieure du collier. Sa taille est haute, ses pattes longues et puissantes et ses oreilles tombantes et moyennes avec un poids allant de 49 à 81 kg, a noté Mohamed-Amine Nedjai, chercheur spécialisé dans cette race, actuellement à la retraite. Véritable mouton de steppe, cet animal est très adapté à la nature des régions arides et est particulièrement résistant à la marche sur des distances pouvant atteindre jusqu'à 25 km. Cette race, la plus importante des races ovines locales, peuple de vastes espaces des Hauts-Plateaux et des steppes dans la majeure partie nord du pays. Plus d'un million d'ovins, appartenant essentiellement à cette race, composent le cheptel de la wilaya de Biskra. La région éponyme de cette race ovine est connue pour ses traditions d'élevage qui constituent l'occupation première de ses 60.000 habitants, a indiqué Tarek Bensalah, chef de service des statistiques à la direction des services agricoles. La fête nationale du mouton est prévue dans la circonscription administrative d'Ouled Dejellal, ce dimanche.

ALGER

Le théâtre du Sud à l'affiche

Les 7èmes Journées du théâtre du Sud ont été ouvertes vendredi à Alger avec la volonté affichée des troupes participantes de pérenniser cet événement très attendu qui permet de rendre plus visibles les créations de la jeunesse du Sud algérien. S'étalant du 13 au 20 novembre au Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi (TNA), ces journées, absentes du canevas de l'année 2014, représentent une opportunité pour les jeunes du Sud d'exercer leur passion dans les normes requises par le 4^e art. Les spectateurs, peu nombreux, ont pu assister au spectacle «Promenade en enfer», produit par l'association culturelle «Cri des planches» de Tamanrasset, sur un texte du dramaturge irakien, Mahmoud Abou El Abbès, et une mise en scène du jeune Abdelkader Azouz. Puisant dans le registre du théâtre symbolique et celui de la réflexion, le spectacle met en valeur l'importance du débat dans la société, à travers l'histoire d'un «sèmeur d'idées» qui voit se retourner contre lui sa propre vision des choses, faute de dialogue, phase intermédiaire nécessaire pour être compris par ses interlocuteurs. Menés par Najmi Abdbadie, Khaylouli Tanou, Benbarka Asmae, Lensari Djamel et Azouz Noureddine, les différents personnages (anonymes) ont eu du mal à servir les antagonismes existants, malgré les potentialités des comédiens qui se sont investis dans un jeu intense aux échanges parfois violents.

«Promenade en enfer», sujet, d'ordre philosophique aux conflits contenus dans la réflexion,

exige «une conception plus accessible», de l'avis d'un intervenant dans le débat, de manière à doter le spectateur de «plus de clés» afin de lui permettre une «meilleure lecture du message». Les ambiances musicales dont une partie a été rendue en temps réel avec «Essousssem» (espèce de gombri à trois cordes avec une petite caisse de résonance) ont rappelé le patrimoine culturel algérien dans le Sud, marqué par les écritures dans des gammes pentatoniques. Dans une scénographie minimaliste, l'éclairage a été, près d'une heure durant, concluant avec la création de belles atmosphères adéquates aux différents tableaux et remplissant bien les espaces de jeu. A l'exception du directeur général du TNA, M. Mohamed Yahiaoui, présent notamment lors du débat qui a suivi la première représentation, les participants à ces journées auront remarqué l'absence des officiels à la cérémonie d'ouverture. Deux heures auparavant, l'inauguration de l'événement a débuté sur la place publique Mohamed Touri, attenante au TNA, avec deux spectacles de rue, animés par les troupes de danse populaire : «Takouba Aghar» de Tamanrasset et «El Khiyame Li-El-Founoune Ech'Chaâbia Wa El-Baroud» de Oued Souf. Les participants préférant parler du «théâtre + dans + le Sud», les 7èmes Journées du théâtre du Sud se sont poursuivies avec au programme de la journée de samedi «Ardjoun Fouk El Maït» de l'association «Wafa pour l'Art et la Culture» de Ghardaïa.

TIZI OUZOU

Hommage au compositeur Mohamed Iguerbouchene

L'«hybridation féconde» dans l'œuvre du grand compositeur algérien, Mohamed Iguerbouchene (1907/1966), a été au cœur d'une conférence animée, vendredi à Tizi Ouzou, par le musicien et neurologue Mouloud Ounnoughene. Intervenant à l'occasion de la troisième édition du concours de musique instrumentale classique organisé par l'association Mohamed Iguerbouchene en collaboration avec la direction de la culture, M. Ounnoughene a mis en exergue le métissage entre les différents styles musicaux dans l'œuvre d'Iguerbouchene. «Mohamed Iguerbouchene avait une exceptionnelle maîtrise de l'art de la fusion et de la confrontation des différents styles musicaux dans ses compositions», a-t-il relevé. A ce titre, son catalogue musical, a-t-il ajouté, constitue une œuvre «incommensurable» et «éclectique» qui mérite une attention toute particulière.

Le conférencier fera remarquer que non seulement ce compositeur originaire de la localité d'Aghribs (Tizi Ouzou), a composé dans toutes les formes musicales allant de la mélodie à la rapsodie et des poèmes symphoniques au concerto, mais il a aussi puisé dans les autres cultures en utilisant notamment des rythmes latino-américains et afro-cubains, ce qui a fait toute la richesse de son œuvre. Ce syncrétisme entre les différentes traditions musicales européennes, africaines et américaines se retrouve notamment dans sa musique «Blue dream», composée en 1937, qui exprime bien ce métissage étant constituée d'une «fusion à plusieurs étages dont le rythme est inspiré du folks trotte (mouvement jazz) avec introduction d'une partition de batterie, ce qui était nouveau à cette époque et une démarche avant-gardiste de la part d'Iguerbouchene», a relevé le conférencier. Attaché à son Algérie et à sa région, la Kabylie, il a également introduit des rythmes de son pays dans ses musiques tel que «Danse berbère», «Sérénité montagnarde», «Cimes» et «Danse mauresque N 4», a souligné le Dr Ounnoughene. Toutes ces versions musicales et ces mélanges dans l'œuvre d'Iguerbouchene offrent à l'auditeur qui cherche de nouvelles émotions et sensations et esthétiques, une autre issue, une «alternative à la rengaine du chant redondant», a souligné le Dr. Ounnoughene, qui a estimé que ces combinaisons sont «un magma innovant et très intéressant à découvrir». Le concours Mohamed Iguerbouchene abrité par la maison de la culture Mouloud-Mammeri, s'est poursuivi hier. La remise des prix était prévue en clôture avec un concert de musique classique instrumentale.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

03 safar 1437				
El Fedjr 05h56	Dohr 12h33	Assar 15h19	Maghreb 17h42	Icha 19h04



EL-TARF

Un arbre pas comme les autres

A. Ouelaa

Ils sont certainement nombreux à l'avoir remarqué cet arbre pousser à l'intérieur d'un poteau électrique jusqu'à l'enlacer comme un être cher qu'on ne veut pas quitter.

Ce spectacle, pour le moins insolite, se trouve sur la RN 44, à deux kilomètres de la ville de Ben M'hidi, dans la wilaya d'El-Tarf. Cet arbre dont les branches allaient dans tous les sens a été coupé en plusieurs endroits par la GRA, avec

la crainte pour les ouvriers, de se faire électrocuter à tout moment, nous dira M. Athamnia Kheireddine, pendant des travaux entamés dans une école de formation pour les agriculteurs, acquise dans le cadre du Calprief.

OUM EL BOUAGHI

La culture cherche investisseurs

Le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, a exhorté, vendredi depuis Oum El Bouaghi, les opérateurs privés à investir dans le secteur de la culture. Le ministre a affirmé, dans une conférence de presse organisée au terme d'une visite de travail dans cette wilaya, que les opportunités d'investissement sont «vastes et multiples» dans plusieurs créneaux comme l'impression et le cinéma. «L'administration n'a pas pour vocation de produire la culture mais de l'accompagner», a souligné M. Mihoubi, ajoutant que la culture est «le produit de la société à travers ses intellectuels et ses élites».

Le ministre a par ailleurs rappelé l'organisation, le 23 novembre prochain à Alger, d'une conférence sur l'investissement dans le secteur de

la culture, avec la participation de tous les opérateurs intéressés par l'investissement dans ce secteur, de sorte, a-t-il dit, à «impliquer le plus grand nombre dans la production culturelle du pays». A une question relative aux festivals culturels, le ministre a affirmé qu'il était «davantage question d'évaluer l'importance, l'opportunité et la rentabilité de ces manifestations que de les annuler».

L'année 2016 sera celle de l'annonce de la carte des festivals nationaux et internationaux en tenant compte de l'impact, de l'utilité et du souci de préservation de l'argent public». M. Mihoubi avait entamé sa visite dans la wilaya d'Oum El Bouaghi par l'inspection du théâtre de plein air, mitoyen de la bibliothèque, avant d'inaugurer un nouvel espace

de lecture dans la commune de Berliche, réalisé moyennant un investissement public de 21 millions de dinars. Dans la ville d'Ain Beida, il a visité la salle Mohammed-Laïd Al Khalifa, transformée en théâtre régional, où a exprimé sa satisfaction devant cette opération de «re-conversion». A l'issue de sa tournée, le ministre a invité les responsables locaux de son secteur à «veiller à la préservation des infrastructures dont ils assurent la gestion» puis visité, à la maison de la culture, les différentes ailes du Salon national des arts plastiques, félicitant pour l'occasion le calligraphe algérien, Mohamed Bensaïd Cherifi, lauréat du prix du Sultan Qabous pour la culture, les arts et la littérature.

LAGHOuat

La caravane de la PME fait une halte

La caravane nationale de la petite et moyenne entreprise (PME) a effectué vendredi une halte à Laghouat, dans le cadre d'une initiative conjointe de l'entreprise Algérie Télécom et l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (Ansej). Cette caravane, qui a effectué sa halte à la "place de la Résistance", pour une durée de deux jours, vise la sensibilisation des jeunes investisseurs et des bénéficiaires du dispositif de l'Ansej sur la création de PME. L'initiative a pour but d'encourager les jeunes, notamment les détenteurs de diplômes techniques, à accéder, à la faveur de diverses me-

sures incitatives et facilitations, au monde professionnel dans le segment des nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC). Parmi les opportunités offertes à ces jeunes promoteurs, une formation gratuite, pour une durée de 45 à 90 jours, dans des spécialités liées à la pose de fibre optique, l'installation de réseaux téléphoniques et autres activités afférentes, a indiqué le responsable de cette caravane.

M. Abderraouf Hammouche a expliqué, qu'en plus de bénéficier d'un cahier des charges annuel aidant la PME à disposer d'un revenu stable et de générer de nou-

veaux emplois, ces entités auront une priorité dans l'octroi des marchés du secteur des TIC. De plus, les jeunes postulants à un financement de l'Ansej, dans le cadre de projets liés aux TIC, auront aussi une priorité dans le traitement de leurs dossiers, outre les facilitations dans le lancement de leurs projets, a-t-il ajouté. Cette halte à Laghouat est la 38^{ème} étape de la caravane nationale de la PME, qui avait entamé son périple depuis la wilaya de Skikda en août dernier pour l'achever dans celle de Tamanrasset à la fin de l'année, selon les organisateurs.

Zighoud Youcef

Les transporteurs se plaignent de l'«impôt excessif»

A. Mallem

Depuis quelques semaines, les transporteurs publics de voyageurs de la daïra de Zighoud Youcef vivent un malaise dans leurs relations avec l'administration des impôts au niveau de la daïra. La chose était connue par de nombreux usagers des lignes périphériques qui desservent les zones rurales. «C'est de notoriété publique», nous ont confirmé, par ailleurs, nos relations au niveau du chef-lieu de daïra et au sein du syndicat auquel ils sont affiliés, à savoir le Syndicat national des transports publics, bureau de Constantine. Et cela s'est confirmé d'autant plus qu'à la fin de cette semaine, des transporteurs de cette daïra nous ont contactés pour nous faire part de leur mécontentement. «Nous sommes soumis au paiement d'un impôt sur le chiffre d'affaires tout à fait exagéré, commentent-ils. On se demande sur quelle base est établi cet impôt qui grève nos faibles revenus et risque, s'il est appelé à durer, de nous mener tout droit vers la cessation d'activité», nous a expliqué au téléphone un transporteur. Et son collègue à côté de lui de renchérir en assurant que les informations qu'il a obtenues dans l'entourage du service des impôts disent que, en ce qui concerne leur cas, le chiffre d'affaires pris en compte par le service des contributions diverses est manifestement exagéré. «Je fais ce qu'on appelle une «ligne rurale» desservant une commune à partir du chef-lieu de daïra, ligne à faible rentabilité, comme le dernier des citoyens peut vous le certifier, et je trouve que le chiffre d'affaires sur lequel on se base pour me fixer l'impôt à payer n'a aucun rapport avec ce que je gagne. Il est telle-

ment hors de proportion qu'à la longue, je serai amené à mettre la clé sous le paillason. Franchement, nous payons trop d'impôt», explique-t-on en citant avec perspicacité l'adage selon lequel «trop d'impôt tue l'impôt». Et à la fin de notre entretien, les transporteurs de Zighoud Youcef se disent désolés que ce problème ressurgisse encore alors qu'ils croyaient en avoir fini avec lui il y a quelques années. «Il faudrait peut-être recourir encore à des arrêts de travail pour le régler», a laissé tomber un parmi les transporteurs mécontents.

Comme la journée d'hier samedi n'était pas ouvrable dans l'administration, nous avons contacté M. Bousmid, chef du bureau de wilaya de Constantine du Syndicat des transporteurs publics de voyageurs. Et ce dernier a tout de suite confirmé le malaise qui existe parmi ses adhérents de Zighoud Youcef. Toutefois, adoptant une attitude responsable, il a tenu à relativiser ce problème et ne veut pas, du moins pas encore, parler d'arrêt de travail ou d'un mouvement de protestation quelconque. «J'ai été saisi effectivement par les transporteurs de cette daïra qui sont confrontés au problème du paiement des impôts qu'ils jugent excessifs et peu en rapport avec les chiffres d'affaires qu'ils réalisent», a confirmé en effet ce syndicaliste. «Mais je me suis entendu avec eux pour procéder par étapes en tentant de régler ce problème. Et dans cette perspective, je les ai invités à rédiger et signer une pétition collective qu'ils m'adresseront pour me permettre de tenter d'intervenir auprès du directeur des impôts de la wilaya», dira-t-il. Et M. Bousmid de conclure que la question de «l'arrêt de travail n'est pas posée pour le moment».

Des figures emblématiques de la musique savante algérienne honorées

Plusieurs figures emblématiques de la musique savante en Algérie ont été honorées vendredi soir à Constantine en clôture de l'exposition «mina al aswat ila nouba» (des voix à la nouba). Lors de la cérémonie de clôture organisée par le département Patrimoine immatériel et Arts vivants du commissariat de la manifestation «Constantine capitale 2015 de la culture arabe», le maître du malouf Mohamed Rachid Boukhouiet (85 ans) a été honoré en reconnaissance à sa contribution à la promotion de la culture en général et de la musique andalouse en particulier. Un vibrant hommage a également été rendu, à titre posthume, aux chouyoukhs Rabah Bouaziz (1938-2005), Brahim Amouchi (1903-1990), Zouaoui Makhlouf (1913-1973) et Hassan Rahmani (1912-1991) pour leur rôle déterminant dans la préservation du patrimoine musical constantinois et des valeurs artistiques locales et algériennes. Mohamed Rachid Boukhouiet, né en 1930, a souligné avoir entamé sa carrière au sein d'associations musicales dans les années 1930 et 1940. «Mais mon lancement réel dans le monde artistique n'eut lieu que dans les années 1950 avec plusieurs grands maîtres tels que Ray-

mond Leyris», se souvient le vieil homme, ajoutant avoir créé avec le cheikh Makhlouf Zouaoui l'association *Alf leila wa leila* et enseigné le solfège pendant 25 ans au conservatoire. Evoquant Rabah Bouaziz, son fils Ali a affirmé que son père a fait ses débuts dans le chaâbi en 1958, en même temps qu'il activait dans les rangs des scouts musulmans algériens et le Croissant-Rouge algérien.

A travers l'association *Balabil el Andalous* Rabah Bouaziz a formé des dizaines de jeunes artistes dont Ahmed Aouabdia et Djamel Ben Semmar. Les parcours des artistes Hocine Bakhouch, auteur de la musique du célèbre *Châab el djazair mouslimoun* d'Abdelhamid Ben Badis, Zouaoui Makhlouf, Hassan Rahmani, Mohamed Khaznadj, cheikh Mohamed El Ghafour, fils de la ville de Nedroma (Tlemcen), et le musicologue tlemcenien Hassan Boukli, ont été évoqués au cours de l'hommage qui leur a été rendu, ainsi qu'aux regrettés Sadek Bejaoui et Hassan El Annabi. La soirée s'est achevée par un concert de malouf animé par Hamdi Bennani, «l'Ange blanc» et Abbas Righi, l'ancien élève du maître Kaddour Darsouni, qui ont offert au nombreux public de purs moments d'éblouissement des sens, d'authenticité et de raffinement.

Benbadis

Lorsque les fonds viennent à manquer

A. El Abci

Les habitants de la commune de Benbadis se plaignent de la dégradation de leur cadre de vie en général et particulièrement en matière d'éclairage public et de routes, dont celles dites secondaires du chef-lieu ainsi que celles de ses localités profondes, qui sont dans un état «catastrophique», affirment-ils.

Situation qui les inquiète énormément surtout à l'approche de l'hiver, saison des pluies par excellence, qui exacerbera les difficultés, estiment les habitants. Et ces derniers d'indiquer que pratiquement «70% des routes se trouvent dans un état de dégradation avancé, où les trottoirs n'existent plus, alors que les nids de poules et autres trous béants y pullulent, déformant et défigurant la chaussée». Pire encore, poursuivront-ils, «ces routes deviennent presque impraticables du fait que les crevasses et trous qui s'y trouvent sont envahis par de la boue et de la gadoue, deve-

nant de petits marécages au grand dam des piétons et même des personnes véhiculées et ce, pour les difficultés de mouvement et de déplacement que cela leur occasionne».

Et comme si cela ne suffisait pas, feront-ils observer, des ralentisseurs sont dressés ça et là, ne répondant à aucune norme en vigueur, ni ici ni ailleurs, ressemblant plutôt à de «petites collines», à telle enseigne qu'ils constituent «la bête noire et la terreur» des automobilistes, qui les redoutent pour les dommages pouvant être causés au système de suspension des véhicules. Questionné sur ce sujet, «le président de l'APC de Benbadis, Kamel Zefizef, reconnaîtra l'état des routes qui laisse à désirer» mais se veut rassurant, soulignant, qu'étant donné l'importance de la superficie de la commune, des programmes d'amélioration urbaine ne peuvent pas toucher tout le monde et en même temps. Toutefois et en raison

de «la faiblesse du budget de l'APC», d'une part, et de la nécessité d'améliorer autant que possible le cadre de vie des citoyens de la commune, d'autre part, «nous avons demandé une aide de la wilaya pour parer au plus pressé dans un premier temps, à savoir l'état de dégradation avancé du réseau de la voirie». «Ainsi, notera-t-il, grâce au soutien et à la contribution de la wilaya, nous avons pu consacrer, au cours de cet exercice 2015, pas moins de 700 millions de centimes pour deux grandes opérations de goudronnage de routes intérieures aux cités ou groupements d'habitations». D'autres actions de réhabilitation de routes et d'amélioration urbaines de cités ne manqueront pas d'être lancées l'année prochaine, ajoutera-t-il. «Nous voulons bien que le bitume arrive jusqu'à chaque maison de la commune, mais il faut être réaliste. En la matière, conclura-t-il, nous restons dépendant des finances disponibles».

Accueil des malades du cancer La 1^{ère} résidence de Dar Waha inaugurée en 2016

L'une des quatre résidences qui constitueront Dar Waha, une maison d'accueil pour malades du cancer, sera inaugurée en 2016, a indiqué samedi à Constantine le coordinateur de l'association Waha d'aide aux malades atteints de cancer, Ahmed Zemouli.

S'exprimant en marge d'une rencontre organisée en hommage aux bienfaiteurs qui financent la construction de cet-

te maison, M. Zemouli a précisé à l'APS que cette œuvre de «solidarité citoyenne» offrant 42 chambres est «en voie d'achèvement».

Réalisée sur un site de 6.000 m² à l'unité de voisinage (UV) n° 18 de la nouvelle ville, Dar Waha est destinée à l'accueil des malades et de leurs proches qui pourront y être hébergés la veille d'une consultation ou durant un traitement am-

bulatoire, ainsi qu'à l'orientation et l'accompagnement des patients. Constitué de trois pavillons en R+1 comprenant 12 chambres chacun, cet espace sera également utilisé pour le soutien psychologique, selon le président de Waha, Abdelhamid Aberkane, qui a souligné au cours d'une visite guidée du projet «l'importance de la contribution citoyenne et la générosité des bienfaiteurs».

Trois femmes brûlées dans l'explosion d'une bouteille de gaz

Une explosion d'une bouteille de gaz butane est survenue avant-hier au milieu de l'après-midi au niveau de l'unité de voisinage no 18 de la nouvelle ville de Ali Mendjeli, faisant trois blessées de sexe féminin, apprend-on auprès de la protection civile.

Selon l'officier de permanence de ce corps constitué, une fuite de gaz butane suivie

d'une explosion, qui s'est produite vers 15 heures 25 minutes à la cité des 729 logements au niveau de l'unité de voisinage (UV) 18 de Ali Mendjeli, a causé des brûlures du premier et du deuxième degré à trois femmes.

D'après les déclarations de ces dernières, elles se préparaient à prendre un bain lorsqu'elles ont été surprises par

la fuite de gaz et la détonation (flash) qui s'en est suivie. Les victimes âgées de 19, 23 et 25 ans, qui ont été brûlées au niveau des membres inférieurs (jambes principalement), ont reçu les premiers secours sur place, avant d'être transportées au centre hospitalo-universitaire (CHU) Benbadis de Constantine.

A. E. A.

Massinissa 15 compteurs détruits dans un incendie

A. E. A.


Un incendie s'est déclenché, très tôt, dans la journée d'hier, dans une armoire abritant les compteurs d'électricité d'un immeuble de la nouvelle ville de Massinissa (El Khroub), détruisant les appareils qui s'y trouvaient, engendrant une panique indescriptible parmi les locataires dudit bâtiment. Selon la Protection civile qui a dû intervenir, c'est à 7h40, qu'un feu a pris dans une cage renfermant 15 compteurs électriques, située au rez-de-chaussée d'un bâti-

ment de la nouvelle ville de Massinissa (El-Kroub), les détruisant tous. Les habitants de l'immeuble en question, se sont réveillés en sursaut et une anarchie, sans pareille, a été enregistrée où tout le monde se bousculait dans les escaliers. En effet, les parents (mères et pères), en pyjamas, pour certains, se hasardaient à sortir sur le palier allant aux nouvelles et voir ce qui est, exactement, arrivé.

Et une fois mis au courant de la nature de l'incident, les résidents n'ont pas manqué de

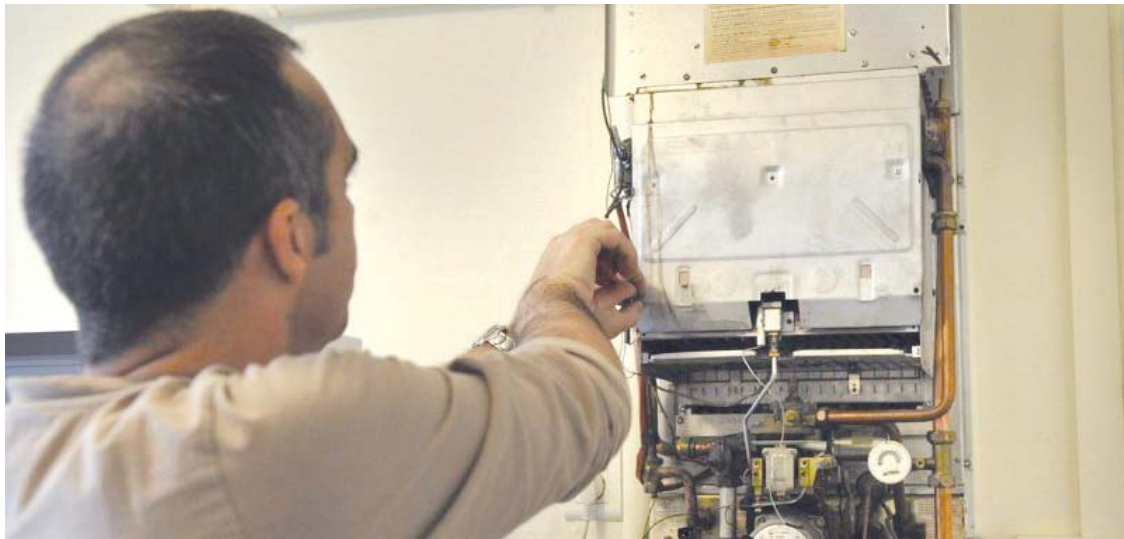
pester contre les services de la société d'électricité (SDE), qui ont regroupé tous les compteurs en un même endroit, disaient-ils. Car même placés dans une niche et au rez-de-chaussée, le problème demeure mal résolu et pour preuve voilà le résultat, ajouteront-ils.

Et d'indiquer que regrouper tous les appareils et les enfermer dans une cage est contre indiqué, faisant observer que lorsqu'un court-circuit survient au niveau d'un appareil ce sont tous les autres qui sont touchés et c'est la catastrophe assurée, alors que l'incident serait difficile à produire lorsqu'ils sont séparés comme auparavant où pareils incidents étaient inconnus ou rares.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs					
03 safar 1437					
El Fedjr 05h42	Dohr 12h19	Assar 15h06	Maghreb 17h29	Icha 18h51	

Le monoxyde de carbone fait de nouvelles victimes chaque hiver

Les appareils de chauffage sous haute surveillance



J. Boukraa

Dans le cadre des nouvelles mesures prises par le ministère du Commerce pour lutter contre l'entrée sur le marché national de l'électroménager d'appareils de chauffage défectueux ou ne répondant pas aux normes, une large campagne de contrôle a été lancée par la direction du Commerce, en collaboration avec les services de contrôle aux frontières, au port d'Oran. Tous les appareils non conformes aux normes et critères de sécurité seront interdits d'entrée sur le marché local. En ce début de la saison de froid, la crainte de voir resurgir le problème des asphyxies, s'installe. Durant l'hiver passé, 7 décès et 650 cas d'asphyxie, suite aux intoxications au monoxyde de carbone (CO²) ont été recensés par les services de la Protection civile, à Oran. Aussi, en ce début de mois, une femme et sa fille de 2 ans sont mortes par le gaz dans la commune d'Ain El Turk.

Les appareils de chauffage issus de la contrefaçon sont à l'origine d'une grande partie de ces accidents domestiques. Pour circonscrire ce phénomène, du moins le prévenir et limiter, au maximum, les risques d'accidents, un nouveau plan impliquant différents secteurs (Santé, Intérieur, Commerce, Ener-

gie) a été mis en place, dernièrement. Un décret oblige tout intervenant de livrer une marchandise conforme au contrat de vente et à assumer ses responsabilités, en cas d'anomalies relevées à la réception du produit ou de la prestation qui a été signée. Un autre décret n° 13-328 a, également, été promulgué, en septembre 2013, pour fixer les conditions et modalités d'agrément des laboratoires pour la Protection du consommateur et la Répression de la fraude. Le ministre du Commerce a, également, annoncé la mise en application d'un autre décret sur l'information du consommateur sur les produits électroménagers, notamment. Suite aux nombreux accidents d'asphyxie au monoxyde de carbone enregistrés par les services de la Protection civile, à partir de 2008, dans diverses régions du pays, le ministère du Commerce a interdit la vente des chauffages sans cheminée, suspectés d'être à l'origine de ces décès. Toutefois, la loi interdisant le commerce de ces « bombes à retardement », n'arrive pas à venir à bout de ces « chauffages de la mort » dont la vente se poursuit à Oran, même si c'est sous le comptoir. Par « chauffages de la mort », on entend surtout les appareils qui ne sont pas munis d'une cheminée nécessaire pour évacuer les gaz brû-

lés, notamment le monoxyde de carbone, un gaz inodore qui provoque des asphyxies entraînant la mort. Ce terme désigne, également, des produits d'imitation provenant de Chine et de Turquie, qui, selon les spécialistes, ne répondent pas aux normes requises. L'intoxication par le gaz de carbone représente un réel problème de santé publique avec un bilan alarmant dont les conséquences humaines sont souvent dramatiques : quand il ne tue pas, il entraîne chez les victimes de graves séquelles, respiratoires, et psychologiques. Des pertes humaines qui auraient pu être épargnées si les consignes de sécurité, les plus élémentaires, avaient été observées. C'est d'ailleurs pour éviter ce genre de drames que la Protection civile lance un appel à la vigilance. C'est aussi pourquoi, dès les premiers froids, une nouvelle campagne d'information et de prévention contre les risques d'intoxication, sera lancée par les services de la Protection civile et la Sonelgaz. Ces derniers insistent sur deux conseils simples : l'entretien des appareils de chauffage ou d'eau chaude et la ventilation des locaux. Les sapeurs-pompiers appellent à la vérification des appareils de chauffage avant leur utilisation. Il est donc préconisé le nettoyage des appareils et des cheminées d'évacuation.

Axe reliant l'ex-bidonville le «Virage» à Ain El Beida Premiers relevés topographiques pour l'élargissement de la voie

D. B.

Les automobilistes, habitués de l'axe Oran/Ain El Beida, auront droit à un autre chantier d'envergure, après la décision prise par le wali d'Oran d'élargir cet axe très fréquenté. Selon des sources proches de la commune d'Es Senia, les travaux concerneront un linéaire de quelque 500 m, en allant de l'ex bidonville le 'Virage' à l'intersection avec le 4^{ème} Bd périphérique. Cet axe, d'une seule voie, qui voit passer, quotidiennement, des centaines de véhicules est très exigu et constitue un véritable point noir, pour la circulation automobile. Ainsi, des ingénieurs topographes entament, depuis jeudi, des relevés topographiques, en perspective du lancement des travaux.

La décision d'élargir cette voie a été prise, au lendemain de l'éradication du bidonville dont une partie du terrain sera annexée au cimetière de Ain El Beida. Selon des sources proches de la commune d'Es Senia, c'est à l'issue des ces

relevés que seront dressés les plans de l'extension. Nos sources indiquent qu'une portion de cet axe est traversée par un pont ce qui nécessite une étude minutieuse et approfondie. Cette route qui s'étend sur près d'un kilomètre, est quotidiennement bloquée par d'immenses bouchons, notamment aux heures de pointe, car elle est empruntée par les automobilistes se rendant à Ain El Beida mais aussi ceux qui veulent rallier le 4^{ème} Bd périphérique, soit en direction de Mostaganem soit vers Ain Temouchent.

En parallèle aux relevés topographiques, des équipes de la commune s'attellent, depuis hier, à l'installation d'un mur de clôture sur la partie de l'assiette annexée au cimetière. L'on notera, aussi, la présence régulière des services de police sur les lieux pour éviter toute tentative de réinvestir le site.

Par ailleurs, et en perspective de l'extension du cimetière d'Ain El Beida, des travaux de terrassement ont été entrepris, au lendemain de

la démolition du bidonville. Plus de 100 camions et 20 engins ont été mobilisés pour achever cette opération qui a permis de libérer une grande assiette foncière. Selon des sources proches de la commune, un avis d'appel d'offres sera lancé incessamment pour le choix d'une entreprise qui aura à entreprendre les travaux d'aménagement du site. D'autre part, et selon les mêmes sources, le projet de création d'un nouveau cimetière à Oran Est décidée du temps de l'ex wali d'Oran, pour parer à la saturation de Ain El Beida ; semble avoir été abandonnée. Nos interlocuteurs affirment que l'extension du cimetière de Ain El Beida sur plusieurs hectares du côté sud et Est bute toujours sur le problème des coopératives agricoles qui se trouvent en plein milieu du terrain concerné par cette extension.

L'initiative prise pour exploiter l'assiette de l'ex bidonville le virage est dictée, selon nos sources, par le fait qu'Ain El Beida est presque saturé.

Transférées vers la fourrière de Chteibo Des familles exclues du relogement de Cheklaoua interpellent le wali

D. B.

Plus de 90 familles exclues de l'opération de relogement qui a touché douar Cheklaoua, viennent de lancer un appel pressant au wali d'Oran, pour inciter les services concernés à se pencher sur leur cas. Selon des représentants des familles qui se sont déplacés, hier, au siège de notre rédaction, ces familles, dont les baraques ont été démolies, furent transférées vers la fourrière de Hai En Nedjma ex Cheibo, depuis jeudi dernier, avec leur progéniture. «Cela fait quatre jours que nous passons la nuit à la belle étoile et les effets commencent à se faire sentir, chez les enfants et les personnes âgées» assure l'un des représentants des familles. Ce dernier affirme que depuis leur transfert aucun responsable ne s'est déplacé, sur les lieux, pour s'enquérir de leur situation. «Nous ne savons vraiment pas ce qui nous attend. Jusqu'à aujourd'hui, aucune réponse ne nous a été donnée quant à notre situation », ajoute le même interlocuteur qui signale qu'ils vivent dans des conditions qui frôlent la catastrophe. Les familles affirment que lors de l'opération de relogement, le wali d'Oran les a rassurés que l'Administration examinera tous les recours, au cas par cas et que l'Etat traite tout le monde, au même pied d'égalité. Nos interlocuteurs ont tenu à signaler qu'ils ont été recensés au même titre que les familles qui ont été relogées avant d'être exclues, à la dernière minute. Mardi dernier, au moins 549 familles du site précaire Cheklaoua, dans la commune d'Es-Sénia, ont été relogées, à Oued Tlélat. Ces 549 familles, qui vivaient dans ce site d'habitat précaire, ont bénéficié de logements décentes de type socio-locatif, à la cité des

«3.100 logements», à Oued Tlélat. Une assiette de 12 ha, sur laquelle était érigée ce site sera récupérée puis affectée à des programmes d'équipements publics et d'investissements. Une fois, le déménagement effectué, les bulldozers sont entrés en action pour démolir et éradiquer ces taudis faits de zinc et de parpaings, érigés sur le pied de la sebkha d'Oran. Cette opération de relogement est la deuxième du genre, dans le calendrier élaboré par la wilaya d'Oran après celle effectuée, le 4 novembre dernier, et qui a permis de reloger 294 familles du site précaire dit le «Virage», éradiqué, le jour même de l'opération de relogement. Les services de la wilaya ont indiqué que la liste des bénéficiaires a fait l'objet de «vérifications draconiennes» ayant permis de démasquer 17 imposteurs qui avaient, déjà, soit bénéficié de logements sociaux ou d'aides de l'Etat. En plus de leur exclusion des listes, ces 17 personnes seront poursuivies par la justice pour «fausse déclaration» et «tentative de tromper les services administratifs.» Cette opération de relogement fait partie du programme d'attribution de 8.310 logements devant régler définitivement le problème de l'habitat précaire qui a longtemps terni le visage de la ville d'Oran. Ce programme permettra, également, à des dizaines de familles, vivant dans les logements menaçant ruine de disposer d'un toit décent. Selon le programme annoncé, récemment, par le wali d'Oran, il est prévu le relogement de 150 familles à Hassi Benokba, 226 autres à Hai Gourine et 96 à El Kerma (Es-Sénia).

Le calendrier prévoit, également, le relogement, entre les 23 et 25 novembre, à Hai El Menzeh, de 1.430 familles des quartiers de Médiouni et d'El Hamri.

Elections de la chambre de l'Artisanat et des Métiers de la wilaya d'Oran Absence d'engouement des artisans

Rachid Boutléis

Les quarante membres de l'Assemblée générale de la chambre de l'Artisanat et des Métiers ont été désignés, à l'issue des élections. Selon le directeur du Tourisme de la wilaya d'Oran M. Belabes Amirouche, contacté par «Le Quotidien d'Oran» «ses membres auront à désigner également le président et le vice-président de cette assemblée». Notre interlocuteur a, cependant, déploré le peu d'engouement de la part des artisans pour ces élections de renouvellement des instances dirigeantes de la chambre de l'Artisanat et des Métiers de la wilaya d'Oran. M. Belabes a confié que «sur les 11.307 artisans que compte la wilaya, il a été enregistré, seulement, 499 votants. A propos du recours déposé pour demander l'annulation des résultats de ces élections, notre interlocuteur a déclaré que «la date limite (Ndrlr jeudi dernier) n'a pas été respectée et donc le recours a été jugé irrecevable» Selon les

déclarations de M. Dalaâ Zine El Aâbidine, membre de la défunte assemblée «dix-huit signataires ont paraphé une pétition, dénonçant ce qu'ils ont qualifié de «dépassements et autres violations des règles élémentaires en vigueur constatées lors de ces élections», qui se sont déroulés le 29 octobre dernier. Il a fait remarquer aussi que «seulement 97 votants ont été recensés dans la commune d'Oran. Ce décompte illustre, en réalité, l'absence de plébiscite et d'une campagne de sensibilisation, à même de convaincre les artisans à voter», notre interlocuteur a, encore, confié que «nous avons relevé des dépassements, lors des élections, notamment l'absence d'isoloirs et d'urnes, lors du dépouillement, qui s'est déroulé en l'absence d'un huissier de justice, en violation aux règles élémentaires. Aucune réunion sur le bilan moral et/ou financier et encore moins de conclure pour débattre des contraintes auxquelles sont confrontés les artisans de la wilaya, ne se sont tenues, au cours de ce mandat».

DÉPARTEMENT D'IMAGERIE MÉDICALE
Clinique CHERRAK EL GHOSLI مصحة شراك الغسلي
Etablissement Hospitalier Privé

SCANNER 3D
MULTIBARRETTES 16/32 COUPES - LOW DOSE (75% DOSE REDUCTION)

NOUVEAU



En plus des examens tomodensitométriques classiques, ce scanner permet de réaliser les examens spécialisés suivants:

Angio scanner cérébral - Angio scanner thoracique et des membres - Arthroscanner
Dental scanner - Coloscaner et coloscopie virtuelle - Uroscanner

Le meilleur accueil vous sera réservé SANS RENDEZ-VOUS

Pour tout renseignement n'hésitez pas à contacter le département d'imagerie médicale
au: **0770 82 72 72** jusqu'à 23h

Adresse: 22 Rue Tirman Delmonte (à coté de la mairie de Delmonte), Oran, Algérie
Tél: 041 45 29 00 - 041 46 90 90 - www.cliniquecherrak.com - facebook: Clinique Cherrak El Ghosli

METIDJI
HOLDING

Nous vous offrons plus qu'un métier, UNE CARRIÈRE

Groupe METIDJI Recrute
Rejoignez-nous sur
<https://www.emploiatic.com/groupe-metidji/>

Safina Cérégal METIDJI

Société sise à Oran recrute
01 Responsable du Personnel et Moyens Généraux.
01 Chargé du Commercial.
CV à envoyer à : 3.recrutements@gmail.com

Réseau AudiFeL شبكة أوديفال
الأجهزة الطبية لتقوية السمع

Vous entendez mal ? Votre enfant entend mal ? هل عندكم نقص في السمع؟
AudiFeL vous fait un test prothétique gratuit. أوديفال تفحص سمعكم مجاناً لبرمجة السماعة

شلف	0661.10.35.22	مستغاثم	0661.10.35.06	سعيدة	0661.10.35.05	غليزان	0661.10.35.04	تلمسان	0661.10.35.03	الجزائر	0661.10.35.02	وهران	0661.10.35.01
مع تحيات	فنان	تبارت	سطينف	تيزي وزو	بجاية	عنينة	قسنطينة	0661.10.35.09	0661.10.35.08	0661.10.35.07			

DÉCÈS
Les familles
MEBRAK -
KOREIFI -
CHAÏB - DEHBI -
BENZIDOUR -
LOUKILI - LAMRI
(Hadj HENNI) - SAADANI -
AFFANE - MEGHERBI - CHELLALI
ont l'immense douleur d'annoncer le décès de
Mme MEBRAK Halima née KOREIFI
le 30 Juillet 1933 à l'âge de 82 ans.
Toute la famille demande à tous ceux qui l'ont connue d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire.
إنا لله وإنا إليه راجعون

PENSÉE
A notre cher
FEKIR EL-MEKKI
Triste fut le 15 Novembre 2002
où tu nous as quittés à jamais pour un monde meilleur. Ta bonté, ta culture et ton immense générosité ont fait de toi un homme de valeur. Toute la famille FEKIR et AFKIR (Ain Torqui, Miliana, Khemis-Miliana) demande à ceux qui t'ont connu et apprécié ton courage, ton humanisme d'avoir une pieuse pensée en ta mémoire.
Anciens amis et collègues de Miliana

PENSÉE
A notre cher et regrettée papa, frère et époux
HADJEM Chérif.
Triste et douloureux fut le jour tragique de 13/11/2014 où tu nous as quittés à jamais vers un monde meilleur et éternel laissant un grand vide dans ta famille que nul ne pourra combler. Tu étais un modèle de générosité, de gentillesse et de bonté. Tu resteras toujours présent dans nos cœurs. Nous prions Dieu Le Tout-Puissant de t'accueillir dans Son Vaste Paradis. A Dieu nous nous appartenons et vers Dieu nous retournons.
Ton épouse, tes enfants, tes sœurs et frères, tes petits-enfants (Nazim et Youssra)

PENSÉE
Qui se souvient de
Hadj Ahmed BOULAHIA
(Imam et Moujahid) rappelé par Le Bon Dieu (une décennie 2005 - 2015) pour un monde meilleur. Son épouse et ses enfants demandent à tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pieuse pensée pour lui - Merci -
Famille BOULAHIA

PENSÉE
Déjà deux (02) années se sont écoulées depuis que notre très chère et regrettée épouse, mère et grand-mère
BELHALLOUCHE née MOUDJIT Zoulikha
a rendu l'âme à son Créateur Dieu Le Tout-Puissant que nous prions pour l'accorder Sa Miséricorde et l'accueillir dans Son Vaste Paradis, Amen.
Ta foi en Dieu, ta bonté, ton affection, ta tendresse, ta tolérance, ta sagesse et ta générosité ont fait de toi une mère inoubliable et irremplaçable et ton image restera à jamais gravée dans nos cœurs. Repose en paix très chère maman. A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.

PENSÉE
A la mémoire de notre grand-père
ALEM ABDELWAHAD
Trois ans déjà passés. Tu nous as quittés laissant un vide immense. En cette douloureuse circonstance, nous prions tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pieuse pensée à sa mémoire. Que Le Tout-Puissant t'accueille dans Son Vaste Paradis. Tu seras toujours parmi nous.
Tes petits-enfants
Houssem - Mohamed et Neyla

Office Public des Ventes aux Enchères
Maître KADA KELLOUCHA B.
Commissaire-priseur près le Tribunal d'Aïn Témouchent
46 Rue Rabhi Saïd - AIN TEMOUCHENT - Tél/Fax : 043.78.29.17 - Mob: 0771.32.51.17
إعلان عن بيع محجوزات منقولة بالمزاد العلني مع قبول الأظرفة المختومة بتاريخ: الأربعاء 2015/11/25 على الساعة 10 صباحاً بمقر مؤسسة « SARL Cogecouest » Ain El Beida

المحاولة الثانية
بناء على الأمر بالحجز التنفيذي الصادر عن رئيس محكمة حمام بوججر لصالح البنك الخارجي الجزائري في حدود الدين الإجمالي والمصاريف الخاصة بالتنفيذ، ضد مؤسسة "سارل كوجيوست". وبناء على محضر حجز تنفيذي وجرد المتعلقة بالمنقولات المقدمة كضمان المبنية أسفله والمودعة داخل مصنع المصبرات الواقع بالمنطقة الصناعية ببلدية عين البيضاء ولاية عين تموشنت. وعملاً بقانون الإجراءات المدنية والإدارية ولا سيما المادة 704 وما بعدها، سنباشر المحاولة الثانية لعملية البيع بالمزايدة بتاريخ 2015/11/25 على الساعة 10 صباحاً بمقر المؤسسة ببلدية عين البيضاء.

01 Lot unique comprenant les Equipements usagés d'une usine de traitement de sardine et de thon en état de marche :
01 Saumureur de 06 pts. continu pourvu d'1 dépôt pour saumure et bande transporteuse -02 Emballeuses type FLASH PACK -600 Grilles de cuisson -01 Cuiseur automatique type HRV-V -02 Sertisseuses automatiques type S-444 -format ¼ cap. 150 btes/min -02 Outillages pour servir -02 Autoclaves automatiques -01 Chaudière à vapeur type DL-50 Horizontale -01 Groupe électrogène + divers accessoires y afférents.

هام جذا: لكل من له معارضة أن يسجل اعتراضه قبل يوم البيع اعتباراً بأن هذا الإعلان تبليغ رسمي لكل من يهمه الأمر خاصة المحجوز عليه.
شروط البيع:
- لا يجوز الطعن في حالة المعدات -على الراعي عليه المزاود دفع مقدم 11% على أن يتم البقية خلال 08 أيام.
- يسمح بزيارة العتاد في أوقات العمل ابتداء من نشر هذا الإعلان.

محافظة البيع بالمزايدة

Société de production et de commercialisation de boisson alcoolisée et non alcoolisée
cherche pour son unité à Oran

- UN DIRECTEUR TECHNIQUE.
- UN CHEF SERVICE MAINTENANCE.
- UN DIRECTEUR FINANCIER.
- UN BIOLOGISTE.
- UN INGENIEUR AUTOMATICIEN.
- UN INGENIEUR EN ELECTRICITE INDUSTRIELLE.
- UN SOUDEUR QUALIFIE.
- DEUX CARISTES.

Il est exigé :
- Une solide expérience dans le domaine.
Transmettre CV + Photo par
EMAIL : drhrecrut31@gmail.com

DUBAI
Du 26.12.2015 au 04.01.2016
08 nuits HÔTELS 5* + VISA + 04 VISITES
TILMAS VOYAGES
30, Rue de l'Indépendance, Tlemcen
Tél : 043 27 36 47 ou 0770 95 00 92 ou 0771 67 54 91
Email : tilmas_voyages@yahoo.fr

FIN D'ANNEE
Marrakech / Casablanca
Du 25/12/2015 au 01/01/2016
Mawlid Ennabaoui à Beni Abbès
Du 22/12 au 26/12/2015
Et d'autres destinations à la carte :
Istanbul
Antalya
Tunisie
Dubai
Contactez-nous aux :
SVL SIDI EL HOUARI VOYAGES :
3, Place Adda Benaouda, Plateau. Oran
TEL : 041 41 59 24 /
FAX : 041 41 10 57
MOBILE : 07 91 83 28 84 ou 05 55 73 24 65

Entretien des ascenseurs, des parties communes et des espaces verts Des PME ANSEJ pour gérer les cités location-vente

S. M.

Les jeunes gérants de PME créées dans le cadre des dispositifs de soutien à l'emploi -ANSEJ et CNAC- réussiront-ils là où les responsables de la filière gestion immobilière de l'Agence d'amélioration et de développement du logement (AADL) ont échoué ? C'est la question qui taraude les esprits des habitants des cités location-vente à Oran depuis l'installation il y a à peine quelques jours d'une société privée ANSEJ pour l'entretien des ascenseurs des tours dans deux sites pilotes à Oran. «Le gérant de cette société a prospecté les ascenseurs des blocs la semaine écoulée en compagnie de responsables de l'agence à Oran. Il a été désormais chargé de la gestion de ces appareils indispensables pour les locataires des étages supérieurs », précisent des sources bien informées. Les PME créées dans le cadre des dispositifs de soutien à l'emploi «prendront en charge, dans une première phase, la gestion des ascenseurs avant de voir leurs missions et prérogatives élargies à l'entretien des parties communes et des espaces verts, l'hygiène et l'éclairage ». Le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville avait, rappelle-t-on, remis le 7 octobre dernier à la cité El Achour AADL à Alger des contrats de gestion et de maintenance des cités de logements de type location-vente (AADL) à de jeunes entrepreneurs. Des gérants de quatre entreprises spécialisées dans la maintenance des ascenseurs, le nettoyage et l'assainissement avaient bénéficié du projet. Cette attribution vient en application de la convention signée en septembre 2015 entre le ministère de l'Habitat, celui du Travail et l'UG-TA, permettant la création de groupements d'entreprises créées dans le cadre des dispositifs de soutien à l'emploi de jeunes ANSEJ et CNAC pour la gestion des cités location-vente. Une vingtaine d'entreprises avaient alors conclu des contrats avec l'AADL pour la gestion des cités de logement, alors qu'une trentaine de nouvelles demandes sont en cours d'étude. Il importe de noter que de nombreuses tours des cités location-vente à Oran demeurent sans ascenseurs en raison des pannes prolongées de ces appareils indispensables pour les locataires des étages supérieurs des immeubles de 16 étages. Les habitants ont sollicité à plusieurs reprises les responsables de l'agence pour la réparation de ces pannes, mais sans suite. Cette situation perdure depuis plusieurs années dans certains immeubles. Les coacquéreurs avaient organisé ces dernières années de nombreux sit-in devant la direction régionale de l'AADL pour dénoncer les pannes fréquentes des ascenseurs. Ils avaient averti que le «rafistolage» des ascenseurs est une menace potentielle pour la



vie des locataires. Les coacquéreurs de presque tous les blocs des quatre cités AADL (1.377 logements, 1.063 logements, 937 Cosider et 1.196 logements) sont confrontés régulièrement aux pannes répétées et prolongées des ascenseurs, notamment ceux des tours de 16 étages. Les délégués des contestataires avaient regretté qu'aucun budget de gestion n'est affecté à la direction locale de cette agence pour prendre en charge l'entretien des immeubles et des parties communes. «Les loyers sont versés directement dans le compte principal de l'agence à Alger. Tout est centralisé dans la direction générale de l'AADL. La direction locale ne dispose d'aucune autonomie financière pour assurer la gestion immobilière», regrettent les concernés.

Coca et Boutlélis Découverte de trois cadavres

Deux découvertes macabres ont été faites avant-hier par les services de la Protection civile. La première dépouille a été découverte dans une zone montagneuse dans la localité de Coca. Il s'agit d'un homme de 35 ans en état de décomposition avec une blessure profonde à la tête et des blessures aux mains. La dépouille a été déposée à la morgue de l'hôpital

d'Oran. Le même jour un autre cadavre a été découvert dans la commune de Boutlélis près du bureau de poste. La dépouille de la victime âgée de 60 ans a été déposée à la morgue de l'hôpital d'Oran. D'autre part on apprend qu'une « une enquête est ouverte suite à la découverte d'un corps d'un jeune de 27 ans. Le corps du nommé (H.F) âgé de 27 ans, ayant

demeuré à la commune d'Arzew (Oran), ne présentant aucune trace de violence, a été découvert dans un oued près de la forêt dite Coca-Cola, commune d'Oran. La dépouille mortelle a été déposée à la morgue de l'hôpital d'Oran. Une enquête est ouverte par la brigade de gendarmerie de Yaghmoracen, selon un communiqué de la Gendarmerie nationale. J. B.

Tranche de Vie

L'instinct de survie conduit parfois l'individu à dépasser ses propres limites et même celles qu'il ignorait. Hier soir, en France, un concert de rassemblement des amoureux de la liberté quand des forcenés ont tiré sur les spectateurs. Il s'agissait d'un concert de musique rock dans une salle mythique de Paris et au début, les spectateurs ont pensé que les coups tirés faisaient partie du spectacle. Lorsque très vite des gens se sont effondrés et le sang a commencé à inonder le sol. La prise de conscience a vite pris place et certains ont pris la fuite par la fenêtre, par les sorties de secours et dans la rue, les terroristes n'ont pas lâché et ont tiré sur les fuyards. En tuant encore.

En France, l'altération de la liberté, consistant à demander aux personnes de ne pas sortir de chez eux et de fermer les lieux de rassemblement publics, a été immédiate. Ce ma-

Par El-Guellil
Debout



tin, certaines écoles n'étaient pas ouvertes et les petits éparpillés par cette nuit d'horreur ont eu la surprise de ne pas aller à l'école. Ils ne savent pas pourquoi mais sont heureux. Lieux publics fermés, établissements scolaires fermés. Li-

berté cloisonnée. Cette histoire nous rappelle les années noires dans notre propre pays, en Algérie. Ces années sont gravées à jamais dans nos mémoires. De nombreuses personnes ont disparu et manquent à nos vies encore maintenant.

La différence, chez nous, c'est qu'on a été habitués à se méfier et l'état d'urgence même s'il a été levé depuis longtemps continue à vivre en nous. Les réflexes de prudence sont encore bien ancrés dans nos mémoires et ont conditionné à jamais nos comportements. Lorsqu'on sort dans des endroits publics, il n'est pas rare d'ajouter : c'est bien et c'est sécurisé. En fait, cela signifie qu'une protection de la police ou d'une société de sécurité est présente et qu'on ne craint rien. On entend aussi : c'est familial. Sous-entendu, c'est tranquille. Notre langage, nos expressions se sont même adaptés suite aux événements. Appelés ainsi par pudeur.

22 avenue Abdelmoumen Des familles en détresse sous la menace d'un effondrement

J. Boukraa

Les cris de détresse des familles occupant des immeubles menaçant ruine affluent de partout. C'est le cas notamment des familles demeurant au 22, avenue Abdelmoumen ex- Choupot. Il s'agit d'un immeuble composé d'un rez-de-chaussée et 2 étages. Des murs lézardés, des plafonds qui risquent de tomber à n'importe quel moment, alors que les escaliers sont complètement effrités, sans parler des infiltrations des eaux de pluie durant cette saison hivernale. Ces habitants qui sont là depuis des années voient l'état de leur immeuble se détériorer chaque jour un peu plus, au risque de le voir carrément s'effondrer sur leurs têtes un jour. L'immeuble en question a été à plusieurs reprises sujet à des effondrements partiels. « L'immeuble menace de s'effondrer complètement à n'importe quel moment. Il y a quelques mois, une grande partie de la terrasse s'est effondrée, menaçant ainsi les habitants du second étage », a affirmé un locataire du rez-de-chaussée qui s'est déplacée à notre rédaction pour exposer son problème... « Même si les habitants des étages supérieurs ont effectué quelques travaux de restauration, les fondations ne sont plus solides et les murs risquent de s'effondrer sur nos têtes », ajoute cette dame qui s'interroge sur les dossiers déposés auprès des services concernés. Elle souligne également que la commission de recensement du vieux bâti ne s'est pas déplacée chez eux. En attendant leur logement toutes ces familles retiennent chaque jour leur souffle et lancent

un appel aux services concernés pour intervenir. L'habitat précaire défraye toujours la chronique, puisque ce phénomène continue de prendre de l'ampleur. Il ne se passe pas un jour sans qu'on entende parler d'un effondrement total ou partiel. Malgré les efforts des autorités locales et les grandes opérations de relogement lancées depuis quelques années, la majorité des quartiers d'El-Bahia est menacée par le risque des effondrements. Près de 5.000 familles résidant dans des habitations menaçant ruine ont été recensées par les services de la daïra d'Oran. Ces familles occupent des immeubles qui risquent de s'effriter à n'importe quel moment. La peur de l'effondrement total hante les pensées.

Des murs fissurés, des toits au bord de l'effondrement, des terrasses présentant des affaissements et chaque hiver des parties du bâti cèdent sous la charge des phénomènes naturels et le poids des années. La localisation de ces immeubles montre que tous les quartiers de la ville d'Oran sont touchés. El-Derb, Sidi El-Houari, Saint-Eugène, Saint-Antoine, Le Plateau, Gambetta, Saint-Pierre, au centre-ville, Eckmühl, Choupot, etc., tous constituent une réelle menace pour leurs habitants. Plusieurs mesures ont été prises par les services concernés pour faire face à ces drames à répétition. Plusieurs actions ont été mises en place pour faire face à cette situation notamment le relogement des familles, l'éradication des immeubles menaçant ruine et la réhabilitation du vieux bâti. L'année 2015 est une année record en ce qui concerne le relogement.

A vocation nationale L'association des enseignants architectes universitaires est née

K.Assia

La première association nationale des enseignants architectes universitaires, ANEAU, est née. Une nouvelle réorganisation qui allie désormais le monde académique et le domaine de la pratique. Selon son président M. Mebarki, l'association, première au niveau national et riche de son potentiel humain, regroupe des professionnels, toutes tranches d'âge confondues, de quoi renforcer l'échange d'expérience et promouvoir l'espace de concertations entre confrères des quatre coins du pays et même d'outre-mer. En tentant donc de créer ce pont entre le monde théorique et pratique, les initiateurs comptent apporter des solutions fiables et concrètes lesquelles s'adapteront au contexte socioéconomique du pays. Il est question, selon notre interlocuteur, d'être en adéquation avec la réalité du terrain. Autrement dit, développer l'architecture et l'urbanisme en Algérie, protéger le patrimoine architectural et urbain des villes algériennes et instaurer un pont entre le monde universitaire et le monde professionnel. Autrement dit, assurer cette continuité et surtout veiller au rendement qualitatif de l'enseignant architecte à la pratique et à la formation. Autant d'éléments qui contribueront à l'amélioration de l'architecture en Algérie et surtout à la hisser au rang des progrès réalisés dans le monde. Tout en soulignant les objectifs tracés dans le programme d'action de l'association, le président a rappelé que l'ordonnance présidentielle 03-06 s'inscrit dans cette optique puisqu'elle encourage de telles initiatives. Le but est également de mettre à la disposition des pouvoirs publics toutes les compétences requises et surtout répondre aux besoins exprimés sur le marché à travers l'ouverture ou la création de nouvelles spéciali-

tés ou des masters pour un enseignement de qualité. Ces performances recherchées seront donc d'un apport considérable pour relever le défi dans tous les domaines de l'architecture comme la restauration, l'urbanisation et la construction, entre autres. Grâce à cette vision futuriste, une stratégie s'appuyant sur des compétences dont certaines viennent d'outre-mer est donc mise en place pour enrichir ce carrefour d'échanges d'expérience et contribuer aux différents projets de relance économique. L'association dont le siège se trouve à l'université des sciences et des technologies Mohamed-Boudiaf, USTO, envisage de créer également une revue nationale d'architecture et d'urbanisme en Algérie, un support pédagogique qui sera diffusé à partir du premier trimestre 2016, a noté le président ajoutant qu'un comité scientifique international composé d'architectes algériens de renom résidant à l'étranger et d'autres nationaux a été créé pour la conception de cette revue et le traitement des thèmes qui seront abordés. Tout en souhaitant être concertés et en affichant la volonté d'adhérer aux réflexions engagées par les pouvoirs publics autour des grands projets, M. Mebarki a saisi l'occasion pour saluer l'aide apportée par le ministère de l'Intérieur et de la rectrice de l'université de l'USTO pour la réussite de ce projet. Un riche programme englobant des rencontres, des colloques et des ateliers figure dans le plan d'action de cette association nationale. Les membres fondateurs prévoient d'organiser le 17 décembre prochain une journée d'étude sur les œuvres des architectes avec six communications ayant trait aux différentes réalisations faites dans plusieurs villes du pays. Un congrès international coïncidant avec la création de l'association sera également organisé le 15 avril prochain.

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

AÏT AMRANE Jijiga, 94 ans, El-Derb
NAMAR Fatima, 75 ans, Petit Lac
RAGAZ Houari, 55 ans, Petit Lac
MISSOUM Ahmed, 72 ans, Arzew

Horaires des prières pour Oran et ses environs

03 safar 1437

El Fedjr
06h10

Dohr
12h48

Assar
15h37

Maghreb
18h00

Icha
19h21



EL-BAYADH**La télé-médecine pour les malades des communes enclavées****Hadj Mostefaoui**

Appliquant au mot et à la lettre les dernières orientations de son ministère de tutelle, la direction de la santé et de la population de la wilaya d'El-Bayadh n'a pas cessé de multiplier les appels du pied et les clin d'œil, dans tous les sens, à l'adresse cette fois-ci des différents CHU du territoire national et ceci pour profiter de l'assistance et du concours des médecins et spécialistes du service public. La réponse ne s'est pas fait attendre et l'appel, qui n'est point tombé dans l'oreille d'un sourd, a reçu un écho favorable de la part des médecins de la capitale des Zianides, en l'occurrence le CHU de la wilaya de Tlemcen et de l'EHPH d'El-Attaf. Message reçu cinq sur cinq par l'ensemble des médecins exerçant dans les cabinets médicaux du service public. Ces derniers n'ont pas hésité un seul instant à voler au secours des malades de la région des Hauts Plateaux et ceci dans le cadre du jumelage entre les établissements hospitaliers. Une formule qui a fait ses preuves dans un passé récent et qui a donné des résultats plus qu'encourageants. L'on a assisté, ce week-end dernier, au débarquement aux chefs-lieux des daïrati de Brezina et d'El-Abiodh Sid Cheikh de plus d'une quinzaine de blouses blanches accompagnées d'ingénieurs informaticiens, spécialisés dans la télé-consultation des malades (Système dit Skype), et la mise à jour, à distance, des fichiers des malades. Une prouesse technologique réalisée et mise en œuvre par de jeunes professionnels du corps médical, sous la houlette de l'inlassable et talentueuse Mme Hayat BOUARICHA, médecin spécialiste et S/Directrice, chargée des activités médicales au CHU de Tlemcen.

Il y avait foule devant l'établissement de santé de proximité de Brezina qui a été pris d'assaut, aux toutes premières heures de la matinée de ce jeudi dernier, par des

personnes de tous âges parmi les plus démunies de la population locale, affaiblies par des maladies parfois incurables, venues profiter des consultations et des soins auprès des médecins composant la mission médicale dont 01 endocrinologues, 03 ORL, 03 dermatologues et 02 cardiologues en sus de deux neurologues et d'ingénieurs informaticiens chargés de la mise à jour des dossiers et fichiers des malades, des billets de salle, car cette nouvelle technique, dite télé-médecine, une première en son genre et une prouesse technologique, permet au patient d'être consulté à distance par un médecin spécialisé en la matière, installé au CHU de Tlemcen, plus particulièrement en ce qui concerne les cas qui nécessitent une intervention chirurgicale urgente et très délicate. Au titre des six derniers mois seulement, pas moins de 1229 consultations de ce type ont été effectuées sous cette formule par cette équipe, suivies de 05 interventions chirurgicales réussies par le biais du jumelage, ce qui a permis à la DSP de la wilaya d'El-Bayadh de combler sans difficulté aucune le déficit criard en médecins spécialistes enregistré à travers les différentes structures hospitalières de la wilaya et de soulager, un tant soit peu, une frange de la population parmi les plus démunies des Hauts Plateaux, et tout le mérite revient incontestablement à ces médecins et spécialistes dévoués, ainsi qu'au directeur de cet établissement de santé de proximité, qui du haut de ses deux béquilles qui le soutenaient difficilement, suivait pas à pas les membres de cette mission médicale dont l'ensemble des membres n'a connu aucun moment de répit, lors de cette sortie, en effectuant sa noble mission d'aide et d'assistance sans même prendre le temps de souffler un peu durant toute la matinée de cette journée.

De son côté, la direction de la santé et de la population de la wilaya d'El-Bayadh a dû mettre

les bouchées doubles en mobilisant l'ensemble de ses moyens humains et matériels qui ont été mis à la disposition de cette mission médicale. Le bilan de cette journée de consultations et de soins, soit plus de 300 consultations enregistrées, a été plus que surprenant et le large sourire affiché par ces centaines de patients que nous avons croisés dans les couloirs l'hôpital de Brezina en dit long. L'on a su, de la bouche même du DSP de la wilaya d'El-Bayadh, qu'une seconde opération similaire de jumelage entre l'hôpital d'El-Abiodh Sid Cheikh et l'établissement « mère et enfant » de la wilaya de Tlemcen sera mise en œuvre très prochainement. En effet, il s'agit de séances de consultations et de suivi, dès les trois premiers mois de la grossesse, des femmes enceintes, dans les domaines de la gynécologie obstétrique et celle dite mioma. En début de soirée, nous nous sommes rendus au chef-lieu de la daïra d'El-Abiodh Sid Cheikh, distante de 90 km de celui de Brezina, à la rencontre d'une seconde mission, composée de 03 ORL volontaires issus de l'hôpital d'El-Attaf, venue dans ce même cadre, prêter main forte à leurs confrères de la capitale des Ouled Sid Cheikh. Cette mission s'est distinguée par le passé par la consultation et le traitement de quelque 86 cas en ORL, qui viennent s'ajouter aux 76 déjà effectués durant les trois mois précédents de cette année en cours. Un accueil des plus cordiaux et des plus fraternels, empreint de convivialité, a été réservé aux membres de cette mission médicale par le directeur de l'établissement public de santé de proximité d'El-Abiodh, lequel s'est coupé en quatre pour leur assurer toutes les conditions favorables qu'exigent leur noble mission durant leur court séjour qui s'achèvera le samedi suivant en fin de soirée, après une série de consultations et d'interventions chirurgicales prévues pour plus de 200 patients inscrits sur la liste.

TLEMCEN**Menace de grève chez les sages-femmes de l'EHS****Khaled Boumediene**

Un vent de révolte souffle sur l'établissement hospitalier spécialisé (EHS) de Tlemcen où il semble bien que des sages-femmes et des médecins du complexe « mère et enfant » aient entamé un bras de fer avec leur chef de service. Après l'annulation de leur sit-in en date du 17 mars 2015, les blouses blanches semblent déterminées à observer un rassemblement devant la cour de cet établissement, le 17 du mois courant. Selon le communiqué signé par la section syndicale des sages-femmes, la section syndicale des agents d'anesthésie et de réanimation de la maternité, et la section syndicale des travailleurs de l'établissement hospitalier spécialisé, dont une copie est en notre possession, cette action a été décidée pour dénoncer « le harcèlement et les menaces que profère le chef de service de la maternité à l'égard de tout le personnel de l'EHS et notamment à l'égard du se-

crétaire de la section syndicale UGTA de la maternité ». Selon la responsable des sages-femmes, Leila Abbou, « Le recours au sit-in demeure l'unique moyen pour faire cesser la conduite vexatoire de ce chef de service qui porte atteinte à la dignité et à l'intégrité psychologique du personnel de la maternité qui travaille dans un milieu malsain et néfaste, ce qui se répercute sur les accouchements et les urgences obstétriques. Nous voulons à travers ce sit-in sensibiliser les pouvoirs publics sur les agissements néfastes de ce responsable qui ne cesse de semer la zizanie et la division au sein de notre établissement. Cela devient insupportable, il faut qu'on arrête ces humiliations et harcèlements, car les sages-femmes ont besoin du respect et de l'estime pour veiller à l'accouchement et à la surveillance pré et post natale de la maman et de son bébé. On ne va pas s'arrêter là, nous allons observer une grève illimitée jusqu'à l'aboutissement de nos revendications légitimes, après le sit-in ».

TLEMCEN**Des directives pour rationaliser les œuvres universitaires****Khaled Boumediene**

Le directeur général de l'office national des œuvres universitaires (ONOU), Boudraâ Abdelhak, s'alarme des dépenses incontrôlées survenues dans la gestion et l'exploitation des restaurants universitaires et sonne la mobilisation pour une meilleure rationalisation des activités scientifiques, culturelles et sportives, services d'hébergement, restauration et de transport. Intervenant lors de la rencontre régionale des directeurs des œuvres universitaires des 22 wilayas de l'Ouest, portant sur l'évaluation de la rentrée universitaire 2015-2016, tenue jeudi dernier à la salle des conférences de la faculté de médecine « Dr Benaouda Benzerdjeb », le DG de l'ONOU trouve inadmissible que des tonnes de nourriture non consommées par les étudiants soient jetées dans les poubelles et autres décharges à cause du mauvais choix des menus et des nourritures servies abusivement aux étudiants, en estimant que si les budgets alloués par l'Etat permettent aux DOU de prendre en charge sereinement la restauration des étudiants, cela ne doit pas justifier, pour autant, le gaspillage et les dépenses inutiles de nourritures. « Il faut impliquer s'il le faut les étudiants dans l'élaboration des menus pour éviter le gaspillage qui alourdit les dépenses d'achat de nourritures. La qualité des plats servis à nos étudiants ne doit en aucun cas être menacée. Il faut tout mettre en œuvre afin que les marchés, dans le domaine de la restauration, soient octroyés à des

structures expérimentées et soucieuses de la qualité des mets. Il faut aussi rationaliser le budget alloué à la restauration et assurer une meilleure gestion des moyens matériels, humains et financiers. Le temps du gaspillage des quantités de lentilles et de pâtes est révolu dans les restaurants universitaires ! », a notamment souligné Boudraâ Abdelhak devant les directeurs des œuvres universitaires. Le directeur général de l'ONOU a dans ce contexte invité les DOU présents à cette rencontre, tenue en présence du directeur central chargé de l'amélioration de la vie de l'étudiant, Bellifa Boumediene, à fournir davantage d'efforts afin de veiller à l'amélioration des conditions de vie de l'étudiant à l'intérieur de la résidence universitaire, promouvoir les activités scientifiques, culturelles, sportives et de loisirs, assurer hygiène et sécurité des étudiants, accueillir et orienter les nouveaux bacheliers, bien gérer les bourses, et élaborer un plan adéquat de transport des résidences universitaires et le bon suivi de son exécution. Lors du débat, les intervenants ont surtout fait le point sur les conditions de vie des étudiants dans les différentes résidences universitaires et autres centres d'accueil pour étudiants et ce, à la lumière des bilans faits en marge de la nouvelle rentrée universitaire 2015-2016. A noter que l'université « Abou Bekr Belkaid » de Tlemcen compte à elle seule quelque 50.000 étudiants dont 22.000 sont hébergés dans des résidences universitaires de Mansourah, Tlemcen et Chetouane.

OULHACA**A quand une décharge publique contrôlée ?****Mohamed Bensafi**

Un centre d'enfouissement technique, qu'on appelle communément décharge publique contrôlée, sera-t-il réalisé un jour sur le territoire de la commune d'Oulhaca, du moins à proximité ? Présentement, la question tarau-de bon nombre d'habitants de cette localité. La volonté des pouvoirs publics pour le projet existe, le site pour abriter ce lieu de déchargement des ordures aussi, mais il se trouve qu'il y a un grand retard dans le lancement des travaux de peur d'imaginer que le projet soit tué dans l'œuf. Pourtant encore, l'une des préoccupations pressantes de l'APC d'Oulhaca, notamment pendant les moments de grandes chaleurs, propices à la propagation de maladies et autres odeurs pestilentielles, est de se doter d'une décharge à proximité et procéder, par la même occasion, au ramassage d'ordures d'une manière routinière à même de freiner le pullulement d'immondices qui ne cessent d'envahir les villa-



ges éparses de la commune au nombre de 43. Pour s'acquitter de cette mission et résoudre ce problème, les services communaux d'Oulhaca sont aujourd'hui dans l'obligation d'envoyer leurs camions de ramassage des ordures ménagères « vider » leurs chargements jusqu'au centre d'enfouissement technique de Sidi-Safi, distant de 35 km du chef-lieu de la commune, Souk-El-Tennine. Cette adaptation coûte annuellement à la commune des dé-

penses allant jusqu'à 400 millions de dts pour un budget de fonctionnement très limité. La commune de Sidi-Ouriache, qui n'est qu'à quelques bornes de sa voisine, se soulagerait aussi des mêmes tracasseries si un CET intercommunal venait à être ouvert dans les parages. Pour en savoir plus sur l'existence d'un tel projet commun, notre journal a tenté, ce samedi, de joindre par téléphone un représentant de chacune des 02 municipalités mais en vain.

TÉNÈS

73 harraga interceptés depuis le début de l'année

173 infractions liées à la pêche ont été enregistrées par la station maritime de Ténès depuis le début de l'année en cours jusqu'à la fin du mois d'octobre dernier, a-t-on appris de source fiable.

Bencherki Otsmane

Il s'agit en fait d'infractions en relation avec la pêche en zone interdite, de poisson n'ayant pas la taille marchande ou l'utilisation de moyens de pêche non conventionnels. Quant aux infractions liées à la navigation maritime, notre source fait état de 87 affaires traitées par les services maritimes puis transmises à la justice. Cela concerne des pêcheurs sans fascicules ; de moyens de sécurité à bord des embarcations (petits-métiers, sardiniers ou chalutiers) faisant défaut et quelquefois la pêche en zone de mouillage. Par ailleurs, de par ses activités comme gendarme de la mer, les gardes-côtes qui ont un rayon d'action de 120 km de côte ont relevé deux cas de pollution. Il s'agit généralement de patrons de pêcheurs qui ne prennent pas assez de pré-

cautions pour vidanger leurs moteurs et par conséquent polluent la mer par les huiles usagées. Une autre mission dévolue aux gardes-côtes, celle d'intercepter toute embarcation en mer n'ayant aucun document ni autorisation. Il s'agit en fait de harraga. Au total, durant la période sus-citée, les gardes-côtes ont intercepté 7 embarcations ayant à leurs bords 73 personnes dont la moyenne d'âge oscille entre 20 et 30 ans. Généralement ces candidats à l'immigration clandestine sont auditionnés par les services de la station maritime puis remis à la justice. Des peines de prison ferme (6 mois) sont prononcées à l'encontre des récidivistes, note notre source. Quant à ceux qui sont appréhendés pour la première fois, une amende de 2 millions de centimes leur est infligée. A souligner que comparativement à 2014 où les gardes-

côtes ont intercepté 31 harraga qui tentaient de rallier les côtes espagnoles, on peut dire qu'il y a une recrudescence du phénomène car leur nombre a plus que doublé au cours de cette année. Par ailleurs, concernant les agressions du domaine public maritime national, les services de la station maritime de Ténès ont relevé une infraction concernant une construction illicite d'une digue pour un abri à la plage est de Traighnia (à environ une dizaine de km à l'est de Ténès) avec utilisation du matériel du site (enrochements et tout venant de mer).

Le mis en cause dans cette affaire risque, selon le code pénal maritime, entre 6 mois et une année de prison en plus d'une amende allant de 100 à 500 mille dinars conformément à l'article 43 de la loi 02/02 du 5/02/2002 portant protection et valorisation du littoral.

MOSTAGANEM

Réouverture de la ligne ferroviaire vers Mohammadia



La ligne ferroviaire de transport de voyageurs reliant Mostaganem à Mohammadia (Mascara) a été rouverte jeudi après 20 années de fermeture, a-t-on constaté. Les walis de Mostaganem et de Mascara, Temmar Abdelwahid et Salah El Affani, ont présidé la mise en service de cette ligne s'étendant sur 45 kilomètres en prenant part à un voyage inaugural expérimental qui a duré 1 heure 15 minutes. Les walis de Mostaganem et de Mascara ont déclaré, en marge de la cérémonie de réouverture de la ligne Mostaganem-Mohammadia fermée depuis le 26 décembre 1996, que cette opération inscrite dans le cadre du renforcement du réseau de transport inter-wilayas contribue au désenclavement de zones éloignées, à la facilitation des déplacements des citoyens et des universitaires et à la relance du développement économique dans les deux wilayas.

Ce train, qui disposera en première étape de trois wagons, devra assurer le transport de 450 voyageurs par jour passant par neuf stations. Ce nombre sera revu à la hausse progressivement à 22.000 passagers/

jour, a-t-on appris à cette occasion. Le directeur régional du transport ferroviaire de l'Oranie, Mourad Dib, a annoncé que l'exploitation commerciale de cette ligne, qui fait l'objet d'étude, est prévue à partir de l'année prochaine, soulignant que trois rotations aller et retour seront programmées en attendant la fixation de leurs horaires en fonction de la navette Oran-Alger.

La tarification d'un aller ou retour Mostaganem-Mohammadia est fixée à 65 DA avec possibilité de réduction à l'avenir, a-t-il ajouté. Le responsable a indiqué, d'autre part, qu'une étude de mise à niveau de l'ancienne gare ferroviaire de Mostaganem est en cours, en coordination avec l'entreprise chargée de la réalisation du tramway de Mostaganem, en vue de conférer une esthétique à la ville. Le directeur régional du transport ferroviaire de l'Oranie a annoncé, en outre, qu'une étude d'un projet de ligne touristique ferroviaire de la ville de Mostaganem est en cours, sur instruction du wali, partant du caractère touristique de la région en vue d'attirer visiteurs et touristes.

TIARET

20 ans de réclusion criminelle pour homicide

El-Houari Dirmi

Un homme, gérant d'une entreprise privée, a été condamné mardi par le tribunal criminel de Tiaret à 20 ans de réclusion criminelle pour homicide, dans une affaire inscrite au rôle complémentaire de la troisième session criminelle. Les faits remontent au 28

octobre de l'année 2006 quand le corps de la victime, un voisin de l'assassin, a été retrouvé sans vie par les gendarmes à Tissemsilt d'où les deux personnes sont originaires. L'enquête de la gendarmerie permettra de découvrir que la victime et son tueur avaient eu la veille une dispute autour d'une beuverie qui a mal tourné. Les tra-

ces de sang retrouvées dans son véhicule, et les analyses ADN finiront par confondre l'assassin. Le représentant du ministère public a requis la perpétuité pour homicide volontaire avec préméditation et guet-apens. Après les délibérations, le tribunal a condamné le mis en cause à 20 ans de réclusion criminelle.

RELIZANE

Les contentieux juridiques dans les assurances en débat

Mahi Ahmed

Une journée d'étude sur les contentieux juridiques dans le domaine des assurances traitant les voies et procédés pour le remboursement des assurés, des victimes et ayants droit et les difficultés rencontrées par les sociétés d'assurance a été organisée, jeudi dernier, par la cour de justice de Relizane et la direction régionale de la SAA avec la participation des cours de Tiaret, Chlef, Aïn Defla et Mascara, en présence d'un nombre important de juges, d'avocats, d'huissiers, des cadres de la SAA et de plusieurs invités.

Cette rencontre qui s'est tenue dans la salle des conférences de la cour de Relizane entre dans le

cadre du planning du ministère de tutelle qui accorde une importance particulière à la formation des juges, dira M. Mohamed Hammouche, président de la cour de Relizane, en ouverture des travaux de cette journée, notamment le traitement des affaires enregistrées devant la justice relatives aux contrats d'assurance sur les catastrophes naturelles et les remboursements qui en découlent. Ceci nécessite une coordination et une conjugaison des efforts entre la justice et la SAA pour la protection des droits des assurés. Dans ce contexte, deux exposés ont été présentés au cours des travaux de cette journée d'étude. Le premier présenté par M. Khelifi Mustapha, juge au tribunal de Relizane, avait

pour thème «les caractéristiques du contrat d'assurance par rapport à d'autres contrats» durant lequel le conférencier est revenu sur les différentes définitions de ce type de contrat avant de s'étaler sur les spécificités de ce contrat et ses principes généraux, entre autres l'obligation du respect des clauses par l'assureur et l'assuré. La seconde intervention a été l'œuvre du juge Nadji Nabil, président du service du foncier au tribunal d'Oued R'hiau, ayant trait aux «effets du contrat d'assurance» où il a été question particulièrement du paiement du montant d'assurance dans les délais convenus entre les deux parties, la déclaration du changement du risque ou son aggravation et le respect des clauses.

L'EPH Mohamed-Boudiaf fait son bilan

Mahi Ahmed

En dépit de certaines carences et un manque en personnel paramédical et en médecins spécialistes, notamment un radiologue pour l'interprétation des scanners passés aux patients, de gynécologues, d'ORL et d'urologues, la direction de l'EPH Mohamed-Boudiaf de Relizane s'efforce à atténuer les difficultés et servir de façon acceptable les citoyens qui le fréquentent en quête de prestations sanitaires. Les statistiques établies pour les dix mois de l'année en cours font res-

sortir 34.089 entrées de malades et 42.935 journées d'hospitalisation pour un taux d'occupation de 51% des 278 lits que compte l'EPH. Les consultations spécialisées ont atteint le chiffre de 36.697 et 124.457 analyses médicales ont été effectuées. Par ailleurs, le service de radiologie a passé 47.793 radios normales et 2869 scanners.

Le service de chirurgie a procédé à 2445 interventions chirurgicales durant cette même période. Quant à la maternité, il a été constaté le flux important des parturientes qui sont accueillies

quotidiennement et dont certains arrivent des zones les plus reculées de la wilaya.

Néanmoins, en l'absence de gynécologues, les cas difficiles nécessitant une césarienne sont évacués vers les hôpitaux d'Oran mais cela n'a pas empêché les responsables de rappeler des gynécologues privés, perquisitionnés à cet effet. Ce qui a permis de réaliser 502 accouchements par césarienne. A signaler enfin que le nombre des séances d'hémodialyse effectuées aux insuffisants rénaux est de l'ordre de 12.120 séances.

ADRAR

Plus de 3.500 sites archéologiques mis au jour au parc culturel

Plus de 3.500 sites archéologiques ont été mis au jour à travers le vaste territoire couvert par le parc culturel Touat-Gourara-Tidikelt, d'une superficie de 38.740 km², a-t-on appris du directeur du parc, Mohamed Hamoudi. Ce parc revêt, à l'instar des cinq autres parcs culturels que compte le pays, une «grande» importance dans la préservation du patrimoine culturel de la région. Le système d'irrigation traditionnel, connu sous le nom de foggara, et l'architecture en terre, en constituent les principales composantes, a souligné le responsable.

Pour M. Hamoudi, la mise au jour de ces sites, en coordination avec le centre national de recherche en archéologie (CNRA), qui n'en est qu'au début et qui ne concerne encore qu'une infime zone géographique du plateau de Tadmaït et la zone de Sali au sud de la wilaya d'Adrar, a permis d'apporter des informations sur une présence de l'homme préhistorique dans la région, à travers la découverte de nécropoles et de restes fossiles remontant à la nuit des temps.

Des découvertes nécessitent un approfondissement des études archéologiques et sociologiques avant de faire l'objet de publications, a-t-il ajouté. La spécificité géographique de ce parc, une zone de sable que les vents déplacent continuellement, rend difficile le recensement exhaustif et la localisation précise des sites archéologiques, notamment les vestiges de ksour inhabités, dont le nombre dépasse les 400.

Sans parler des études sociologiques et archéologiques les concernant, a estimé le responsable. M. Hamoudi affirme, par ailleurs, que la législation algérienne en vigueur afférente aux questions archéologiques a contribué de façon efficiente à la préservation du patrimoine naturel et culturel algérien, surtout avec l'activité des sociétés d'exploration opérant dans la région, et que l'immensité du territoire de la région exige des connaissances scientifiques avancées et des moyens techniques pour repérer les sites datant de l'ère préhistorique et qui très souvent ne sont pas visibles.

SAN FRANCISCO – L'un des objectifs fondamentaux de tout gouvernement consiste à développer l'importance des biens publics. Mais lorsqu'elle n'est pas menée correctement, cette poursuite d'objectifs sociaux majeurs peut produire des conséquences malheureuses sur le plan économique et financier, voire engendrer des perturbations systémiques potentiellement défavorables au-delà même de ces objectifs.

La bulle éducative américaine



PAR MOHAMED A. EL-ERIAN

*Conseiller économique en chef d'Allianz, et membre du Comité exécutif international de la société **

C'est ce qui s'est produit il y a une dizaine d'années aux États-Unis, dans le cadre d'un effort visant à étendre l'accès à la propriété immobilière. Ce phénomène s'est également observé plus récemment en Chine, à l'issue d'une initiative en faveur de l'élargissement de la participation au marché des actions. Et le scénario pourrait bientôt se reproduire aux États-Unis, cette fois dans le cadre d'une démarche destinée à améliorer l'accès au financement des études supérieures.

Dans le premier cas évoqué, le gouvernement américain avait activement soutenu les efforts censés rendre les prêts immobiliers plus accessibles et moins coûteux, y compris via la création de toutes sortes d'instruments de prêt dits « exotiques ». Cette approche a bel et bien fonctionné, et même un peu trop. L'explosion d'une demande permise par l'endettement est venue pousser les prix de l'immobilier à la hausse, la volonté nouvelle des banques de prêter en masse ayant conduit certains à s'offrir une maison qu'ils ne pouvaient se permettre. L'éclatement de la bulle ainsi créée – cause majeure de la crise financière mondiale de 2008 – a failli plonger l'ensemble de l'économie mondiale dans une dépression de plusieurs années.

Dans le cas de la Chine, le gouvernement espérait qu'une plus large participation au marché boursier – via des efforts d'augmentation du cours des actions et de promotion des prêts visant l'investissement – conduirait les citoyens à faire preuve de davantage d'ouverture vis-à-vis des réformes pro-marché. Ici encore, la démarche s'est révélée trop efficace, aboutissant à la formation d'une bulle. Aujourd'hui, le gouvernement s'efforce de contrer le risque d'un désendettement chaotique, qui viendrait endommager l'économie chinoise et produire d'importants effets domino pour le reste du monde.

L'actuelle démarche américaine consistant à étendre l'accès aux prêts étudiants – initiative fondamentalement judicieuse, et censée permettre à davantage de personnes de suivre des études supérieures – soulève un certain nombre de risques similaires. Fort heureusement, il est encore temps d'agir face à ces risques potentiels.

Nul ne conteste combien l'investissement dans l'éducation est indispensable. De nombreuses études ont démontré tous les avantages découlant d'un tel investissement, que ce soit pour les individus ou la société. De plus hauts niveaux de réussite dans les études sont synonyme de plus grande prospérité, de bien-être accru, d'une moindre pression liée aux retraites, ainsi que d'une meilleure satisfaction et mobilité sociale. Le taux de chômage des diplômés de l'université

aux États-Unis, qui atteint 2,5 %, correspond à environ un tiers du taux intéressant les non titulaires de l'équivalent du baccalauréat.

Il incombe cependant aux dirigeants politiques de déterminer la mesure dans laquelle investir pour l'éducation, de manière à maximiser les avantages sans pour autant créer des risques nouveaux. Et c'est ici que l'Amérique pourrait bien faillir.

Au cours des dix dernières années, une situation alliant frais de scolarité plus coûteux, plus grand nombre d'étudiants inscrits, et plus fort recours aux prêts, a conduit à presque tripler le stock de dette étudiante existante. Cette dette représente désormais plus de 1 200 milliards \$, contractée pour plus de 60 % par le quartile inférieur des ménages (ceux dont le patrimoine net ne dépasse pas 8 500 \$).

Aujourd'hui, sur dix étudiants au-delà du secondaire, sept finissent leurs études endettés, pour un volume total supérieur à celui de la dette issue à la fois des cartes de crédit et des prêts automobiles. En outre, les prêts étudiants représentent 45 % des actifs financiers détenus au niveau fédéral.

Aggravant davantage la situation, le retour sur investissement en matière d'éducation est en baisse, en raison d'une économie à la croissance lente et aux changements rapides, ce qui complique la possibilité pour certains diplômés de décrocher un emploi qui exploite pleinement leurs connaissances et compétences. Bien souvent, les universités n'adaptent pas suffisamment rapidement leurs programmes aux besoins de l'économie, tandis que les nouvelles technologies et modèles d'entreprise exacerbent le phénomène du gagnant qui rafle la mise.

Si le retour sur investissement en matière d'éducation continue de décliner, le remboursement des prêts étudiants aura tendance à évincer d'autres dépenses de consommation et d'investissement, d'autant plus que la dette étudiante présente un degré de séniorité considérable dans la structure du capital. Dans cette hypothèse, les risques de défaut de remboursement s'accroîtraient, en parallèle d'une insécurité financière et d'une instabilité généralisée, le tout exacerbant le trio des inégalités (revenus, patrimoine et opportunités).

Bonne nouvelle cependant, bien qu'environ 10 % des emprunteurs connaissent d'ores et déjà des difficultés de remboursement, les points de non retour macroéconomiques et financiers demeurent lointains. Ceci ne doit pas pour autant justifier la suffisance, cette marge conférant simplement une opportunité d'efforts concertés visant à mettre en œuvre des mesures permettant de contrer les tendances destructrices liées aux prêts étudiants.

Il incombe avant tout aux dirigeants américains d'endosser la pleine responsabilité de la gouvernance économique, en s'efforçant non seulement de dynamiser la croissance, mais également d'éviter l'érosion du potentiel de croissance à long terme. Après avoir recouru pendant bien trop longtemps à une politique monétaire non conventionnelle, le Congrès américain doit dé-

sormais adopter une approche plus globale, via des mesures consistant à améliorer la formation et le bagage des travailleurs, à moderniser les curriculums en matière d'éducation, ainsi qu'à incorporer plus efficacement dans l'économie les technologies transformatrices. Accroissement des investissements en infrastructures, amélioration des politiques de fiscalité des entreprises, et mise à jour de l'approche budgétaire sont également nécessaires.

De leur côté, il appartient aux universités – qui ont considérablement tiré parti de l'importante disponibilité des prêts étudiants – de maîtriser leurs coûts tout en proposant une aide financière plus directe et basée sur un cadre humaniste. Un certain nombre d'universités recourt d'ores et déjà à des politiques « sans prêt », répondant entièrement aux besoins financiers avérés des étudiants au moyen d'octrois consentis par l'université et certains donateurs. Il n'est pas nécessaire que toutes les universités aillent aussi loin – et la plupart ne sont pas en capacité de le faire, dans la mesure où elles ne disposent pas de dotations suffisantes pour couvrir leurs coûts. Il est toutefois important que s'opère une avancée plus large en direction d'études supérieures financées par d'autres moyens que l'endettement.

Il serait également judicieux d'encourager les ménages à épargner davantage, et plus précocement, en vue de l'éducation. Il s'agirait par ailleurs de rendre plus transparentes les modalités des prêts étudiants, afin que les principaux intéressés puissent prendre des décisions responsables, tandis que les établissements à moindres coûts et sur deux ans dits « community colleges » pourraient servir de tremplin utile vers les traditionnelles études à l'université. Enfin, il serait possible d'accomplir davantage pour développer des plans de remboursement tenant compte des revenus.

Aucune de ces mesures ne sera facile à entreprendre. Pour autant, si les actes demeurent à la traîne par rapport aux réalités du terrain, les défis futurs s'en trouveront considérablement accentués. À l'heure où le poids croissant de la dette des emprunteurs limite leur souplesse financière et la productivité de leur contribution à l'économie, la démarche politique risque de passer de la limitation des risques futurs à la réduction de l'endettement directement au moyen de renflouements et autres radiations des prêts. Une telle évolution soulèverait d'importantes problématiques d'équité et de mauvais alignement des mécanismes incitatifs, et risquerait en fin de compte d'engendrer l'effet pervers d'une restriction de l'accès aux études.

Traduit de l'anglais par Martin Morel

*** Il est également à la tête du Conseil présidentiel sur le développement global auprès de Barack Obama, et récemment auteur d'un ouvrage intitulé *When Markets Collide*.**



Le secteur bancaire traditionnel est-il indestructible ?

NEW YORK – De nos jours, rares sont les secteurs d'activité qui ne risquent pas d'être bouleversés par la technologie numérique. Amazon, après avoir balayé les librairies, assiège à présent le reste du secteur de la vente au détail. Dans les transports, Uber distance les compagnies de taxis traditionnelles, alors qu'Airbnb sape les fondations du secteur de l'hôtellerie. Dans le même temps, les smartphones sont en train de transformer la façon dont nous communiquons et révolutionnent la façon dont nous découvrons et devenons clients des entreprises.

quotidien à un portefeuille d'investissement pré-sélectionné, font des incursions rapides sur un marché très concurrentiel.

Acorns, lancé en 2014, contrôle déjà plus de 650 000 comptes de placement. Cette société, ainsi que d'autres du même genre, ne pénètrent pas seulement le marché : les processus simplifiés de placement et d'épargne qu'elles proposent sont en train de l'étendre et de le transformer. D'après une recherche menée par l'agence de publicité numérique Fractl, environ 85% de la «génération Y» place une fraction de son salaire : un pourcentage plus élevé que chez leurs prédécesseurs. Les prêts sont également transformés par la technologie. Les financements participatifs et de pair-à-pair à des systèmes de prêt donnent l'occasion à des emprunteurs d'éviter plusieurs obstacles inhérents aux opérations bancaires traditionnelles : à savoir, dans certains cas, les exigences en matière de garantie et les cotes de solvabilité.

Selon le cabinet spécialisé en recherches Mas-solution, le marché du financement participatif a augmenté de façon exponentielle, de 880 millions de dollars en 2010 à 16,2 milliards de dollars en 2014. Les volumes mondiaux du financement participatif devraient doubler cette année et dépasser les 34 milliards de dollars. En 2016, le financement participatif devrait fournir plus de fonds que le capital-risque traditionnel.

Même les services financiers traditionnellement caractérisés par la relation directe avec les clients, comme les services bancaires d'investissements, ont été touchés. Lorsque Google a effectué sa première offre publique en 2004, cette société a choisi de contourner le secteur des services bancaires d'investissement, qui garantissait traditionnellement le processus d'introduction en bourse. Au lieu de cela, la société a opté pour une vente aux enchères électronique à laquelle tout le monde pouvait participer. D'autres entreprises, comme le cabinet spécialisé en recherches financières Morningstar, lui ont emboîté le pas. Bien que ces tentatives de révolutionner les marchés du capital-risque doivent encore assoier leur popularité, leur existence même est la preuve des possibilités de perturbations dans ce secteur.

Mais il serait prématuré de conclure que la banque traditionnelle a cédé face à de nouvelles plates-formes financières. De nombreux nouveaux arrivants ont bénéficié d'avantages qui auraient été difficiles à maintenir, s'il avait fallu les proportionner en taille et en importance.

L'activité bancaire traditionnelle est soumise à une surveillance intense et les règlements sont devenus encore plus onéreux ces dernières années, lorsque les autorités réglementaires ont réagi à la crise financière mondiale de 2008 en renforçant les règles sur les ratios de levier financier et les exigences en matière de connaissance de la

clientèle. De nombreux arrivistes dans le secteur ont trouvé un avantage concurrentiel en évitant les seuils au-delà desquels ils seraient soumis aux lourds contrôles réglementaires et aux conditions de normalisation.

Cela impose une contrainte considérable sur la taille et le type de transactions financières que ces nouvelles entreprises peuvent proposer. En évitant les services qui pourraient attirer l'examen des autorités financières, les start-ups numériques font face à une limite naturelle de la taille de leur marché. En effet, cette disposition, bien qu'officieuse, peut être considérée comme un moyen pour les organismes de réglementation de gérer le risque systémique posé par les nouveaux entrants.

À mesure de l'évolution de la révolution numérique, une grande partie du domaine financier sur lequel les entreprises technologiques font de profondes incursions va tomber sous le coup plus acéré de la réglementation. Cela va favoriser les acteurs bien implantés. En conséquence, l'assaut de la révolution numérique sur le secteur bancaire traditionnel n'a rien d'accablant. Dans le secteur des finances, tout au moins, les sociétés technologiques ne doivent pas être considérées simplement comme une menace, mais comme source d'innovation qui va amplifier la productivité.

In'y a donc rien de surprenant si les entreprises bancaires et de services financiers ne sont plus à l'abri des immenses transformations opérées par les innovations technologiques. En effet, durant la dernière décennie, les start-ups numériques ont investi des domaines traditionnellement dominés par le secteur financier. Mais il y a des raisons de croire que le secteur de la finance va résister.

Aujourd'hui, on peut envoyer de l'argent d'un bout à l'autre d'un pays ou du monde, en appuyant simplement sur une appli, sans aucune interaction avec une entreprise traditionnelle de services financiers. Les envois de fonds des migrants, qui selon les estimations de la Banque mondiale vont s'élever à 586 milliards de dollars cette année, représentent une formidable opportunité de croissance pour les entreprises en concurrence avec les banques sur les opérations de transferts d'argent.

En attendant, les perturbateurs potentiels proposent des opportunités d'épargne et d'investissement : le cœur même des opérations traditionnelles des établissements bancaires. Des start-ups comme Acorns, une application qui attribue automatiquement une part des achats

Un système pour la résolution des crises des dettes d'Etat

NEW YORK – Tous les pays avancés disposent d'une législation sur les faillites, mais elle ne s'applique pas aux Etats débiteurs. Ce vide juridique n'est pas sans conséquence, comme on le voit dans le cas de la Grèce et de Porto Rico, car il peut aboutir à un effondrement économique.

PAR JOSEPH E. STIGLITZ* ET MARTIN GUZMAN**

* Professeur à l'université de Columbia à New York et économiste à l'Institut Roosevelt. Il est prix Nobel d'économie.

** Chercheur au département d'économie et de finance de la faculté de gestion de l'université de Columbia.¹

En septembre l'ONU a fait un grand pas en avant pour combler ce vide en adoptant 9 principes pour la restructuration des dettes souveraines : le droit des Etats à entamer une restructuration, leur immunité, le traitement équitable des créanciers, la règle majoritaire (avec l'exigence d'une très forte majorité), la transparence, l'impartialité, la légitimité, la durabilité et la bonne foi dans les négociations.

Ces principes constituent les bases d'une législation internationale efficace. Ils bénéficient d'un très large soutien, 136 pays ayant voté en leur faveur et seulement 6 contre (avec à leur tête les USA), ce qui traduit la reconnaissance quasi générale de la nécessité de résoudre en temps voulu les crises liées aux dettes souveraines. Mais l'étape suivante (un traité international créant un cadre juridique contraignant pour tous les pays) pourrait s'avérer beaucoup plus difficile.

De récents événements soulignent les énormes risques liés à l'absence d'une législation applicable à la restructuration des dettes souveraines. Ainsi la crise de la dette de Porto Rico ne peut être résolue, notamment parce que les tribunaux américains ont abrogé la loi de ce territoire en matière de faillite. Ils ont jugé que l'île étant de fait une colonie des USA, son gouvernement n'a pas autorité pour promulguer sa

propre législation. Dans le cas de l'Argentine, un tribunal de New-York a autorisé une petite minorité de «fonds vautours» à mettre en danger une restructuration approuvée par 92,4% des créanciers du pays. Dans le cas de la Grèce, c'est aussi en grande partie l'absence d'une législation internationale qui a permis à ses créanciers – la troïka constituée par la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le FMI – de lui imposer une politique qui lui a été néfaste.

Mais certaines organisations dotées de pouvoirs importants ne sont pas loin d'établir un cadre juridique international. L'Association internationale des marchés de capitaux (ICMA), soutenue par le FMI et par le Trésor américain, propose de modifier le vocabulaire des contrats de prêt. Le point clé de sa proposition consiste à améliorer les clauses d'action collective. Un processus de restructuration approuvé par une forte majorité de créanciers serait alors contraignant pour tous les autres.

Cela compliquerait sûrement la vie des fonds vautours, mais ce n'est pas une solution d'ensemble. Régler au plus fin les contrats de prêt ne résout pas des problèmes cruciaux. D'une certaine façon, cela pérennise les défauts du système actuel – voire même les aggrave.

Ainsi la proposition de l'ICMA laisse sans réponse la question de savoir comment résoudre un conflit lorsque des obligations sont émises dans des cadres juridiques différents et dépendent de juridictions différentes. Le droit des contrats est efficace lorsqu'il y a une seule classe d'obligations ; mais lorsqu'elles sont émises dans des juridictions différentes et en devises différentes, la proposition de l'ICMA ne résout pas le difficile problème de l'agrégation : comment pondérer le vote des différents requérants ?

Par ailleurs, la proposition de l'ICMA favorise une collusion entre les principaux centres financiers : pour activer les clauses d'action collective, seuls compteraient les votes des créanciers détenteurs d'obligations provenant d'un ensemble



limité de juridictions. Et cette proposition ne remédie pas à l'inégalité de traitement entre créanciers reconnus et créanciers de fait (les retraits et les travailleurs dont les débiteurs ont d'autres obligations prioritaires) qui n'auraient pas droit au chapitre quant à une restructuration.

Les 6 pays qui ont voté contre la résolution de l'ONU (les USA, le Canada, l'Allemagne, Israël, le Japon et le Royaume-Uni) disposent d'une législation sur les faillites, car ils estiment que les clauses d'action collective ne sont pas suffisantes. Pourtant ils ne veulent pas qu'une législation nationale s'applique au niveau international. Ils s'opposent notamment aux dispositions destinées à protéger les emprunteurs en position de faiblesse contre des créanciers puissants, prêts à abuser de leur pouvoir. C'est peut-être parce que ce sont tous d'importants pays créanciers qui ne veulent pas de limitation de leur pouvoir.

Les 9 principes de l'ONU ont été bafoués au cours des dernières décennies. En 2012 par exemple, la restructuration de la dette grecque n'a pas restauré la durabilité, puisqu'il a fallu procéder à une nouvelle restructuration seulement 3 ans plus tard. Le non-respect de l'immunité des Etats et du traitement équitable des créanciers est devenu quasiment la norme, comme l'a montré la décision du tribunal de New-York sur la dette de l'Argentine. Le marché des CDS (credit default swap) a entraîné une restructuration des dettes en l'absence de transparence, ce qui n'incite pas à négocier de bonne foi.

Il est paradoxal que des pays comme les USA soient réticents à adopter un cadre juridique international parce que cela entamerait leur souveraineté. La communauté internationale a reconnu comme principe fondamental le respect de l'immunité des Etats : il existe des limites que

les marchés – et les Etats – ne peuvent franchir.

Un gouvernement peut avoir la tentation d'abandonner cette immunité en échange de meilleures conditions de financement à court terme – avec un prix à payer bien plus important pour ses successeurs. Aucun gouvernement ne devrait avoir le droit de renoncer à l'immunité souveraine, de même que personne n'a le droit de se vendre comme esclave.

La restructuration des dettes n'est pas un jeu à somme nulle. Le cadre juridique d'une restructuration détermine non seulement la répartition des parts de gâteau entre les créanciers reconnus et entre ces derniers et les créanciers de fait, mais aussi la taille du gâteau. Les législations nationales sur les faillites ont évolué parce qu'il est contre-productif de mettre en prison un débiteur insolvable : un prisonnier ne peut pas rembourser ses dettes. De même, imposer des conditions abusives à un pays endetté aggrave sa situation : si son économie se retrouve en chute libre, il sera dans l'incapacité de rembourser.

Un système qui permet de résoudre les crises de dettes souveraines doit être fondé sur des principes tels que le gâteau soit le plus grand possible et qu'il soit partagé équitablement. La communauté internationale a adopté les principes voulus ; il reste à construire le système.

Traduit de l'anglais par Patrice Horovitz

1- Co-président de l'Initiative de Columbia en faveur d'un Groupe de travail sur la restructuration des dettes et faillites souveraines (Columbia Initiative for Policy Dialogue Taskforce on Debt Restructuring and Sovereign Bankruptcy). Il est également membre du Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale (CIGI).

AIR ALGÉRIE

Dimanche	
Vol	Départ
Oran - Alger	07h00
Oran - Alger	09h30
Oran - Alger	13h30
Oran - Alger	17h30
Oran - Alger	20h25
Oran - Adrar	09h00
Oran - Constantine	15h15
Oran - Tindouf	21h45
Alger - Oran	07h35
Alger - Oran	11h35
Alger - Oran	15h35
Alger - Oran	18h30
Alger - Oran	08h15
Adrar - Oran	12h10
Constantine - Oran	17h35
Tindouf (j+1) - Oran	00h45

Lundi	
Vol	Départ
Oran - Alger	07h00
Oran - Alger	09h30
Oran - Alger	13h30
Oran - Alger	17h30
Oran - Alger	15h35
Oran - Adrar	09h00
Oran - Annaba	15h15
Oran - Béchar	16h00
Oran - Constantine	18h10
Alger - Oran	07h35
Alger - Oran	21h35
Alger - Oran	15h35
Alger - Oran	12h00
Alger - Oran	14h05
Adrar - Oran	12h10
Annaba - Oran	17h50
Béchar - Oran	12h50
Constantine - Oran	15h35

INTERNATIONAL

Dimanche	
Vol	Départ
Oran - Paris-Orly	08h00
Oran - Barcelone	08h35
Oran - Marseille	09h00
Oran - Toulouse	10h05
Oran - Lyon	13h45
Oran - (Paris-CDG)	15h05
Oran - Alicante	15h35
Oran - Djeddah	17h50

Vol	Arrivée
Paris-Orly - Oran	13h50
Barcelone - Oran	12h05
Marseille - Oran	18h05
Toulouse - Oran	13h50
Lyon - Oran	18h45
Paris (CDG) - Oran	20h45
Alicante - Oran	17h55
Djeddah(j+1) - Oran	07h10

Lundi	
Vol	Départ
Oran - Paris-Orly	08h00
Oran - Marseille	09h00
Oran - Toulouse	10h05
Oran - Casablanca	14h15
Oran - Paris-CDG	15h05
Oran - Alicante	15h35
Oran - Medine	23h10

Vol	Arrivée
Paris-Orly - Oran	13h50
Marseille - Oran	18h00
Toulouse - Oran	13h50
Casablanca - Oran	17h45
Paris-CDG - Oran	20h45
Alicante - Oran	17h55
Madrid - Oran	11h50

AIGLE AZUR	
VOL	DEP/ARR
Dim/Mar/Mer/Jeu/Ven/	
Paris-Orly - Oran	15h00/ 16h25
Lun/Mer/Ven	
Paris-CDG - Oran	15h15/ 16h45
Dim/Mar/Mer/Jeu/Ven	
Marseille - Oran	09h00 / 09h40
Dim/ Mar/Mer/Jeu/Ven	
Oran - Paris-Orly	17h40/ 21h00
Dim	
Oran - Lille	10h40/ 14h15

ALGÉRIE FERRIES	
Novembre	
DÉPART	ARRIVÉE
ORAN / ALICANTE	
Mar 17 -18h00	Mer 18 -07h00
Dim 22 -18h00	Lun 23 -07h00
ALICANTE / ORAN	
Mer 18 -19h00	Jeu 19 -07h00
Lun 23 -19h00	Mar 24 -07h00
ORAN / MARSEILLE	
Jeu 19 - 12h00	Ven 20 - 14h00
Dim 29 - 12h00	Lun 30 - 14h00
MARSEILLE / ORAN	
Ven 20 - 12h00	Sam 21 - 14h00
Lun 30 - 12h00	Mar 1/12 - 14h00



TRAIN

Départ	Arrivée
ORAN - ALGER	
06h25	11h29
08h00	12h30
12h30	17h39
15h00	19h30

ALGER - ORAN	
06h25	11h29
08h00	12h30
12h30	17h39
15h00	19h30

ORAN - MAGHNIA	
07h30	11h05
12h50	16h22
16h00	19h42

MAGHNIA - ORAN	
04h45	08h09
08h50	12h22
14h05	17h26

ORAN - RELIZANE	
17h15	18h47

RELIZANE - ORAN	
05h25	07h17

ORAN - BECHAR	
20h30	05h46

BECHAR - ORAN	
20h00	05h00

ORAN - CHLEF (AUTORAIL)	
16h15	18h22

CHLEF - ORAN (AUTORAIL)	
06h50	09h11

ORAN - TÉMOUCHENT	
08h10	09h11
17h02	18h03

TÉMOUCHENT - ORAN	
06h15	07h14
15h05	16h05

ORAN - SBA	
17h00	18h22

SBA - ORAN	
05h40	06h58



DÉPART	ARRIVÉE
ORAN / ALICANTE	
Mar 17 -18h00	Mer 18 -07h00
Dim 22 -18h00	Lun 23 -07h00
ALICANTE / ORAN	
Mer 18 -19h00	Jeu 19 -07h00
Lun 23 -19h00	Mar 24 -07h00
ORAN / MARSEILLE	
Jeu 19 - 12h00	Ven 20 - 14h00
Dim 29 - 12h00	Lun 30 - 14h00
MARSEILLE / ORAN	
Ven 20 - 12h00	Sam 21 - 14h00
Lun 30 - 12h00	Mar 1/12 - 14h00

BEN TRAS ALGÉRIE	
AGENT GENERAL POUR L'ALGÉRIE DE : TRASMEDITERRANEA	
DÉPART	ARRIVÉE
ORAN / ALMERIA	
Lun 16 -21h00	Mar 17 -06h00
Lun 23 -21h00	Mer 24 -06h00
ALMERIA / ORAN	
Dim 15 -19h00	Lun 16 -08h00
Dim 22 -19h00	Lun 23 -08h00

THÉÂTRE RÉGIONAL D'ORAN

w Dimanche 15 novembre à 18h au T.R.O	
«EL HAICHA»	
Auteur : Eugène Ionesco	
Adapt et Mise en scène : Mohamed Cherchel (T.N.A)	
w Mardi 17 novembre à 15h au T.R.O	
«EN NAHLA»	
Adapt et Mise en scène : Abdelkhalek Houari (T.R.O)	
w Vendredi 20 novembre à 10h au T.R.O	
w Samedi 21 novembre à 15h au T.R.O	
«WISSAM OUEL MALIKA»	
Auteur : Azzedine Amari	
Mise en scène : Youcef Gouasmi (T.R.O)	
w Vendredi 20 novembre à 17h au T.R.O	
«SELKOU EL HASSEL»	
Auteur et Mise en scène : Kadid Walid	
(Ass/Culturelle El Feth)	
w Mardi 24 novembre à 15h au T.R.O	
w Vendredi 27 novembre à 10h au T.R.O	
w Samedi 28 novembre à 15h au T.R.O	
«MA ASGHARA MENI»	
Auteur : Cheggag Safia , Mise en scène : Cheggag Safia et Boualem Abdelhafid (T.R.O)	
w Jeudi 26 novembre à 18h au T.R.O	
Dans le cadre de la Tournée Artistique de l'Artiste	
«Hamid Baroudi»	
En concert au théâtre régional d'Oran (OREF)	

CINÉMATHEQUE D'ORAN

	En collaboration avec le Sila
	Cycle Littérature et cinéma
	► Aujourd'hui à 15h00 : «Un voyage inattendu»
De Peter Jackson (USA 2012) Adapté du roman homonyme de J.R.R. Tolkien.	





















Exposition-Vente d'artisanat	
«RICHESSSES ET TALENTS D'ALGÉRIE»	
Une sélection des meilleurs artisans dans le domaine:	
- Du tissage de tapis de Ghardaïa,	
- Artisans de Touggourt, panchos, vestes...	
- Céramiques de la famille des Boumehdi,	
- Sculptures et peintures sur bois,	
- Patchwork, Châles brodés, Tableaux de peinture.	
► Jusqu'au dimanche 22 novembre	
à l'Espace España, 10 rue Ali Azil, Alger	

INSTITUT FRANÇAIS	
	Chanson française : le Larron
	► Aujourd'hui à 18h à l'IF de Annaba
	► Jeudi 19 novembre à 18h Conservatoire Municipal Ahmed Wahby d'Oran
► Samedi 21 novembre	
à 19h00 à l'Hôtel Renaissance Tlemcen	
Depuis 2008, il ose se saisir d'un micro et contre toute attente, son premier album l'a mené en tournée pendant deux années où il a partagé le plateau avec Higelin, Les Têtes Raides, La Maison Tellier...	

JOURNÉES MANGA - 4 ÈME ÉDITION	
	► Du mardi 24 novembre au samedi 28 novembre à IF d'Oran
	Les Journées Manga sont organisées par un club de jeunes, tous fans de la culture Manga, le club Idéale Communauté Otaku.

Conférence	
Le temps de la coopération : trajectoires algériennes	
	► Mercredi 25 novembre à 18h00 au Consulat Général de France à Oran, avec Jacques Fournier
	Au moment où les pays du Maghreb se libéraient l'un après l'autre de l'emprise coloniale, la mise en place simultanée d'une politique de coopération avec la France était paradoxale. Cette coopération fut intense dans l'enseignement supérieur, lieu par excellence où se négociaient des éléments de rupture et d'héritage avec le passé. Le témoignage de l'ancien haut fonctionnaire Jacques Fournier et les éclairages du sociologue Aïssa Kadri mettront en lumière cette période passionnante.

MÉTÉO

AUJOURD'HUI		DEMAIN	
ORAN			
Ensoleillé Max.24 -Min.11		Peu nuageux Max.22 -Min.11	
MOSTAGANEM			
Ensoleillé Max.24-Min.12		Ensoleillé Max.23-Min.12	
TLEMSEN			
Ensoleillé Max.25-Min.10		Ensoleillé Max.22-Min.9	
MASCARA			
Ensoleillé Max.23-Min.9		Ensoleillé Max.21-Min.9	
TIARET			
Ensoleillé Max.21 - Min.5		Ensoleillé Max.19-Min.5	
CHLEF			
Ensoleillé Max.25 -Min.11		Ensoleillé Max.24 -Min.11	
BÉCHAR			
Ensoleillé Max.23- Min.10		Ensoleillé Max.24- Min.9	
ALGER			
Ensoleillé Max.23 -Min.8		Ensoleillé Max.22 -Min.10	
CONSTANTINE			
Peu nuageux Max.18- Min.4		Peu nuageux Max.21- Min.5	
ANNABA			
Peu nuageux Max.21-Min.11		Peu nuageux Max.21-Min.11	

LE CENTRE D'ÉTUDES MAGHRÉBINES EN ALGÉRIE	
Présente	
«LES REVENDICATIONS PATRIMONIALES DE LA DÉCOLONISATION. CAS DE LA GRANDE MOSQUÉE DE PARIS ET DE LA CATHÉDRALE D'ALGER»	
Par Andrew Bellisari, historien Harvard University	
Le débat sera modéré par dr. Saddek Benkada maître de recherche, CRASC, membre du conseil scientifique du CEMA	
► Mardi 17 novembre à 14h00 CEMA, cité du chercheur (ex-IAP), université d'Oran Es-sénia	

CRASC, Technopôle USTO - ORAN	
Colloque International	
Enseignement / apprentissage de la littérature et les études littéraires contemporaines	
onomastique, base de données et comparatisme littéraires	
Du mardi 17 au jeudi 19 novembre 2015	
à 09h00 - Au siège du CRASC	
www.crasc-dz.org	

COURRIER EXPRESS	
KAZI - TOUR	
Tlemcen: 0770.12.56.23/0770.91.38.05	
Oran: 0770.61.65.31/0770.12.56.23	
Bab Ezzouar : 0770.91.38.03-06	
Mostaganem:0770.94.89.73	
Sétif : 0770.78.13.26	
El-Eulma : 0770.89.44.64	

Egypte

«Congés sans solde» pour des professionnels du tourisme à Charm el-Cheikh



Le crash de l'avion russe dans le Sinaï a forcé les gérants de l'industrie touristique de la station balnéaire de Charm el-Cheikh à mettre des dizaines d'employés en congé sans solde, dans la perspective de la chute de la fréquentation. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont dit privilégier la thèse de l'attentat à la bombe pour expliquer le crash de cet avion dans la péninsule du Sinaï qui a fait 224 morts le 31 octobre. Le groupe Etat islamique (Daech) a d'ailleurs revendiqué être derrière le crash. La Grande-Bretagne et la Russie ont depuis rapatrié des dizaines de milliers de touristes qui passaient leurs vacances dans cette destination phare sur les bords de la mer Rouge. Londres a prévenu vendredi les touristes britanniques toujours présents à Charm el-Cheikh qu'ils devaient partir d'ici mardi dans les avions spéciaux affrétés par la Grande-Bretagne, sous peine de devoir rentrer par "leurs propres moyens" et "à leurs propres risques". Moscou a décidé d'interrompre jusqu'à nouvel ordre ses vols vers toute l'Egypte et la Grande-Bretagne vers Charm el-Cheikh, d'où s'était envolé l'avion russe.

Parallèlement, une nouvelle mesure vient de frapper vendredi l'Egypte

avec l'annonce par les autorités russes qu'elles interdiraient à la compagnie aérienne égyptienne Egypt Air d'effectuer des vols vers la Russie, une interdiction qui s'applique depuis samedi. Anticipant un avenir sombre pour le tourisme, les hôtels sont contraints de se séparer de personnel pour réduire les dépenses. "On m'a dit de ne pas revenir à partir de demain", déclare Ahmed, un employé d'un hôtel de luxe, qui ne souhaite pas donner son nom de famille. "On m'appellera si la situation s'améliore. Rien n'est clair", confie-t-il. Ahmed, originaire de la Haute Egypte, affirme que cinq autres employés de l'hôtel ont été également informés qu'ils devaient prendre des "congrés sans solde". Au moins quatre autres grands hôtels ont confirmé à l'AFP avoir demandé à plusieurs employés de partir "en congé". Un travailleur sur neuf est employé dans le tourisme en Egypte, et à Charm el-Cheikh, près de 80.000 personnes dépendent de ce secteur pour vivre.

MILLIERS D'EMPLOIS EN JEU

"Au train où ça va, quelque 40.000 personnes risquent de perdre leur

emploi dans les mois" à venir, a indiqué à l'AFP Givara El-Gafy, qui dirige l'Office du tourisme dans le Sud-Sinaï. Le crash tombe d'autant plus mal que le tourisme égyptien, affecté par des d'années d'instabilité depuis la révolte populaire qui a fait tomber l'ex-président Hosni Moubarak en 2011, suivie par des années de violences et d'instabilité, semblait montrer récemment des signes de reprises, notamment en vue des fêtes de Noël et du nouvel An. Les propriétaires des hôtels qui envisageaient d'employer plus de personnel, n'y songent évidemment plus. "Nous avons arrêté d'embaucher de nouvelles personnes (...) et ceux qui veulent partir peuvent le faire", déclare Anwar Hawary, gérant d'un hôtel cinq étoiles. Pour rentrer dans ses frais, un hôtel doit avoir ses chambres occupées à au moins 30%, selon les experts. S'ils n'y parviennent pas, nombre d'entre eux devront fermer. Dans une station balnéaire comme Charm el-Cheikh, de nombreux étrangers sont également employés dans le secteur touristique. "J'ai perdu mon travail il y a deux jours", déplore Oxana, une Russe de 40 ans.

"On a dit à 16 des 20 membres du service des ventes de s'en aller", explique cette employée d'une compagnie égyptienne de parfum basée à Charm el-Cheikh. Selon elle, les clients de la société sont des vacanciers russes. Avec un salaire d'environ 600 dollars, Oxana dit qu'elle vivait confortablement à Charm, une destination très prisée par des millions de touristes pour ses plages, son soleil et sites de plongée. "Je peux vivre deux mois avec mes économies, mais si les choses ne s'améliorent pas d'ici là, je devrais rentrer à Moscou", poursuit Oxana, qui indique que les chances de trouver un travail là-bas sont également minces. "Je préfère travailler ici (...) il fait un temps magnifique et Charm est un endroit sûr".

Gmail va avertir quand les courriels passent par des circuits non chiffrés

Le géant internet américain veut augmenter la sécurité de son service de messagerie en ligne Gmail en prévenant les utilisateurs quand leurs messages arrivent via des connexions non chiffrées, plus faciles d'accès pour des espions ou des pirates. "Ces avertissements vont commencer à apparaître dans les prochains mois", indiquait cette semaine un message sur le blog officiel de Google. Le groupe y dévoilait parallèlement les résultats d'une étude conduite depuis plusieurs années, montrant une augmentation

du recours au chiffrement lors de la transmission des courriels, ainsi que de meilleures mesures d'authentification des messages pour identifier le spam et la fraude. Google dit toutefois avoir identifié des parties d'internet où le chiffrement est empêché, ainsi que des serveurs programmés pour pirater des messages Gmail en leur donnant de mauvaises informations de routage. "Ce type d'attaque est rare, mais c'est très inquiétant car cela pourrait permettre de censurer ou d'altérer des messages avant qu'ils

soient renvoyés à leur destinataire", souligne-t-il. "Ces menaces n'affectent pas la communication de Gmail à Gmail, mais peuvent affecter les messages entre différents fournisseurs" de services, précise-t-il. Depuis les révélations en juin 2013 d'Edward Snowden, ex-prestataire de l'agence américaine d'espionnage des communications, la National Security Agency (NSA), Google, Yahoo! et d'autres entreprises ont renforcé le chiffrement des communications passant par leurs serveurs.

Huiles essentielles, efficacité prouvée !

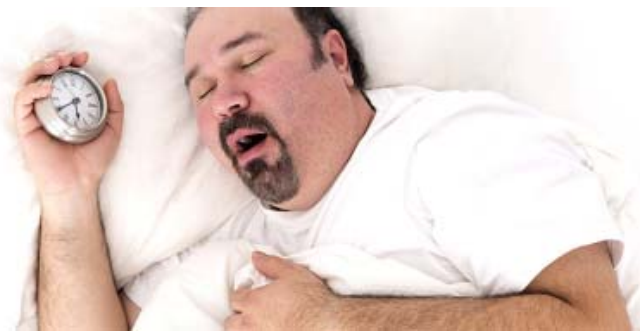
C'est scientifique, les huiles essentielles sont bonnes pour nous ! Relaxantes ou assainissantes, deux qualités parmi tant d'autres pour les adopter. De très nombreuses études sur les effets positifs des huiles essentielles ont été publiées à travers le monde dans les revues scientifiques les plus sérieuses. On sait par exemple que respirer de l'HE de lavande augmente la fabrication d'ondes relaxantes dans notre cerveau. La mesure a été opérée par électroencéphalographie. Les HE de lavande, arbre à thé, romarin, atténuent l'anxiété et la détresse psychologique. Une étude en double aveugle contre placebo a été effectuée en Irlande, dans un service de neurologie, sur des patients en long séjour. L'HE de ravintsara diffusée dans l'air ambiant d'une pièce permet de réduire la propagation des virus et microbes. En France, le Dr Blanchard, du CHU de Sarlat, a mené une étude en ce sens



qui a montré que la diffusion régulière de ravintsara avait réduit le nombre d'infections pulmonaires contractées à l'hôpital. Un mélange de 41 huiles essentielles a montré son efficacité contre les troubles respiratoires lors d'un essai portant sur la qua-

lité de vie des asthmatiques légers. Du fait de l'efficacité acaricide, bactéricide et fongicide démontrée in vitro pour les huiles essentielles qu'il contient, le produit diminue la quantité d'acariens de l'air intérieur sans l'agressivité d'un acaricide de synthèse.

Mal dormir ferait grossir



Une nuit de sommeil agitée se-rait aussi mauvaise pour le poids qu'un régime de 6 mois de junk food, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale Obesity society. Des conclusions obtenues sur des animaux. Mal dormir le temps d'une nuit aurait les mêmes conséquences sur le corps que manger pendant six mois des pizzas, des hamburgers ou des hot-dog, selon cette nouvelle étude. Les chercheurs américains du célèbre hôpital Cedars-Sinaï à Los Angeles, ont réalisé une étude avec 8 chiens. Après les avoir privés de sommeil pendant une nuit, ils ont constaté que ce manque a réduit de 33% la sensibilité à l'insuline alors qu'un régime gras la réduirait "seulement" de 21%. "Le manque de sommeil peut finalement mener à un diabète de type 2", explique Josiane Brouhard, chercheuse et auteure de l'étude. «Ces recherches démontrent l'importance d'un sommeil adéquat pour maintenir le niveau de sucre dans le sang et réduire les

risques de maladies comme l'obésité et le diabète". Cette étude confirme les conclusions des chercheurs de la Mailman School of Public Health de l'Université de Columbia qui ont révélé dans la revue médicale Journal of Pediatrics que manquer de sommeil augmente les risques de développer des maladies chroniques comme l'hypertension, le diabète, la dépression, l'obésité et le cancer et les accidents cardiaques. Et que mal dormir à l'adolescence peut préparer le terrain à l'obésité plus tard dans la vie. Il est important d'avoir des « habitudes de sommeil » en se couchant à la même heure chaque soir et en se levant à la même heure chaque matin. Il est recommandé de dîner léger, d'éviter la caféine, la nicotine et l'alcool avant de se coucher et de ne pas somnoler devant un écran. La National Sleep Foundation suggère que les enfants de 5 à 10 ans dorment 10 à 11 heures par jour, les adolescents (10 à 17 ans) 8,5 à 9,5 heures, et les adultes de 7 à 9 heures.

Séisme de magnitude 7.0 au large des côtes japonaises



Un puissant séisme de magnitude 7.0 s'est produit au large de la côte sud-ouest du Japon samedi matin, a indiqué l'Institut américain de géologie (USGS), les autorités japonaises faisant état de plusieurs petits tsunamis. Selon l'USGS, l'épicentre se trouvait à environ 160 kilomètres de la ville de Makurazaki, mais aucun dégât important n'a été signalé. Des tsunamis d'un mètre de hauteur ont été observés sur plusieurs îles japonaises, a indiqué la chaîne publique NHK, citant les autorités locales. Les autorités ont estimé que des tsunamis plus importants étaient encore possibles et ont appelé à la prudence, invitant les populations des zones côtières à rejoindre des

hauteurs. Les autorités japonaises ont fait état de plusieurs petits tsunamis touchant au moins deux îles. Le Centre d'alerte aux tsunamis du Pacifique avait auparavant estimé qu'il n'y avait pas de menace de tsunami après ce séisme, qui s'est produit samedi à 5H51 (20H51 GMT vendredi). Le Japon est situé à la jonction de quatre plaques tectoniques et enregistre chaque année plus de 20% des tremblements de terre les plus puissants enregistrés dans le monde.

En 2011, le pays a été frappé par un important séisme d'une magnitude de 8,9, suivi d'un violent tsunami. Plus de 15.000 personnes avaient trouvé la mort, et 3.380 autres ont été portées disparues.

Canada

Sa mère ivre au volant, un jeune garçon appelle la police

Un jeune garçon qui accompagnait sa mère en voiture dans la région de Toronto a appelé la police pour se plaindre qu'elle était ivre au volant, a raconté la police vendredi. La police régionale de York a indiqué dans un communiqué avoir inculpé "une femme âgée de 52 ans après avoir reçu un appel d'urgence de son fils avertissant que sa mère consommait de l'alcool au volant". L'incident s'est produit mercredi. Les autorités ont reçu un appel d'urgence à partir d'un téléphone portable mais il n'y avait personne au bout. La police a rappelé au numéro affiché et le fils a répondu. "Le garçon semblait effrayé, mais

il a été capable de dire au préposé son nom, son âge, où il se trouvait, de décrire le véhicule et de donner son adresse", a expliqué la police. "Sa mère a fini par prendre le téléphone pour dire au policier qu'elle n'avait bu qu'un verre et qu'elle allait bien puis a raccroché". La police a rapidement localisé et intercepté le véhicule dans la ville de Newmarket, au nord de Toronto. La mère a été interpellée et inculpée pour conduite en état d'ébriété. Elle présentait un taux d'alcoolémie deux fois plus important que la limite permise de 0,08 gramme/l. Le garçon a été confié à son père.

APPELEMENTS

■A vendre « F1 » - 31 m² au Rez-de-chaussée, situé à proximité de M'dina Jdida (ORAN) - Convient Profession libérale - Prix après visite - Tél : 0770.54.30.67

■Vends (02) F3 jumelés à Place d'Armes - ORAN au 4^{ème} étage 212 m², prix très intéressant - Tél : 0555.30.68.57

■A vendre Appart. Acté. F4. 1^{er} étg. avec grand hall à Sidi El Houari. 02 voisins par étage, immeuble refait à neuf. Eau H/24. Gaz de ville - Possibilité Promesse de vente - Tél : 0661.93.70.68 - 0560.02.80.96

■A vendre F2. Acté. Bt CIA Victor Hugo 4^{ème} étg. Prix 560 Unités - Tél : 0561.64.31.62

■Vends Appart F2 centre-ville Bd de la Palestine (ex-Industrie). 1^{er} étage - Convient à Profession libérale - Contacter N° : 041.39.71.85 - 0790.42.69.30

■A vendre F4 - 1^{er} étage centre-ville d'ORAN à côté du Théâtre - Convient pour Fonction libérale ou Habitation (Désistement) - Tél : 0561.77.03.92

■Vends Appartement F3 (Acté) - Refait à neuf à l'USTO - HLM - Superficie 83,68 m² - 2^{ème} étage - Appeler : 0549.92.34.97 - 0552.94.99.65

■Vends bel Appartement F3 - Refait - Spacieux - à Hai El Yasmine II, résidence gardée Nuit et Jour - Tél : 0550.12.52.56

■Location d'un joli F6 au 1^{er} étage d'une Sup. de 200 m² à Boulanger - ORAN - Tél : 0661.44.10.41 / 0770.49.64.72

■Loue 3 Appartements F4. 135 m². Grand standing. Immeuble Résidence 03 étages. Appart / étage Yaghmoracen. ORAN - Tél : 0541.72.61.90

■Cherche Location pour ses clients Yasmine A F1, 2, 3, 4 - A vendre Villa 150 m² Sid Khlar Senia. R+1 + S. - AG. TEAMER - 0551.08.95.66

■Loue très bel Appart F3 à Dar Es-Salem Hai Yasmine. 8^{ème} étage. 2 Ascenseurs. Cité clôturée, sécurisée. Meublé. Toutes commodités. Vue sur grand boulevard - Tél : 0550.44.61.27

■Loue 2 Apparts grand standing luxe 130 m² (Appart/étage) résidence 3 étages, sécurisée, interphone, chauffage central - Quartier calme. ORAN - Tél : 0778.13.86.40 - 0552.92.96.03

■Vends Appart 3 Pièces. Cuisine. Salle de bain - Tout refait à neuf - 4^{ème} étage. Plateau - ORAN - Tél : 0771.24.62.47

■Vends Logt F5 haut standing type haussmannien plus de 180 m² + commodités (centre-ville ORAN) - Tél : 0550.75.96.14 ou 0554.52.51.30

■A vendre Appart F5. Acté. 135 m². 4^{ème} étage avec barreaudage, double porte, réservoir 2000 L, 2 climatiseurs - à Ain El Bia - à BETHOUA - Prix demandé 980 Millions - Tél : 0662.74.74.06

■Vends - Echange Appart F3. Acté. Cité 1.000 Logements Complexe ARZEW. R.C. élevée. Sup. 66,50 contre F3 à ORAN + complément - Veuillez me contacter : 0561.23.18.00

■Loue F3 Yasmine 10^{ème} (2.5 U) - F3 Boulanger 9^{ème} (2.5 U) - F3 Cavaignac 1^{er} (3 U) - F4 Yasmine 3^{ème} (3 U) - F7 Bd Emir AEK 2^{ème} (5 U) - AG. « ABDALLAH » - 041.29.14.59 / 0770.40.87.48

■Loue Appartement 2 Pièces - Cuisine à Bouisseville - Ain El Turk - Avance demandée 20 millions dinars, charges comprises - Tél : 0797.06.62.42

■A.V. : Appart Akid Lotfi. F4. 90 m² Top 1^{er} étage 15,50 U - Appart Yaghmorassène Top avec Box 130 m² 19,50 U - Appart Yasmine SLP 1er étage 600 U. 64 m² - Tél : 0550.46.12.03

■A vendre des Apparts F2 - F3 dans un immeuble neuf avec Chauffage central + Interphone à Les Castors ORAN à côté de mosquée Maghrawa - Visite après 17 h 00 - Tél : 0555.87.20.81

■A vendre F2 - Acté - 39 m² - 2^{ème} étage - Saint-Pierre. ORAN (Centre-ville). 2 balcons + chambre d'enfant - Prix : 530 U Négociable (Pas de Courtiers SVP) - Tél : 0541.17.48.22

■A vendre / Echange 02 Apparts Actés contre Maison de Maître à ORAN. 1^{er} F3. 2 Faç. 1^{er} étage USTO - 2^{ème} : 3 F4. 3 Faç. 4^{ème} étage Dar El Beïda côté CNR - Prix après visite - Tél : 0771.41.54.46 - 0552.19.65.97

■A vendre Appartement F2 + Cuisine + WC - Acte notarié définitif - aux Amandiers 3^{ème} étage - Tél : 0557.85.26.89

■ORAN - Vends joli F4 aménagé en F3 - 93 m². Centre-ville Oran. 3^{ème} étage : 3 Ch. dont 1 avec douche. SDB. Cuisine avec éléments - Eau H24 - PD 14 Mds négociable - Pour RDV appeler le 0783.04.29.07

■Vends Appartement 200 m² - 1^{er} étage Avenue Mohamed V - SIDI BEL ABBES + Local avec soupente 50 m² - Tél : 0557.82.54.73

■TLEMCCEN : Vds F5 - 2^{ème} étage. Refait. Bien situé à IMAMA les 1060 Logts. Libre de suite ou Echange contre Lot Terrain à MANSOURAH - Tél : 0662.38.35.10

■AG. LALOFA - Location F4 meublé Hai Seddikia 1^{er} étage - Location F4 Maraval 1^{er} étage - Tél : 0552.64.69.02

■Vends F4 refait à neuf au centre-ville d'ORAN. 3^{ème} étage immeuble deux par palier - P.O. 750 U - P.D. 850 U - Tél : 0552.47.10.53 - 0552.33.43.44

■A vendre Appartement à Hai Zitoun, premier étage - Acté - De Type « F3 » - 76 m² - Tél : 0560.00.96.34 - 0660.37.52.06

■Vds F3 - Acté - 4^{ème} étage. Refait à neuf + Eléments Cuisine - Chauff. - Chauffe-bain - T. bien situé à USTO. Prix encourageant, négociable - Possib. Promesse de Vente - Tél : 0550.25.99.69 - 0771.32.50.18

■A vendre Appartement F3 - Refait à neuf - 68 m² - Meublé de luxe. Electroménager - 7^{ème} étage Hai Yasmine 2 - Equipé - Tél : 0560.97.68.54 - 0540.37.48.94

■A vendre un F2 - Acté - Cuisine. SDB. Au Rez-de-chaussée. Refait à neuf - Contactez : 0551.36.93.58 - 0775.61.30.03 - Prix après visite

■MOSTAGANEM - A vendre Appart F4 - 1^{er} étg. 94 m². 03 façades. Endroit calme, bien situé (Ecole Primaire - CEM - Banque - Mosquée) Cité 110 Logts (Route d'Oran) - Tél : 0560.25.39.91

■Vends Appart. Surf. 90 m² - 1^{er} étage. Se composant de 2 Pièces. Salon. Hall. 02 Balcons. Petite Chambre. Cuisine équipée. Salle de bain et Loggia - Situé à Akid Lotfi dans une cité fermée avec Parking et Gardien - Prix après visite - Tél : 0558.45.59.94 - Curieux s'abstenir

■A vendre Appart F3 bien aménagé. Acté - Eau. Gaz. Electricité dans un immeuble de deux étages + 02 Locaux commerciaux, sis au 6, Bd de Bousfer-Village - Prix négociable - Tél : 0799.53.13.83 - 0550.13.42.44

■Vends Appart F3 - 73 m² - 4^{ème} et dernier étage. Non aménagé. Cité 216 Logts EPLF - USTO - ORAN - Vends Hawch RDC + 2 près de la Rue de Tlemcen - ORAN - Tél : 0697.36.65.85 - 0560.09.45.69

■Vends Appart F3 + petite Chambre - Acté - à Yaghmoracen au Premier (1^{er}) étage. Double façade. Cuisine. SDB. WC - En face Marché. Pour visite prendre RDV au Tél : 0771.45.28.04

■Loue Appartement F3. Salon + 2 Chambres à Bd Maâta à ORAN - Superficie 70 m² - 3^{ème} étage - Tél : 0557.01.84.29

■Vds Appart F3 à Hai Es-Salam. 74 m². 02 façades. Ascenseur. 5^{ème} étage : Bloc de 06 étages - Tél : 0555.09.46.85

■Vends : F4 chez Promoteur Hasnaoui au 2^{ème} étage - plus F3 bien équipé au Bd Millenium 9^{ème} étage 93 m² - plus Appart 120 m² Millenium + Loue Appart F4 Pépinière AADL 4^{ème} étage Ascenseur plus F4 Résidence Rebanno 5^{ème} étage - Tél : 0552.38.71.79

■A vendre un Appart F3 (Acté + Livret foncier) à Hai Es-Seddikia - 2^{ème} étage - en face grand boulevard - ORAN - Tél : 0558.08.02.45 - 0559.23.31.21

■Vends F4 - 2 façades. 3^{ème} étage en face Hôtel des Officiers. Commissariat 24^{ème} Hai Yasmine - Ecole Primaire - CEM - Lycée - Tél : 0554.37.59.18

■Loue des Apparts meublés et équipés et toutes commodités - Garage - Eau H/24... dans quartiers calme, résidentiel : Trouville - Ain El Turk - ORAN - Tél : 0783.11.00.82

■A vendre dans Programme neuf à Bir El-Djir côté Pépinière ORAN Cité Bel Horizon : Appartement F4 - 90 m² - Neuf - Jamais occupé - Si vous êtes intéressés merci de contacter Mr Lahouari au : 0772.78.25.06

■Appartement à vendre à 56 Logts Bloc N°1, 3^{ème} étage, Hai Fellaouçène - Barki : F4 - superficie 80 m². Cité clôturée avec gardiennage - Tél : 0771.45.16.29

■Loue Apparts F2 et F3 meublés. Gd Standing. Garage. Vue sur mer - à Cap Falcon (Ain El-Turck - ORAN) - Possibilité location courte durée - Tél : 0773.59.09.23 - 041.26.52.15 - 0774.42.78.59

■Vends F4 - Acté - 87 m² - 4^{ème} étage - Refait à neuf à l'Akid Lotfi côté de Joy - Possibilité Promesse de Vente - Tél : 0560.01.86.85

■F4 à vendre à Gambetta. 1^{er} étage. 03 façades - 72 m² - immeuble calme et propre, sécurisé - Prix après visite - Tél : 0697.14.31.30

■Vends bel F4 - Sup. 130 m² + terrasse et débarras - 02 grands balcons - Refait à neuf - 2^{ème} étage USTO. Pyramides - Prix après visite - Tél : 0549.59.71.61

■A louer Appart F3 Résidence Clémentine. Sécurisée H24 - (02) deux Ascenseurs + Box pour voiture. Rue de Lalem près de Anik centre-ville. Superficie 105 m² + Local centre-ville - Tél : 0661.11.11.52

■A louer à Point du Jour - ORAN : F3 de 70 m² équipé de Chauffe-eau et Chauffage et Interphone et Téléphone + ADSL pour Société ou Bureau - A vendre AADL F4 - Tél : 0771.62.28.15 - 0770.70.99.83

■Vend ou Echange F3 - Acté - Refait à neuf. Cité Zabana - ARZEW. Av. Principale Ilot 9 - Bt 4 - 2^{ème} étage. Appeler M. Kharroubi : 0772.38.71.86 - 0560.00.63.45

VILLAS

■TLEMCCEN à 1 Km du centre-ville : Vends Villa R+1. Finie 70%. Conçue pour 3 Apparts - Sup. bâtie 260 / 360 m² - Toutes commodités - Tél : 0552.28.23.81

■Vends Maison de Maître. Sup. 200 m² à côté du Dispensaire des Palmiers - Maraval + Vends Villa de 350 m² à Maraval à côté de Hammam Lile - Tél : 0775.20.05.73

■A vendre Villa 210 m². Actée. 1^{er} étage : 03 locaux, Gd garage, hall, chambre, cour + puits - 2^{ème} étage : 03 chambres, salon, hall, cuisine - Es-Sénia - Kara - ORAN - Tél : 0774.45.34.09

■A vendre M.M. 3 façades. R+2 - 360 m². R.C. : 4 Locaux + Dépôt - 1^{er} étage : F7 + cuisine + hall + cour - 2^{ème} étage : identique. Adresse : 03 Av. St-Eugène. ORAN - Tél : 0771.78.87.06

■Carcasse à vendre 97 m² R+2 avec Sous-sol + A vendre 148 m² R+2 + A vendre 150 m² Fernandville - Tél : 0549.476.331

■Vente Maison de Maître. Sup. 215 m² : 6 Poes - 2 Cours. Garage - Située à ORAN - Tél : 0540.70.95.41

■Maison à vendre à ES-SENIA - ORAN - Sup. 372 m² - Actée - RDC - 04 Chambres. Salon. Cuisine. Garage. Local. Cour - Tél : 0779.75.03.32 - 0773.05.47.15 - 0772.19.42.14

■A vendre Villa de 260 m². R+1 - 2 façades. Commerciale sur la route de CASNOS près de l'Hôpital de Pédiatrie Canastel - Tél : 0773.24.27.34

■En face hôpital militaire : Vends Villa Gd standing. 450 m². Salon 80 m² + 5 Ch. + Hall + Cuisine. SLD. Toit. R.CH. 4 Garages + Jardin + 2 Ch. + Cuisine + Toit. + Douche - Tél : 0772.12.85.47

■A vendre des Villas avec ou sans piscine à : Canastel - Fernandville - La Lofa - Bir El-Djir - St-Hubert - Belgaid - Point du Jour... etc. - Tél : 0555.11.71.13 - 0772.25.08.10

■A vendre une Villa à CANASTEL R+2 - 180 m² + A vendre Appart. F3 ancienne bâtisse à Bel-Air - Tél : 0771.12.86.11 - 0770.99.57.45

■Vends Villa 62,5 m² construite en R+2 - Désistement - à El-Braya - ORAN - Toutes commodités - Finie 100% - Libre de suite - Visite à 17 H 00 - Week-end complet - Prix : 995 M (Tremcien) - Tél : 0552.31.90.40

■Vends Villa Maraval en face Mairie Sidi Senouci. R+1 - Actée - Sup. 174 m² : 6 P. - 2 C. - Hall - 3 Douches. Toilettes - Cour - Buanderie et 2 Locaux commerciaux - Tél : 0774.97.84.59

■A vendre Maison de Maître vieux Bâti à SENIA - 126 m² et 9 m de Façade - Tél : 0559.59.62.57 - 0797.57.24.30

■BECHAR - Loue : Maison Individ. R+1 - 7 P. + Cuis. Hall. Cour. 2 SDB. Terrasse à Hai Riadhi (face la Poste) + Maison RDC 3 P. + Cuis. SDB. Hall. Garage. Terrasse située à Hai Riadhi (face la Mosquée). Tél : 0662.205.431 / 049.21.90.56

■Vends Maison à finir à Coralaise la corniche sur 2 étages - Rez-de-chaussée + 2 étages - Superficie 200 m² près de la plage à 200 m - Tél : 0797.06.62.42

■A vendre Maison R+1 - 181 m² - Acté - R : Séjour + 1 Pièce + Cuisine + WC + S. Bain + Cour + Garage - Etage : 4 Pièces + WC + SDB - Coopérative Wilaya - Belgaid - ORAN - Tél : 0794.91.61.12

■Loue une Maison RDC. 06 Chambres - Refaite à neuf + Chauffage central - Bel Air - ORAN - Mob : 0549.86.24.20

■TLEMCCEN : Vds Maison 3 niveaux Lotissement LOKBANI à côté APC - Sup. 144 m² - Tél : 0775.55.71.12

■A louer : Villa à Point du Jour. Equipée. 380 m² + Villa 280 m² plus Villa chez Hasnaoui équipée ou vide - Tél : 0552.38.71.79

■A vendre : Villa Nouveau Canastel 270 m² + Villa 260 m² plus Carcasse 60% finie Ahmed Wahid plus 2 Villas à Fernandville 175 m² S/ Sol + Villa 400 m² à Fernandville avec piscine plus 2 Villas 145 x 2 à Canastel cité policière - Tél : 0552.38.71.79

■A vendre Villa à EL ANÇOR proche les Andalouses. 2 façades. Tout confort - Sup. 200 m² avec petit Jardin + Puits - Proche de tout commerce - Visite Mr Lahouari : 0549.23.19.00

■A vendre Maison de Maître en bon état à Choupet. Sup. 200 m². RDC : 2 Gds Locaux - 1er étage : 2 Grands Salons - 2 Chambres - Cuisine - 2 Sanitaires - Grande Terrasse - Toute personne intéressés Tél : 0555.35.13.40

TERRAINS

■TLEMCCEN - Vends Terrain les Cascades El Ourit. Sup. 3 Hectares environ - Acté - Tél : 0558.16.87.01

■Société SARL Gestion El Morchid vend des Lots de Terrain situés à Belgaid nombreux Jardin de Canastel. Superficie 160 m² et plus - Tél : 0661.20.81.29 - 0561.67.38.06

■A.V. des Terrains à Canastel + Belgaid + Douar Boudjemaa + Cité Djamel + Bir Djir + Senia + Ain Turk - Tél : 0549.47.63.31

■V. Terrain de 1.000 m² - 3 façades - à la Zone Hassi Ameur - Prix 32.000 DA le m² - Tél : 0549.47.63.31

■Vends Lot Terrain 266 m² à HASSIANE TOUAL - Lotissement 510 (EL RHA) Commune BENFREHA - ORAN - Tél : 0557.14.66.04

■Vends Terrain urbanisable. Sup. 400 m² 2 façades sur Gd Bd principal commercial de Belgaid (Est d'ORAN) proximité Promotion et Pôle universitaire - Tél : 0555.67.83.61

■A vendre Lots de Terrain Actés à Bouama - N° Tél : 0560.75.26.75 - ORAN

■Vends à GDYEL Centre un Lot de Terrain 72 m² à 200 Unités + Vends un Lot de Terrain de 240 m² à 700 unités - Tél : 0557.12.35.47

■Vends Terrain 5.100 m² - 2 façades sur le grand boulevard Belgaid - Prix (Bon Prix) - Tél : 0551.66.54.67 - 0550.29.31.16

■BENI-SAF : A Vendre Lot de terrain 172 m² situé près Station d'essence près Auberge route OHôtel + SIGA - à 200 m de la plage - Tél : 0772.53.46.59 - 0774.55.51.18

■Vends Lot Terrain. 305 m². Acté. Viabilisé 100%. Bon quartier. Très bon voisinage. Situé à Hai El Louz - Sidi El Bachir / Bir El Djir - ORAN - Prix après visite - Tél : 0559.04.88.87

■Vends Terrain - Sup. 4.742 m². Zone d'Activités TERNY - W. TLEMCCEN - Acté et Viabilisé - Tél : 0552.15.96.10

■Terrain - Lot de Terrain à vendre de 120 m² - Prix intéressant - à Hai Hachem - BOUTLE-LIS-Village - Tél : 0783.85.07.81

■Vends Terrain à Hamoul : 1 Hectare - 36 mètres de façade sur la route - plus Terrain à Millenium 410 m² en face la Daïra - Tél : 0552.38.71.79

■A vendre à ORAN : Lot de Terrain à Belgaid 947 m² seule seule façade - Tél : 0556.90.37.33 - Agence et Courtier s'abstenir

■Vente un Lot de Terrain - Acté - 317 m² + Plateforme + Entourage situé à BETHIOUA - Wilaya d'ORAN - Tél : 0773.80.50.83 - 0550.35.88.41

■A.V. : 128 m² ilot 14 Bir El-Djir + Carcasse 200 m² R + 3 POS 50 Cité du Golf. Bir El-Djir - ORAN - Tél : 0558.20.32.99

■A vendre Prix Choc : Terrain à bâtir 900 m² : 21, Rue Sid Ali DZIRI (RECCASSE - Gambetta - ORAN - Tél : 0560.03.98.00

LOCAUX

■TLEMCCEN : A vendre Magasin + Sous-sol + Rez-de-chaussée + 1er étage - Sup. 160 m² - Tél : 0550.393.396

■TLEMCCEN : A louer Magasin aux Cerisiers - Sup. 30 m² - Tél : 0550.393.396

■SIDI BEL ABBES : Location Local deux grandes portes avec hauteur 4 m - Sup. 120 m². Sanitaires - Convientrait Dépôt ou Commerce - Situé à l'entrée de l'autoroute Est - Ouest « Adda Boudjellal » - Tél : 0776.60.00.46

■A louer une très belle Pizzeria avec Terrasse et Matériels. Av. St-Eugène. ORAN - Tél : 0771.78.87.06

■A vendre Local 64 m très bien aménagé Akid Lotfi en face Hôtel Méridien - Prix après visite - Tél : 0551.57.59.58

■Vends un Local bien aménagé à côté les Beaux-arts (Plateau - ORAN) - Sup. 23 m² - Prix après visite - Tél : 0781.95.49.53

■Location Local 13 m² - 2 F. - pour bureau à Akid Lotfi - A.V. des Locaux à Akif Lotfi - Tél : 0549.47.63.31

■Loue Locaux Open Space F1 à 156 m² Bordj Center Business Coop. Adnane Mustapha USTO ORAN (Rond-point Morchid) - N° 0561.97.74.04 - 041.53.87.25

■A louer Hangar 41 m² à ORAN - Tél : 0770.97.45.35

■Bureau d'Affaires. Loue Local 73 m² Froment Coste bien aménagé. Vends : F3 les Amandiers - Usine Zone Fornaka 3.000 m² + F3 3^{ème} étg. USTO EPLF 980 U + Cherche Location - Tél : 0550.71.56.64 ou 0771.57.50.36

■Loue Locaux à usage des Professions libérales (Médecins / Groupe Médical / Avocats / Dentistes) Boulevard principal de FLEURUS - HASSIAN TOUAL - ORAN - Tél : 0676.20.98.27

■A.V. local Yasmine 3 Niveaux 34 m² + 34 + 26, 12,50 + local Akid Lotfi 35 m² 850 millions + Locaux Yasmine 35 m² et 40 m² et 80 m² 22 Mil. le m² + A louer Local Akid Lotfi 35 m² 3,5 Millions - Tél : 0550.46.12.03

■Un Local à louer Sup. 40 m² sur Bouisseville - Ain Turk sur le Bd - ORAN + un Local Sup. 50 m² au Village Bouamama sur la route à grande circulation vers Commune de Sidi Chahmi - ORAN - Tél : 0561.65.18.00

■Loue Local 200 m² au 4, Rue Berrahal Med ex-Maréchal des Logis Damiens - St-Pierre. ORAN - Paiement 12 mois d'avance - Tél : 0794.94.49.16 - 0550.11.86.73

■A vendre une Usine 1.000 m² à la Zone Industrielle de Bir El Djir - ORAN - Tél : 0553.25.83.84 / 0778.05.13.39

■Loue Dépôt 500 m² bien situé à côté Pont Asmidal (ORAN) - Tél : 0561.35.31.96

■Loue Local de 300 m² bien situé à Gambetta-ORAN - Convient tous Commerces ou Bureaux ou Siège de Société - Tél : 0559.18.45.66

■BECHAR - A louer Garage de Stockage 70 m² situé à Hai Badr Météo (Pas loin de la mosquée) - Tél : 0662.20.54.31 / 049.21.90.56

■Loue Local à Akid Lotfi sur grand boulevard - Bien situé et bien aménagé : 32 m² + 32 m² S/ Sol - Tél : 0664.17.52.47

■A vendre Local commercial sis Rue Jean Kraft - Miramar - ORAN - de 16 m² - Tél : 0552.58.28.55 - 0675.26.91.92 - FETHI

■TLEMCCEN - Cherche à acheter Local 20 à 30 m² bien situé ou F2 / F3 RDC à usage de Bureau + Vends Local 55 m² à SIDI BEL ABBES ou Echange contre similaire à TLEMCCEN - Tél : 0555.05.90.10

■A vendre Local de 58 m² rénové récemment. Situé sur la parallèle de l'ancienne Daïra du Front de mer - Tél : 0549.34.16.31

■Akid Lotfi - ORAN : Vends Local 43 m² avenue commerçante, situé entre les magasins JOY - Tél : 0771.56.21.91 - 0554.57.58.00 - 0552.19.29.15

■A louer Fast-Food - Pizzeria en activité centre-ville ORAN + Cherche Pizzaiolo ORAN - Tél : 0773.41.74.77

■A louer Dépôt à Kerma 2.000 m² couvert 1.600 m² plus Dépôt 5.000 m² couvert + Dépôt 2.000 m² couvert 1.000 m² - Tél : 0552.38.71.79

■Vends Local commercial 600 m² en centre-ville d'ORAN à proximité du Consulat français, avec Sous-s

Mondial 2018 - Tanzanie 2 Algérie 2

Les Verts s'en tirent à bon compte

M. A.

Quelle sera la réaction de l'équipe nationale après les nombreuses critiques essuyées lors des deux derniers matchs amicaux face à la Guinée et le Sénégal ? L'absence de certains cadres se fera-t-elle ressentir ? Deux questions qui taraudaient l'esprit des amoureux des Verts avant cette manche aller face à la Tanzanie pour le compte du deuxième tour des éliminatoires de la coupe du monde 2018 et qui ont trouvé réponses hier sur la pelouse du National Stadium de Dar Es-Salam qui nous a révélé une sélection nationale méconnaissable qui s'est contentée de limiter les dégâts en tirant un nul heureux. Et, n'était-ce l'excès de précipitation et le manque de concentration des attaquants locaux, à l'image de Samata et Lilugwingi, outre le dernier rempart M'bolhi, l'addition aurait été plus lourde en première période où les camarades de Slimani étaient totalement absents et perdus sur le terrain, à l'image de Belfodil qui devait appuyer Slimani en attaque et qui passa à côté de la plaque tout comme les hommes du milieu de terrain, Taider, Mesloub et Guedioura qui ne s'acquittèrent pas de leur tâche. Donc, tout le poids de la rencontre reposait sur la défense qui n'est pas, elle aussi, loin de tout reproche et qui se fera surprendre, à deux minutes de la pause, sur une réalisation de Maguri qui ne trouva aucune peine à battre M'bolhi d'une jolie tête. On craignait le pire pour les Verts dix minutes après la reprise, malgré la rentrée de Bentaleb à la place de Benfodil, lorsque Samata,



Ph. : APS

profitant d'un boulevard dans la défense algérienne, porta le score à deux zéro. Touchés dans leur amour propre, les protégés de Gourcuff, qui frôlèrent la correctionnelle, montrèrent un meilleur visage, notamment après le redéploiement du dispositif tactique opéré par le staff tactique avec la sortie de Taider, en incorporant Belkaroui dans l'axe de la défense, alors que Medjani monta d'un cran et se chargea du marquage de Samata. Pour sa part, Mesloub, déchargé de ses fonctions défensives, retrouva son poste de prédilection. Et du coup, la machine algérienne se mit en branle et en l'espace de cinq minutes, les Verts

réussirent à rétablir l'équilibre grâce à l'opportunisme de Slimani qui exploita deux passes décisives, l'une de Mesloub à la 71' et l'autre de Mahrez à la 75'. En somme, l'équipe nationale est revenue de loin dans cette rencontre à mettre carrément aux oubliettes mais a pris un ascendant psychologique sur la Tanzanie qui ne s'attendait pas à ce retournement de situation. A priori, la balle se trouve dans le camp des Verts qui doivent logiquement terminer proprement le travail, mardi prochain au stade Mustapha Tchaker de Blida, et se qualifier en toute logique pour la dernière phase des éliminatoires du Mondial 2018.

Des absences préjudiciables

M. Benboua

On savait que la mission des Verts allait être difficile hier à Dar es-Salam face à la Tanzanie pour le compte du match aller des éliminatoires de la Coupe du Monde 2018, et ce pour plusieurs raisons. Tout d'abord, il y a lieu d'avouer que l'état d'esprit du groupe n'était guère rassurant, après leur deux derniers matches amicaux disputés face respectivement à la Guinée (1-2) et au Sénégal (1-0), qui ont suscité des réactions négatives et des commentaires des plus virulents envers le sélectionneur national, Christian Gourcuff. Ce dernier avait même fait part de sa volonté de quitter la barre technique de l'EN en raison notamment de la forte pression et les exi-

gences, disons légitimes, des supporters. Ensuite, il y a l'aspect du terrain et du public, qui a joué en défaveur de la sélection algérienne, car habitués au soutien de leurs supporters, les Verts ont donné l'impression d'évoluer en infériorité numérique, en première mi-temps notamment, n'arrivant même plus à enchaîner correctement deux ou trois passes au milieu de terrain. Pis encore, et de l'avis des spécialistes, l'Algérie a livré hier sa plus pire prestation depuis bien longtemps, mais c'est le compartiment défensif qui a le plus déçu.

En effet, ni la paire Medjani-Mandi et encore moins les demi-défensifs, Taider et Guedioura, ne se sont illustrés. Heureusement, le portier M'bolhi, dont la responsabilité n'est pas engagée sur les deux buts de la Tanza-

nie, s'est montré décisif à plusieurs reprises sauvant sa cage et son équipe d'une cuisante défaite. Prise de vitesse par les attaquants adverses, la défense algérienne aura été statique, incapable de repousser le danger, comme ce fut le cas sur le but de Samata sur une action individuelle. Il y a aussi le paramètre de la condition physique et le manque de compétition de plusieurs éléments, à l'image de Guedioura, Mandi et Bentaleb qui reviennent de blessures et qui étaient hier nettement loin de leur niveau habituel. Enfin, l'absence manifeste de cohésion dans le jeu des Verts figure également parmi les facteurs qui expliquent le résultat du jour. Et là, on ne peut pas nier que les absences de Brahimi, Feghouli et Soudani ont pesé lourd sur le jeu de la sélection.

Comment ils ont joué

Mbolhi: Le keeper de l'EN a réussi son retour en donnant de l'assurance en sauvant deux buts certains (22' et 38'). Il n'a rien à se reprocher sur les deux buts tanzaniens car mal protégé par son axe central, décidément le maillon faible des Verts.

Zeffane: Son calme a été déterminant dans certaines situations difficiles du match. Zeffane nous a paru quelque peu naïf par rapport à la dureté du football africain. A la reprise, il s'est racheté mais il a souffert par l'absence de couverture lorsque le besoin se faisait sentir.

Ghoulam: A eu du mal face à la vivacité de son adversaire direct. Le sociétaire de Naples n'a pas eu son rendement habituel sur le plan offensif, excepté une seule montée en seconde période. Il a quand même tiré son épingle du jeu et prouvé qu'il reste une pièce maîtresse de l'EN.

Mandi: Sa mauvaise complémentarité avec Medjani était visible. Mandi n'a pas été utile à l'EN comme il l'était dans le couloir droit, et notamment par sa lenteur qui l'a pénalisé dans ses interventions. Il nous doit une revanche, car il a une part de responsabilité dans les deux réalisations adverses.

Medjani: Le nouveau capitaine de l'EN a prouvé encore une fois ses limites dans la re-

lance. Sur le plan défensif, il a souffert le martyr face à Samata et Maguri. Il a commis deux erreurs de placement qui ont coûté deux buts à Mbolhi. Medjani a éprouvé les pires difficultés devant la rapidité et la force de pénétration des Tanzaniens. La preuve, il a pris place au milieu après l'incorporation de Belkaroui dans l'axe.

Taider: Il a été l'ombre de lui-même. Errant sur le terrain, Taider a tout simplement raté son match, ce qui a poussé Gourcuff à le remplacer par Belkaroui qui a été utilisé pour des raisons tactiques.

Guedioura: Avec son gabarit, il a gagné de nombreux duels et récupéré bon nombre de balles au milieu. Après une longue absence au sein de l'EN, Guedioura a réussi un match correct.

Mesloub: Placé sur le côté gauche pour "fixer" l'arrière droit Tanzanien en première période, il n'a pas été utilisé comme intermédiaire entre Ghoulam et Belfodil. Après le repos, Mesloub a beaucoup participé au jeu par son placement et sa faculté à gérer ses efforts s'est avérée payante. Il a donné une balle de but à Slimani.

Mahrez: Décevant en première mi-temps avec ses dribbles, certes, déroutants, mais sans

aucune utilité. Il s'est illustré toutefois par une passe lumineuse qui a amené le second but de Slimani. Ses temporisations ont été préjudiciables, mais avec son talent, il reste un joueur d'exception. Dommage qu'il a tendance à ne pas mettre ses grandes qualités techniques au service du collectif.

Slimani: Trop isolé et victime d'un milieu de terrain à tendance défensive avec trois récupérateurs, l'ex-attaquant du CRB a réussi un joli doublé grâce à son placement et ses appels de balle dans le dos des défenseurs adverses. On peut dire qu'il a été le sauveur de l'EN.

Belfodil: Totalement absent et transparent, il fut hors sujet et d'aucun soutien à Slimani. Il a été remplacé à la mi-temps par Bentaleb.

Bentaleb: Incorporé après la reprise mais dans un poste inhabituel d'ailier gauche. Il a alterné le bon et le moins bon.

Belkaroui: sur les trente minutes qu'il a jouées, le défenseur central du Club africain a stabilisé la défense.

Bounedjah: Incorporé dans les six dernières minutes, il ne peut être jugé même s'il a eu deux belles opportunités.

M. Zeggai

ANALYSE

Slimani masque les faiblesses de l'EN

Adjal Lahouari

En principe, et en fonction du classement respectif des deux équipes, il ne devait pas y avoir photo. Mais la réalité du terrain fut tout autre, en ce sens que les Verts ont été dominés sur tous les domaines par des Tanzaniens qui ont fait valoir leur jeu collectif et leur volonté d'aller de l'avant, à l'inverse des Algériens, maladroits et amorphes, à l'image des Belfodil, Guedioura et Taider. En d'autres temps, ce match contre la Tanzanie n'aurait pas déclenché beaucoup de commentaires. En outre, l'absence de plusieurs cadres a installé sinon la peur, du moins la méfiance face à un adversaire pourtant hiérarchiquement inférieur comme l'atteste son classement FIFA. Mais, tout de même, il convenait de se préparer du mieux possible, en s'adaptant aux circonstances du moment. Avant le coup d'envoi, les présents à Dar es-Salam ont laissé entendre que Gourcuff avait concocté deux plans applicables en fonction du déroulement de la rencontre. Or, les coéquipiers de Ghoulam ont été quasi inexistantes, au grand bonheur des Tanzaniens qui ne s'attendaient certainement pas à affronter des adversaires aussi amorphes. Les incertitudes concernaient notamment la défense. Et cela s'est confirmé avec les bourdes répétées qui ont permis aux Tanzaniens de marquer deux buts comme à la parade. A vu de la rencontre d'hier, une constante s'est dégagée, à savoir que l'excès de prudence était de mise face à la Tanzanie au jeu plus posé et plus collectif et qui misait énormément sur Samata, dangereux en contres. On comprend alors pourquoi le coach français a sorti Belfodil et lancé Bentaleb, car les défenseurs algériens étaient trop fébriles. A l'heure de jeu, Gourcuff a remplacé Taider par Belkaroui comme seconde « sentinelle ». Cette réorganisation a eu le don de surprendre les « Taifa Stars » qui croyaient sans doute que les jeux étaient faits. C'était là leur erreur car, encore une fois, Slimani, servi opportunément par Mesloub et Mahrez à cinq minutes d'intervalle, fut, tout simplement, le sauveur de l'équipe nationale. Cette leçon, il ne faudrait jamais l'oublier. Lorsqu'on dispose d'un buteur de ce type, il faut toujours lui donner des ballons exploitables. Il faut reconnaître que les deux changements signalés ci-dessus ont donné à l'EN l'indispensable équilibre qui lui faisait cruellement défaut. L'objectivité nous oblige à dire qu'on a rarement vu une équipe nationale aussi tatillonne. Aussi, ce résultat est une aubaine quasi insoupçonnée au vu de cette faible prestation de nos représentants. On ne remerciera jamais assez Slimani pour son efficacité, car il entretient l'espoir d'une qualification au match retour. Cela incitera sans doute Gourcuff à tirer le principal enseignement, à savoir que Slimani ne doit jamais être eseuilé en pointe. Finalement, ce résultat heureux ne doit pas masquer les inquiétantes lacunes relevées samedi. Dès ce mardi, il faudra aller chercher la qualification au stade Mustapha-Tchaker. C'est dans les cordes des Verts, malgré les imperfections.

Equipe nationale olympique - La liste des blessés se rallonge

Schürman face à un casse-tête chinois

L'entraîneur de la sélection algérienne olympique, Pierre-André Schürmann, fait face à un casse tête chinois avant deux semaines du coup d'envoi de la Coupe d'Afrique des moins de 23 ans au Sénégal à cause des nombreuses blessures enregistrées au sein de son effectif. Les deux joueurs de l'USM Alger, Abdellaoui et Ferhat, viennent rallonger la liste des blessés. Le premier est sorti après 20 minutes du match amical perdu contre le CR Belouizdad (2-1) jeudi, tandis que le second a été libéré du stage qui a débuté le 7 novembre en raison d'une blessure contractée lors de la finale retour de la Ligue des champions perdue par son équipe sur le terrain du TP Mazembe (RD Congo) dimanche dernier. Outre Abdellaoui et Ferhat, deux autres éléments clés de l'effectif algérien se soignent actuellement au Centre d'Aspitar à Doha. Il s'agit de Darfalou (USM Alger) et Chita (MC Alger), tous

les deux souffrant des adductions. Leur participation au rendez-vous continental (28 novembre-12 décembre 2015) est toujours incertaine. Et comme un malheur n'arrive jamais seul, Benkhabla (ASM Oran) et Benchaâ (MC Oran) sont eux aussi indisponibles actuellement pour blessures.

Leur période de convalescence pourrait dépasser les trois semaines. Auparavant, Benalam (ASM Oran) avait déclaré forfait pour la compétition à cause d'une méchante blessure à un genou.

Face à ces aléas, le patron technique des Verts éprouve d'énormes difficultés pour arrêter la liste des 20 joueurs appelés à faire le déplacement du Sénégal. Une liste qui doit être transmise à la Confédération africaine de football (CAF) avant dix jours du coup d'envoi de l'épreuve. Pour sa part, le défenseur central de Montpellier (L 1, France) Bensebaini, qui se trouve actuellement avec la sélection pre-

mière en Tanzanie, a déclaré récemment qu'il n'était pas encore sûr de prendre part à la CAN du Sénégal, car n'ayant toujours pas eu le feu vert de son club. Idem pour Ait Athmane, l'attaquant de Gijon (Liga espagnole) que le sélectionneur national compte convoquer pour la première fois à l'occasion de la CAN. La sélection algérienne clôturera mardi son dernier stage avant de se rendre au Sénégal par une rencontre amicale en déplacement face à la Tunisie.

Au premier tour de la coupe d'Afrique U-23, qualificative aux Jeux olympiques JO-2016 de Rio de Janeiro, l'Algérie évoluera dans le groupe B avec l'Egypte, le Nigeria, et le Mali. Le groupe A est constitué du Sénégal (pays hôte), de la Tunisie, de l'Afrique du Sud, et de la Zambie. Les trois premiers se qualifieront pour le tournoi olympique de Rio, une compétition de laquelle l'Algérie est absente depuis l'édition de 1980 à Moscou.

Amicaux

La France, la Belgique et l'Espagne se rassurent



La France, vainqueur conquérante de l'Allemagne (2-0) vendredi au Stade de France, a pris date pour son Euro, tout comme la Belgique qui l'a emporté face à l'Italie (3-1), a justifié son statut de première nation mondiale avec autorité. Privés de Benzema et Valbuena, à cause de l'affaire de la «sextape», les Bleus se sont appuyés sur un autre duo offensif pour faire la différence. Sur un excellent service en retrait de Martial, Giroud a ajusté Neuer pour inscrire le premier but de la rencontre juste avant la mi-temps (45e). Le deuxième but a été signé par le revenant André-Pierre Gignac en fin de match (86e). Des preuves que l'équipe de France peut survivre à une éventuelle mise à l'écart définitive de Benzema. Sur le plan extra-sportif, le match n'a pas été perturbé par les événements tragiques qui ont frappé la capitale dans la soirée, jusqu'aux alentours du Stade de France. Deux explosions ont été entendues aux alentours de la 20e minute.

A la fin du match, les spectateurs ont quitté l'enceinte par trois portes, alors que quelques milliers d'entre eux ont trouvé refuge sur la pelouse dans le calme. De son côté, la Belgique a célébré comme il se doit son nouveau statut de leader du classement mondial Fifa lors d'une rencontre de gala face à l'Italie (3-1).

Considérés comme l'un des principaux favoris de l'Euro-2016, les Belges ont été menés au score dès la troisième minute après un but de Candreva avant de faire parler leur force collective pour inscrire trois buts. Entré en jeu, Michy Batshuayi a réussi à se mettre en valeur alors qu'il dispose d'une semaine pour convaincre Marc Wilmots de l'intégrer parmi les 23 en juin prochain en France. En inscrivant le troisième but de son équipe (83e), l'attaquant marseillais a marqué des points pour endosser le rôle de joker offensif, derrière les incontournables Romelu Lukaku et Christian Benteke.

Dans l'autre rencontre de

gala de la soirée, l'Espagne, double champion d'Europe en titre, a pris le dessus sur l'Angleterre (2-0), mettant fin à la série de 15 matches sans défaite de la sélection anglaise. Forts d'une campagne de qualifications impériale avec dix victoires en autant de matches et un billet pour l'Euro validé dès début septembre, les Anglais ont pu mesurer le niveau qu'il leur reste à atteindre pour espérer faire trébucher une équipe du calibre de l'Espagne. Longtemps dominatrice dans le jeu, la Roja a trouvé la faille en fin de match sur un exploit de Mario Gaspar. Bien servi par Fabregas à l'entrée de la surface de réparation, le latéral droit trompait Joe Hart d'une sublime reprise acrobatique en pivot (72e), avant que Santi Cazorla, double la mise douze minutes plus tard d'une frappe enroulée imparable. Dans l'ombre des favoris, le Pays de Galles de Gareth Bale a chuté à domicile (2-3) face à une équipe des Pays-Bas qui n'a pu se qualifier pour l'Euro-2016.

Mondial 2018-Zone Concacaf

Le Mexique et les Etats-Unis en démonstration

Les Etats-Unis et le Mexique ont débuté les qualifications pour le Mondial-2018 par un net succès vendredi à la différence de la Jamaïque, surprise à domicile par le Panama. Les Etats-Unis ont étrillé St Vincent et Grenadines 6 à 1, mais la 129e nation au classement FIFA a ouvert la marque dès la 5e minute et mené pendant six minutes. Bobby Wood a rétabli la situation dès la 11e minute, puis l'équipe de Jürgen Klinsmann, emmenée par Jozy Altidore, auteur d'un doublé, a fait respecter la logique.

Le Mexique, vainqueur de la Gold Cup 2015, a dominé le Salvador 3 à 0, tandis que dans ce même groupe B, le Canada est venu à bout du Honduras 1 à 0. La surprise de la soirée est venue de



Kingston où la Jamaïque si séduisante lors de la Copa America 2015 où elle était invitée, a pris l'eau face au Pana-

ma. Cooper a ouvert la marque à la 43e minute, puis Morgan a marqué contre son camp à la 52e minute.

Mondial 2018-Zone AmSUD

L'Argentine cale de nouveau

L'Argentine, tenue en échec par le Brésil 1 à 1 vendredi à Buenos Aires, court toujours après sa première victoire dans les éliminatoires pour la Coupe du monde 2018. Deux nuls et une défaite pour un total de deux points, la campagne de Russie de l'Albiceleste commence déjà à prendre des allures de Bérézina. Jamais dans son histoire l'Argentine n'a aussi mal débuté des éliminatoires pour une Coupe du monde. Et avec un périlleux déplacement en Colombie à venir, mardi, l'équation pour le sélectionneur Gerardo Martino, très critiqué, pourrait encore singulièrement se compliquer. Il était certes privé de sa star Lionel Messi, ainsi que deux autres atouts offensifs, Sergio Agüero et Carlos Tevez, tous blessés, mais le Brésil, réduit à dix après l'exclusion dans le temps additionnel de David Luiz, n'a pas eu à forcer son (maigre) talent pour ramener un point du stade Monumental. L'Argentine avait pourtant bien débuté et Ezequiel Lavezzi avait concrétisé sa nette domination à la 34e minute :

l'attaquant du Paris SG s'était intercalé dans la défense brésilienne sur un centre parfait de Gonzalo Higuaín. Mais l'Albiceleste ratait le coche à la 47e minute quand Éver Banega voyait sa reprise heurter le montant gauche du but brésilien. Un coup du sort qui devait coûter cher aux Argentins, car il semblait réveiller les Brésiliens, timorés en première période, malgré le retour de suspension de Neymar.

A la 58e minute, Lucas Lima ramenait les deux équipes à égalité.

Le milieu offensif du FC Santos, titularisé à la surprise générale, propulsait dans les filets le ballon repoussé par un poteau argentin sur un tête de Douglas Costa. La Selação retrouvait même de l'ambition et passait tout près de doubler son avantage grâce à Willian. L'exclusion de David Luiz, après un second avertissement, incitait les joueurs de Dunga à plus de prudence et à se satisfaire du point du match nul. Après trois matches, l'Argentine totalise trois points et pointe en 8e position du classement dominé par l'inattendu

Equateur (9 pts), tandis que le Brésil est 4e avec quatre points. «Ce point contre le Brésil aurait été perçu autrement si nous avions gagné nos deux premiers matchs, mais maintenant il faut absolument qu'on gagne en Colombie mardi», a admis Angel di Maria, le milieu de terrain du Paris SG. «On a connu des difficultés en attaque lors de la première période, mais l'entrée de Douglas Costa en seconde période a perturbé la défense argentine», a de son côté insisté Dunga, le sélectionneur brésilien dont l'équipe recevra le Pérou lors de la 4e journée mardi. Le «superclasico» entre les deux puissances du football sud-américain était initialement programmé jeudi, mais il avait été reporté de vingt-quatre heures en raison de fortes pluies qui ont rendu la pelouse du stade Monumental impraticable. Avant le coup d'envoi, les deux équipes et les 50.000 spectateurs du stade Monumental avaient observé une minute de silence en mémoire des victimes des attentats de Paris.

Volley-ball- Nationale 1 A

Les favoris dictent leur loi

A. S.

Cette seconde journée du championnat a vu les favoris dicter leur loi et confirmer ainsi leur bonne santé en s'installant sur un

même fauteuil. Ainsi le champion en titre, sur son parquet, le NR Bordj Bou Arréridj a largement dominé l'EF Ain Azel qui n'a pas fait le poids. Pour sa part, l'Etoile sétifienne en a fait de même devant son public face à l'ASV Blida tout comme le GS Pétroliers qui a disposé à Alger du POC Chlef et du MB Béjaia qui a pris le dessus sur ses terres face à l'OEK El-Milia. Tout ce beau monde, du

NRBBA au MBB se retrouvent sur un même fauteuil. Et il faudra attendre les prochaines journées, soit les confrontations directes entre favoris pour être fixés sur les potentialités de chaque co-leader. Deux équipes ont réalisé une bonne affaire, à savoir l'O El-Kseur et le NC Béjaia qui ont négocié victorieusement leurs déplacements respectifs à Sétif et M'sila face à l'ITRS et le RCM.

Résultats

NRBBA ...	3 ...	EFAA	0
ITRS	0 ...	OEK ...	3
ESS	3 ...	ASVB ...	0
RCM	2 ...	NCB	3
GSP	3 ...	POC	0
MBB	3 ...	OMK	0

Chantage à la «sextape»

Benzema a reconnu son rôle d'intermédiaire

Quand Karim Benzema passe à table. Placé en garde à vue le 5 novembre dernier pendant 24 heures par la police judiciaire de Versailles, l'attaquant international du Real Madrid a reconnu avoir bel et bien joué un rôle dans l'affaire du chantage à la «sextape» qui secoue le football français depuis plus d'une semaine.



Après avoir nié toute implication dans un premier temps, Benzema a lâché prise lors de sa troisième audition selon des sources proches de l'enquête interrogées par l'AFP. «Je devais servir d'intermédiaire et faciliter la mise en rapport entre Mathieu et Karim Zenati», a indiqué Benzema, alors «embarrassé», non pas vis-à-vis de son coéquipier en Bleu, Mathieu Valbuena, victime dans cette affaire, mais par rapport à son ami Karim Zenati, approché par trois maîtres-chanteurs présumés et connu des services de police pour avoir notamment été condamnés en 2006 à 8 ans de prison pour vols à main armée. «Je suis embarrassé (...) parce que quand il est sorti de prison et même quand il était dedans, je me suis occupé de lui.

Nous sommes vraiment très proches», a souligné Benzema qui considère d'ailleurs Zenati «comme [son frère] si l'on en croit la retranscription d'une conversation téléphonique entre les deux hommes le 6 octobre dernier révélée par la presse ces derniers jours.

Des écoutes téléphoniques

utilisées par les enquêteurs durant cette garde à vue pour déstabiliser Benzema et le mettre devant le fait accompli. «J'ai bien eu une conversation avec Zenati sur la manière d'aborder le sujet avec Mathieu Valbuena», a admis l'international français.

En revanche, «que Karim Zenati bénéficie de quelque chose derrière c'était pas mon but, a-t-il expliqué. J'y ai pas pensé, je suis choqué, franchement, je suis con quand je vois tout ça». Avant d'ajouter avoir agi «sans arrière-pensée».

Des révélations qui ne font que confirmer l'impression étrange et malsaine laissée après la lecture de la retranscription des écoutes. Celle d'une inconscience sidérante. D'un détachement et d'une désinvolture presque irréels. Comme si Benzema ne se rendait absolument pas compte de la gravité des faits. «Parce que Zenati c'est quelqu'un de sérieux et quelqu'un en qui j'ai confiance», s'est défendu le joueur. Sans éprouver la moindre compassion à l'égard de Valbuena, déjà guère épargné dans la conversation téléphonique entre les deux compères.

Le milieu de terrain de Lyon était ainsi désigné comme «l'autre» par Benzema avant que les deux hommes ne s'amusent de la situation : «Il était tout blanc (...) Je l'ai vu avaler de travers, il commençait à avaler deux, trois fois de travers». Lors d'une conversation téléphonique interceptée par la police, Benzema, «remonté» selon ses dires après avoir vu son nom cité dans la presse et pensant avoir été «balancé» par son coéquipier en Bleu, aurait même utilisé le terme de «tarlouze» pour qualifier Valbuena.

Avec tous ces éléments en main, la juge d'instruction a alors ordonné la mise en examen du joueur pour «complicité de tentative de chantage et participation à une association de malfaiteurs en vue de la préparation d'un délit puni d'au moins cinq ans d'emprisonnement». Placé sous contrôle judiciaire, Benzema a également interdiction «d'entrer en contact, de quelque façon que ce soit, avec Mathieu Valbuena et les autres mis en examen».

Quatre hommes, dont Karim Zenati, ont aussi été inculpés et écroués.

Dopage

Visé après la Russie, le Kenya crée une agence antidopage

Le Kenya, nation majeure de l'athlétisme en plein scandale de dopage, et pays dont plusieurs athlètes ont récemment été contrôlés positifs, a décidé la création «immédiate» d'une agence nationale antidopage, selon un communiqué du gouvernement reçu hier. Cette décision a été prise vendredi, quelques heures avant la suspension par la Fédération internationale d'athlétisme (IAAF) de la Russie, accusée de «dopage organisé» par une commission d'enquête de l'Agence mondiale antidopage (AMA). Publié lundi, le rapport d'enquête, dirigé spécifiquement contre l'athlétisme russe, affirme que la Russie n'est pas le seul pays concerné par le dopage de ses athlètes.

La mission de cette nouvelle «Agence antidopage du Kenya» est de «mener des contrôles antidopage dans le pays, favoriser l'intégrité et l'absence de dopage dans le sport, superviser les poursuites judiciaires liées au dopage, promouvoir le (...) combat

contre le dopage, développer et mettre en oeuvre les règles et règlements antidopage», indique le communiqué du gouvernement. Elle «coopérera» notamment avec l'AMA «dans ses activités de lutte contre le dopage menées au Kenya», précise le gouvernement. Fierté nationale, l'athlétisme kenyan a obtenu onze médailles dont deux titres aux derniers JO de Londres. Mais il se sait dans le collimateur car une trentaine d'athlètes kenyans ont été suspendus pour dopage depuis 2012, et craint de subir le même sort que la Russie. «Le Kenya a un vrai problème. S'ils ne travaillent pas sérieusement (contre le dopage), je pense que quelqu'un le fera pour eux», avait averti sans détour en début de semaine Dick Pound, président de la commission d'enquête de l'AMA, citant notamment un reportage de la télévision allemande ARD à l'origine des investigations contre la Russie et qui accusait aussi de dopage des athlètes kenyans.

La star kenyane du marathon, Rita Jeptoo, a été suspendue en janvier pour deux ans après un contrôle positif à l'EPO et les sprinteuses kenyanes, Koki Manunga (400 m haies) et Joyce Zakary (400 m), ont été contrôlées positives en août pendant les Mondiaux de Pékin où le Kenya a fini pour la première fois en tête du tableau des médailles (sept médailles d'or, six d'argent et trois de bronze).

La légende kenyane, Kip Keino, qui a glané cinq médailles olympiques, dont deux titres aux JO-1968 (1.500m) et 1972 (3.000m steeple), a récemment averti que l'AMA «pense que le Kenya met le problème du dopage sous le tapis» et pourrait «demander la suspension du Kenya de toute compétition pour quatre ans, dont les JO-2016». Le vice-président kenyan, William Ruto, avait annoncé en septembre, après les deux contrôles positifs à Pékin, la rédaction d'un projet de loi pour punir pénalement le dopage.

Accusé de dopage organisé

L'athlétisme russe écarté provisoirement des JO

Sans surprise, la Fédération internationale d'athlétisme (IAAF) a tranché dans le vif vendredi soir, épilogue logique d'une semaine où le monde de l'athlétisme a été ébranlé comme jamais par les révélations contenues dans le rapport d'une commission d'enquête indépendante de l'Agence mondiale antidopage (AMA), lundi à Genève. Avec 22 voix pour la suspension et 1 seule contre, la sanction est tombée malgré un dernier feu d'artifice de bonnes intentions côté russe, symbolisé par la déclaration du ministre russe des Sports Vitaly Moutko, juste avant le début de la réunion : «Nous sommes prêts à coopérer avec l'IAAF pour que notre athlétisme soit aux normes qui nous sont demandées (...) Nous sommes prêts à n'importe quelle mesure». Un échec partagé également par Elena Isinbaeva, la double championne olympique de la perche, qui avait exhorté la commission à «ne pas réduire tous les athlètes russes au même niveau», et aussi Vladimiroutine. Le président russe, qui a fait du sport une de ses priorités stratégiques pour le rayonnement de la Russie, avait très clairement joué l'apaisement en milieu de semaine, et plaidé pour des sanctions personnalisées plutôt que collectives. Peine perdue, donc, pour le moment, comme l'expliquait Sebastian Coe, le président de l'IAAF récemment élu,

dans un communiqué : «Nous avons discuté de l'échec de l'ARAF (Ndlr : la Fédération russe d'athlétisme) et nous avons pris la décision de la suspendre provisoirement, la sanction la plus dure que nous puissions prendre à l'heure actuelle». Et le Britannique de poursuivre son argumentaire : «Nous avons aussi échangé et nous sommes tombés d'accord sur le fait que c'est tout le système qui a laissé tomber les athlètes, pas simplement en Russie mais partout dans le monde. Tout cela a été un signal d'alarme honteux, et il est clair que tricher à n'importe quel niveau ne sera pas toléré. Dans cette optique, l'IAAF, l'AMA, les membres des fédérations et les athlètes, nous devons nous regarder en face, regarder nos cultures et nos méthodes afin d'identifier où les échecs existent. Et après avoir identifié les problèmes existants, nous devons montrer notre détermination à les réparer pour restaurer la confiance en notre sport». L'IAAF n'avait pas vraiment d'autre choix que celui d'une telle sanction. Dans son rapport, l'AMA avait été très claire : la Russie devait être suspendue de toute compétition en athlétisme, y compris, pour quoi pas, pour les Jeux olympiques 2016 de Rio de Janeiro (Brésil), tant qu'elle n'a pas démontré sa capacité à lutter efficacement contre le dopage. Le conseil de l'IAAF a donc suivi les re-

commandations de l'AMA, pour au moins acter dans les faits sa volonté de combattre le mal avec force. Certains pays avaient déjà été suspendus par l'IAAF, mais c'est la première fois que l'instance internationale qui préside aux destinées du sport olympique numéro 1 suspend une de ses fédérations membres pour dopage institutionnalisés. Un tel niveau de tricherie n'avait plus été vu depuis l'époque du bloc socialiste, notamment en RDA. Première conséquence pratique, la Russie, qui devait accueillir les Mondiaux juniors d'athlétisme à Kazan du 19 au 24 juillet, en perd l'organisation. De même pour la Coupe du monde de marche par équipes, qui devait avoir lieu les 7 et 8 mai à Tchekobskary. La décision de l'IAAF ne doit cependant pas à la conclusion, hâtive, que les athlètes russes ne seront pas présents à Rio pour les Jeux olympiques. D'abord parce que cette suspension n'est que provisoire. Aucune date de fin de suspension n'a été mentionnée par le conseil de l'IAAF, mais celui-ci se réunira de nouveau en mars 2016, à Cardiff, à l'occasion des Mondiaux de semi-marathon. Cela laisse suffisamment de temps - quatre mois - à la Russie, pour faire en sorte de répondre aux attentes de l'instance, et ainsi permettre une réintégration en extremis dans le giron sportif avant Rio (5-21 août 2016).



09.00 Bonjour d'Algérie (direct)
10.30 Le soleil de la vérité
Feuilleton algérien
11.00 Avis religieux (direct)
12.00 Journal télévisé en français
12.25 Les larmes du cœur
Feuilleton algérien

13.10 Khali oua télégraphe
Film algérien
15.00 Twahacht bladi (direct)
16.30 Dessin animé
17.25 Takder tarbah
18.00 Journal télévisé en amazigh
18.25 Le soleil de la vérité
Feuilleton algérien
19.00 Journal télévisé en français

19.25 Casting alhane wa chabab

20.00 Journal télévisé en arabe
20.45 Canal foot
22.00 Culture club
23.00 Festival de la musique
Hawzi



20.56 Casino Royale



Avec Daniel Craig, Eva Green, Judi Dench, Mads Mikkelsen, Jeffrey Wright
Fraîchement promu au grade d'agent 00 doté du permis de tuer, James Bond doit affronter un banquier du terrorisme mondial, Le Chiffre. Pour le ruiner et espérer ainsi démanteler son réseau, il doit le battre lors d'une partie de poker. Accompagné dans cette opération par la belle Vesper Lynd, une employée du gouvernement britannique, Bond tente d'échapper aux hommes du Chiffre qui veulent le tuer.
23.20 Faites entrer l'accusé
01.10 Ravachol



20.50 Les enquêtes de Murdoch



Saison 8 - Episode 15
- L'habit ne fait pas le moine
Avec Yannick Bisson, Thomas Craig, Helene Joy, Jonny Harris, Georgina Reilly
Après une dispute avec le père Lebel pour lequel elle travaillait, Jeannette Rajotte, la bonne du presbytère de l'église St Francis, est tuée. Alors qu'il enquête sur cette affaire, Murdoch est surpris de revoir son ancien mentor, le père Keegan, en arrivant sur la scène du crime. Ces retrouvailles le plongent dans son passé.
23.55 Soir 3
00.15 Le bigame



12.35 Médias, le magazine
13.40 L'âge des machines
14.35 Yucatan, culture nature, culture maya
15.30 Les chemins de l'école
16.00 Emballages . le grand déballage
17.00 Juger Pétain
18.00 C politique
19.00 On n'est pas que des cobayes !
20.00 In Vivo, l'intégrale
20.40 Au fil de la Loire
21.30 Bienvenue dans mon village
22.25 Juger Pétain
23.25 La grande librairie
00.25 Un film, une histoire



12.30 Streetphilosophy
13.00 Square
13.35 360°-GEO
14.30 Histoires d'arbres
15.15 Paris-Berlin, destins croisés
17.00 Personne ne bouge !
17.35 Le parfum
18.30 Anne-Sophie Mutter interprète le «Concerto pour violon» de Jean Sibelius
19.15 Cuisines des terroirs
19.45 Arte journal
20.15 Vox pop
20.45 Sur la route de Madison
22.55 Les 18 fugitives
00.10 Patrice en concert



13.00 21e siècle
14.00 Maghreb-Orient Express
14.54 Du côté de chez Dave
15.46 Questions pour un super champion
16.35 300 millions de critiques
17.30 Kiosque bande annonce
18.30 64' le monde en français
19.34 Méditerranée
20.30 Le journal de France 2
21.00 Thalassa
23.03 TV5Monde le journal Afrique
23.25 Le journal de la RTS
23.59 Django Reinhardt, trois doigts de génie
00.51 La grande librairie

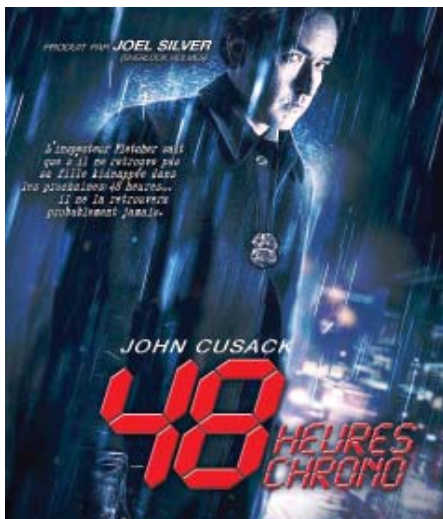


TF1 20.55

WOLVERINE : LE COMBAT DE L'IMMORTEL

Avec Hugh Jackman, Rila Fukushima, Tao Okamoto, Svetlana Khodchenkova
Après les événements tragiques qui ont vu mourir plusieurs X-Men dont Jean Grey, Logan vit en ermite dans la forêt, hanté chaque nuit par d'horribles souvenirs de son passé. Au cours d'une rixe dans un bar, il fait la connaissance de Yukio, une Japonaise, qui l'emmène au Japon retrouver Yashida, une ancienne connaissance. Celui-ci, vieux et malade, lui propose de redevenir mortel. A la mort de Yashida, Logan, pris par trahison, perd son pouvoir de mutant.

CINE +
PREMIER 20.45
48 HEURES CHRONOS



Avec John Cusack, Jennifer Carpenter, Mae Whitman, Sonya Walger
Un tueur en série sévit dans les rues de Buffalo et s'en prend principalement à de jeunes prostituées. Mike Fletcher et sa collègue Kelsey Walker sont depuis longtemps sur sa piste. Sa vie familiale est perturbée par la crise d'adolescence de sa fille Abby, qui fugue pour retrouver son petit ami. C'est à ce moment que la jeune fille est enlevée par le criminel. L'enquête de Mike prend alors une tournure beaucoup plus personnelle.

CINE +
FRISSE 20.45
WORLD WAR Z



Avec Brad Pitt, Mireille Enos, Daniella Kertesz, James Badge Dale
Une étrange maladie transformant les hommes en zombie apparaît dans certains pays du globe. Ancien enquêteur des Nations Unies, Gerry assiste, avec sa femme et ses filles, à une terrible attaque de zombies à Philadelphie. Alors que le monde entier bascule dans le chaos, il parvient à sauver sa famille. L'ONU accepte de les abriter sur un cargo militaire, mais Gerry doit partir en mission pour comprendre les origines du virus.

TÉLÉVISION



23.30 Les experts



Saison 6 - Episode 1

- Tomber des nues
Avec William Petersen, Gary Dourdan, Marg Helgenberger, Paul Guilfoyle
Gil Grissom, Sara et Nick enquêtent sur l'explosion d'une caravane qui a fait deux victimes. Catherine et Warrick doivent retrouver l'identité d'une très belle femme découverte morte dans le quartier chaud de Las Vegas. Deux corps en état de décomposition, retrouvés dans le coffre d'une voiture, sont amenés au laboratoire.



20.55 Capital



09.20 M6 boutique
10.50 New Girl
11.20 Sport 6
11.25 Turbo
12.40 Météo
12.45 Le 12.45
13.10 Recherche appartement ou maison
14.25 Maison à vendre
16.25 66 minutes : le doc
17.15 66 minutes
18.35 66 minutes : grand format
19.40 Météo
19.45 Le 19.45
20.05 E=M6
20.40 Sport 6

- Temps de travail, salaires, hiérarchie : faut-il tout casser ?
Présenté par François-Xavier Ménage
Je monte ma boîte : parcours du combattant ? Un Français sur trois rêve de devenir son propre patron. Mais pour passer le cap fatidique des 5 ans qui voit une société sur deux disparaître, il faut savoir surmonter les charges et la paperasserie • Les 35 heures : le sujet qui divise les Français. Des voix s'élèvent pour dénoncer cette spécificité française.
23.00 Enquête exclusive



20.55 Hunger Games : la révolte, 1ère partie



Avec Jennifer Lawrence, Josh Hutcherson, Liam Hemsworth, Woody Harrelson
Après avoir détruit l'arène des jeux, Katniss a été recueillie par Beetee, Alma Coin et Plutarch Heavensbee dans un repaire souterrain. Désormais surnommée le Geai Moqueur, elle apprend que son geste a galvanisé une partie du peuple prêt à se soulever.
22.55 Ray Donovan
00.35 Le journal des jeux vidéo



09.55 Batman
11.05 Dragons : Cavaliers de Beurk
12.10 Un jour, une question
12.15 Zouzous
13.40 T'as tout compris
14.10 Une saison au zoo
18.10 On n'est plus des pigeons !
19.45 Un gars, une fille
20.40 Monte le son !
20.45 La famille Millevoies, à chacun son métier
20.50 Je te promets : The Vow
22.30 Flashpoint



10.45 Chuck



11.35 Friends
16.00 On a échangé nos mamans
17.55 Super Nanny
19.45 Ma vie au zoo
20.40 NT1 infos
20.55 Je préfère qu'on reste amis...
22.55 Chroniques criminelles
00.55 Secret Story



09.05 Génération Hit machine
12.35 Météo
12.40 Cauchemar en cuisine
17.50 Soda
20.45 Météo
20.50 Talent tout neuf
20.55 Le transporteur - la série



les au
et vou
seront

ture se
l'espr
naisse

Poissons 19-02 au 20-03
Une agréable surprise vous attend. Profitez de ce moment pour rallier à votre cause les gens qui hésitent à faire complètement confiance. La partie sera belle et vous portez le grand jeu. Vous attribuez la victoire sans aucune difficulté.

FLÉCHÉS N° 5773

[illegible]**FOVILLIS N° 5773**

B	M	T	E	M	I	B	A	N	O	D	N	A	B	A
B	O	O	I	T	A	P	C	R	E	P	E	I	I	T
N	U	U	A	E	T	N	A	M	A	L	A	O	K	N
O	V	C	D	J	R	E	U	Q	I	D	N	I	E	E
I	E	H	H	E	V	E	R	I	T	E	E	R	G	M
T	M	E	J	E	R	R	E	R	E	P	O	A	A	E
U	E	R	U	P	N	I	M	E	H	C	N	S	L	H
T	N	E	M	E	V	I	T	A	R	A	P	M	O	C
I	T	O	E	R	R	E	M	M	O	N	O	R	C	U
T	I	G	N	L	R	F	E	D	T	N	I	U	I	A
S	T	I	T	E	A	S	E	R	O	Z	S	A	R	V
N	U	V	S	U	S	M	O	R	O	I	O	E	B	E
O	B	R	T	U	A	P	P	N	V	A	N	S	E	H
C	E	E	O	I	S	U	A	E	C	N	O	I	L	C
V	R	H	N	O	I	T	A	G	N	O	L	O	R	P

Les 7 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :

- Mon 1er est une mèche rebelle.
- Mon 2e, c'est couper à coups de dents.

Mon tout, c'est « le commerçant du coin »

CROISÉS N° 5773

1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									
10									

A. Petits, petits..
B. Emanations.
Sort.
C. Base de cours.
Intouchable en Inde.
D. Boîte de marteaux.
Article.
E. Elles ont perdu leurs at-
taches.
F. Fais de la détention à tort.
Tendus.
G. Sciée.
H. Sale. Halogène.
I. Police.
Coupe d'alexandrin.
J. Banals.
Pas pipée.

FLECHES N°5772

D	O	M	I	N	O	S	I	L
E	P	A	N	O	U	I	S	E
M	E	R	N	S	M	A	R	S
O	R	D	I	N	A	I	R	E
L	A	I	D	E	L	I	A	I
I	T	I	S	I	C	V		
T	I	M	O	R	E	E	T	E
I	O	R	T	L	O	T	I	
O	N	D	E	S	P	A	O	N
N	S	S	E	R	E	I	N	E

M	A	J	O	R	I	T	E
A	V	A	R	E	O	S	A
I	M	A	M	A	N	I	
N	O	B	L	E	T	A	S
T	U	E	D	R	O	N	E
E	S	U	E	N	E		
N	A	S	P	R	I		
A	B	C	A	V	R	I	L
N	U	R	S	E	C	E	
T	S	O	V	S	E		
E	R	R	E	U	R	U	
G	R	O	T	T	E	X	

CODÉS N° 5772

1	T	2	A	3	L	4	N	5	O	6	U	7	C	8	I	9	V	10	E	11	M	12	R	13	S
14	B	15	D	16		17		18		19		20		21		22		23		24		25		26	

1 R	2 I	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

14	4	1	15	6	8	4	5		8
1	2	7		14	2	5		3	7
7	1	3	2	6	8		14	6	10
16	6	2	9	9	6	1	4	8	
2		1	6	6		2	2		4
17	14		8	6	17	4	3	2	11
6	1	8		8		5	1		11
5	2	6	8		8	3	6	9	6
3	6	15	14	8		6		2	12
2	1	6		13	4	8	8	6	3
6	6		3	2	1		7	8	6
9		11	4	1	17		10	8	
9	4		9	6	10	1	1	6	8
6	15	6	10	8		4	12		4
8	6	9	8		7	3	6	6	8

7 ERRORS



Kerry réaffirme le plein soutien américain à Tunis



Le secrétaire d'Etat John Kerry a réaffirmé vendredi le soutien des Etats-Unis à la jeune démocratie tunisienne, dont Washington "veut le succès", lors de la tenue d'un "dialogue stratégique" visant à consolider le partenariat, notamment financier, entre les deux alliés. "Les yeux du monde sont sur la Tunisie, et l'Amérique veut le succès de la Tunisie", a dit M. Kerry lors d'une conférence de presse à Tunis avec son homologue Taieb Baccouche. "Les Etats-Unis demeurent très impliqués dans le renforcement de l'économie tunisienne", a-t-il ajouté, soulignant que l'aide américaine avait atteint "plus de 700 millions de dollars" depuis la révolution de 2011. Sur le plan économique, cette rencontre devait permettre, selon le département d'Etat, d'étudier une nouvelle garantie de prêt de 500 millions de dollars, à la demande de Tunis. Une lettre d'intention a été signée en ce sens, a affirmé M. Baccouche, précisant que son pays aspirait "à l'approbation d'un programme d'aides sur cinq ans". L'assistance sécuritaire se rapporte aussi à l'équipement qu'au renseignement. Avec le soutien financier américain, une académie de police, d'une capacité de près de 2.000 stagiaires, verra le jour en 2019 près d'Hammamet.

Des djihadistes décapitent un jeune berger en Tunisie



Des djihadistes armés ont décapité un jeune berger de 16 ans dans la province tunisienne de Sidi Bouzid (centre-ouest), a annoncé vendredi le ministère de l'Intérieur. "Un groupe terroriste a intercepté deux bergers au Mont Meghila et coupé la tête de l'un d'entre eux avant de la remettre au second, âgé de 14 ans, pour qu'il la rapporte à sa famille", a déclaré à l'AFP Walid Louguini, responsable des médias au ministère, rapportant des déclarations de responsables locaux. Une source de sécurité a affirmé au correspondant de l'AFP à Sidi Bouzid que les deux bergers étaient des cousins. Ils se trouvaient dans la montagne lorsque "trois terroristes leur ont fait obstacle, l'un d'entre eux a tiré en l'air, le deuxième a égorgé le berger avec un couteau et le troisième a filmé l'attaque". Le délégué de Sidi Bouzid a confirmé ces faits à l'AFP. La Tunisie fait face depuis 2011 à une recrudescence des attaques extrémistes sur son territoire, la plupart revendiquées par des mouvements liés à Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) qui ont coûté la vie à des dizaines de militaires, policiers et gendarmes. Le mois dernier, le corps sans vie d'un berger tunisien enlevé par des jihadistes avait été découvert dans la région de Kasserine (centre-ouest).

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Accord à Vienne sur un «calendrier» de transition et d'élections en Syrie

Les diplomaties mondiales, dont Etats-Unis et Russie, réunies samedi pour des pourparlers sur la Syrie à Vienne, se sont mis d'accord sur un "calendrier concret" visant à organiser d'ici 18 mois des élections dans le pays, a déclaré le ministre allemand des Affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier. "Le calendrier concret sur lequel nous nous sommes entendus aujourd'hui est celui d'élec-

tions dans 18 mois en Syrie", à l'issue d'"un processus qui comprendra la formation d'un gouvernement de transition d'ici six mois", a déclaré le ministre après ces discussions. L'objectif est aussi d'organiser d'ici le 1er janvier une rencontre entre représentants de l'opposition syrienne et du régime de Damas. Mais les participants aux pourparlers ne sont pas parvenus à ce stade à surmonter

leurs divergences concernant l'avenir du président Assad, a indiqué le chef de la diplomatie américaine John Kerry. "Nous avons toujours des divergences concernant ce qu'il doit advenir de Bachar al-Assad", a-t-il déclaré. Le sort de M. Assad est une des principales pierres d'achoppement des pourparlers, la Russie et à l'Iran refusant les exigences d'un retrait immédiat de leur allié.

Varsovie «ne pourra pas» accepter la relocalisation d'immigrés



Après les attentats de Paris, la Pologne ne pourra pas respecter les accords européens de relocalisation d'immigrés, a déclaré samedi Konrad Szymanski, futur responsable aux Affaires européennes dans le gouvernement conservateur en cours de formation à Varsovie. "Les décisions, que nous avons

critiquées, du Conseil européen sur la relocalisation des réfugiés et immigrés vers tous les pays de l'UE ont toujours la force de droit européen. (Mais) après les événements tragiques à Paris nous ne voyons pas la possibilité politique de les respecter", a déclaré M. Szymanski sur le site internet de droite wPolityce.pl. Selon le

futur ministre, les attentats de Paris, qui s'inscrivent "directement" dans le contexte de la crise migratoire et des bombardements français des positions du groupe Etat islamique, marquent la nécessité de "revoir la politique européenne face à la crise migratoire". "La Pologne doit garder le contrôle complet de ses frontières, ainsi que de sa politique d'asile et de migrations", a insisté M. Szymanski. Interrogé sur ses propos par les journalistes au moment où il venait déposer samedi une gerbe devant l'ambassade de France à Varsovie, M. Szymanski a déclaré que la Pologne accepterait les immigrés "si on a des garanties de sécurité. C'est la condition clé qui vient d'être grandement remise en question à travers l'Europe entière".

Des milliers de manifestants à Madrid pour l'indépendance du Sahara Occidental

Des milliers de personnes ont manifesté samedi après-midi à Madrid pour réclamer au gouvernement espagnol l'annulation de "la déclaration de la honte" signée à Madrid en 1975 et qui a permis l'invasion marocaine des territoires sahraouis. "L'Etat espagnol doit payer sa dette envers le peuple sahraoui", "l'Espagne complice de l'occupant Maroc", scandaient les manifestants, qui ont démarrés de la place d'Atocha, au centre Madrid, appelant également à l'annulation de "la déclaration de la honte, tâche noir de l'histoire du pays." La marche de solidarité avec les Sahraouis a pris fin de-

vant le siège du ministère espagnol des Affaires extérieures et de la coopération. "Vive le Sahara occidental libre, pour le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui", peut-on lire sur les banderoles brandies par les participants à cet événement qui ont également scandé "pour une grande solidarité internationale avec le peuple sahraoui contre l'occupant marocain." Cette manifestation pour réclamer aussi le droit légitime à l'autodétermination du peuple du Sahara Occidental a réuni des milliers de personnes venues d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et de toute l'Europe.



Un terminal de l'aéroport londonien de Gatwick évacué après une alerte à la bombe



Le terminal nord de l'aéroport londonien de Gatwick a été évacué samedi matin après l'arrestation d'un homme soupçonné d'avoir déposé un engin explosif, a indiqué la police dans un communiqué. La police a interpellé un individu "au comportement suspect qui a déposé un objet à l'aéroport" et des artificiers ont été appelés pour vérifier la nature de l'objet, a précisé le communiqué. "Il est trop tôt pour se prononcer sur la nature de l'objet. Mais vu les événements à Paris vendredi soir, nous sommes en état de vigilance accrue face à des incidents de ce type", a souligné le commissaire Nick May dans ce communiqué. Les attentats de Paris ont été revendiqués par le groupe djihadiste Etat islamique (Daech). Gatwick est l'un des cinq grands aéroports londoniens, avec Heathrow, Stansted, City Airport et Luton.

France: une rame d'un TGV déraile, sept morts

Une rame non commerciale d'un TGV, qui effectuait des essais sur la nouvelle ligne à grande vitesse au nord de Strasbourg, a déraillé samedi après-midi à Eckwersheim, faisant au moins sept morts, selon un bilan communiqué par les autorités locales. Cette rame d'essai qui, selon la Société nationale des chemins de fer français (SNCF), circulait avec des techniciens à bord, aurait "déraillé en raison d'une vitesse excessive", selon les mêmes sources. Au total, 49 techniciens se trouvaient dans cette rame qui effectuait des essais sur une nouvelle voie à grande vitesse devant être mise en service au printemps 2016, a précisé cette source. Le nombre de blessés n'était pas précisé. Sur place, la rame argentine du train était visible, couchée au bas d'un pont dans un canal large d'une quarantaine de mètres, ont constaté des journalistes de l'AFP. Une équipe de plongeurs de la gendarmerie, des hélicoptères de la sécurité civile, ainsi que plusieurs dizaines de véhicules de secours, ont été dépêchés sur les lieux de l'accident.

EDITORIAL

Par Yazid Alilat

DAECH, LA GRANDE MENACE

que en Irak et en Syrie. L'interventionnisme de Paris dans les questions intérieures des pays arabes, de la Libye à la Tunisie, en passant par la Syrie et l'Irak, ne pouvait pas rester sans une réaction violente de ceux-là mêmes dont la France compromet les intérêts ou aide à les combattre. Les attentats contre des touristes français en Tunisie cet été au musée du Bardo de Tunis et dans la ville balnéaire de Sousse étaient des avertissements suffisamment ciblés pour que la France prenne au sérieux les menaces de Daech.

Car entretemps, depuis les attentats de Sousse, en Tunisie, la France a renforcé son dispositif sécuritaire et les lois sur le renseignement, après également l'attentat de Charlie Hebdo, au cœur de Paris. Car ces attentats ont eu lieu à un mois d'intervalle après l'entrée en vigueur de plusieurs mesures importantes de la loi sur le renseignement, en particulier l'autorisation de nom-

breuses techniques spéciales d'enquêtes pour les services de police. En outre, plus de 1.000 postes ont été pourvus par les différents services du renseignement français pour justement prévenir des attentats terroristes sur le sol français. Peine perdue, puisque les prévisions des spécialistes de la lutte antiterroriste se sont avérées justes. Car en plus de Daech, Paris s'est fait beaucoup d'ennemis dans la région arabe et en Afrique, et pas seulement les franchises terroristes, dont Al Qaïda ou ses branches africaines dont celle de Mokhtar Belmokhtar. Reste que ce qui s'est passé à Paris interpelle plus d'un sur cette inquiétante facilité de Daech de frapper là où il veut, comme il veut. L'attentat de jeudi à Beyrouth contre le Hezbollah était-il un avant-goût de ce qui se préparait contre la France ? En tout cas, l'attaque terroriste de vendredi à Paris donne malheureusement une configuration nouvelle, glaçante, des projets criminels de Daech que la communauté internationale ne pourrait combattre avec de simples dispositifs sécuritaires. Aujourd'hui, les effets directs des guerres civiles au Proche-Orient sont là, ils ont atteint l'Europe.